

[mesinfos.fing.org](http://mesinfos.fing.org)



# Kit

# Self Data

# Territorial

---

**“ET SI LES VILLES PRENAIENT UN RÔLE CENTRAL DANS LE PARTAGE DES  
DONNÉES PERSONNELLES AUX CITOYEN·NE·S QU’ELLES CONCERNENT ?”**

2019

## EQUIPE "MESINFOS - SELF DATA TERRITORIAL" DE LA FING

Manon Molins, Chloé Friedlander, Guillaume Jacquart, Fanny Maurel // Sarah Medjek pour MyData France.

## REMERCIEMENTS

Virginie Steiner (La Rochelle), Sylvie Turck (Nantes Métropole) et Maria-Inés Léal (Grand Lyon) mais aussi : Guillaume Chanson, Cécile Christodoulou, Aurialie Jublin, Mathilde Simon.

## CREATIVE COMMONS

Ce document est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 France : <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>.



Vous êtes libre de partager reproduire, distribuer et communiquer ce document, l'adapter et l'utiliser à des fins commerciales à condition de l'attribuer de la manière suivante : Fing, "Kit Self Data Territorial", 2019. Ce document ne doit pas être attribué d'une manière qui suggérerait que la Fing vous approuve, vous ou votre utilisation de l'oeuvre.

## AVEC LE SOUTIEN DE

### PARTENAIRES



### PARTENAIRES ASSOCIÉS



La Fing a le soutien de ses grands partenaires



---

*Et si les villes prenaient un rôle central dans le partage des données personnelles aux citoyen-ne-s qu'elles concernent ? Pour qu'ils-elles en tirent des usages pour eux-elles afin de leur faciliter le quotidien, mieux se connaître, mais également pour leur permettre de contribuer avec leurs données au pilotage du territoire ou à des causes d'intérêt général... !*

*Depuis plusieurs mois, la Fing accompagne trois villes - Nantes Métropole sur la transition environnementale, La Rochelle sur la mobilité durable et le Grand Lyon sur l'action sociale - pour leur permettre d'implémenter leurs propres expérimentations Self Data dès 2020. Ce kit est le résultat de cette année de travail et a comme objectif principal de mettre entre les mains de tou-te-s les méthodes de la Fing pour que d'autres territoires qui souhaitent se lancer dans le Self Data puissent s'y engager sereinement. Vous y trouverez :*

*> une introduction au Self Data - partager les données personnelles aux individu-e-s qu'elles concernent - et aux enjeux forts que cette*

*thématique implique pour les villes ;*

*> une analyse des modèles de gouvernance qui peuvent être envisagés pour partager les données personnelles aux individu-e-s ;*

*> un tour d'horizon des villes et du partage des données pour s'inspirer de certains exemples (ou se dissuader de les suivre) ;*

*> des méthodologies illustrées des exemples issus de nos travaux à Nantes Métropole, La Rochelle et au Grand Lyon, pour se lancer dans les premières étapes de l'implémentation du Self Data sur votre territoire : recenser des données personnelles, imaginer des cas d'usage qui les mobilisent, se projeter vers des modèles de gouvernance pour incarner ces cas d'usage et faire des choix dans des scénarios d'expérimentation terrain ;*

*> des conseils nés de notre expérience depuis 2011 sur le sujet, que nous aurions adoré avoir nous-même lorsque nous nous sommes lancé-e-s dans des expérimentations du Self Data à la Fing.*

*Nous vous souhaitons une très belle expérimentation Self Data sur votre territoire !*

---

*Sommaire*

# 01

## **"MESINFOS : SELF DATA TERRITORIAL" - ET SI LES VILLES PRENAIENT UN RÔLE CENTRAL DANS LE PARTAGE DES DONNÉES AUX CITOYEN·NE·S QU'ELLES CONCERNENT ?**

- P-02* >> Un concept, le Self Data
- P-07* >> Le Self Data, levier d'innovation pour les villes ?
- P-09* >> Partager les données personnelles : les modèles de gouvernance

# 02

## **"DES DONNÉES PERSONNELLES ET DES VILLES" - TOUR D'HORIZON DES INITIATIVES À TRAVERS LE MONDE.**

- P-20* >> Villes et données personnelles, vers quels horizons citoyens ?
- P-26* >> Zoom : Les villes et leurs actions en matière de données personnelles

# 03

## **"SELF DATA DIY" - IMAGINER UNE INITIATIVE SELF DATA SUR SON TERRITOIRE, SELON SES PROPRES ENJEUX : L'EXEMPLE DE NANTES MÉTROPOLE, LA ROCHELLE ET GRAND LYON.**

- P-40* >> Se sensibiliser au Self Data et choisir un défi propre à son territoire
- P-42* >> Définir le périmètre des données
- P-43* >> Imaginer les cas d'usages et leurs modèles de gouvernance
- P-66* >> Atterrir : décrire un scénario d'expérimentation sur votre territoire

# 04

## **"ON S'Y MET ?" - LES PROTIPS D'ACTEURS EXPERTS DU SELF DATA.**

- P-74* >> Expérimentation Self Data : les 10 questions à se poser
- P-76* >> Expérimentation Self Data : les 10 leviers à activer
- P-78* >> Expérimentation Self Data : les 7 erreurs à éviter
- P-80* >> Expérimentation Self Data : les 10 commandements à respecter

## *Annexes*

## **ANNEXES - MÉTHODOLOGIES PRÊTES À L'EMPLOI**

- P-84* >> 1) Le séminaire
- P-88* >> 2) Les datablitz
- P-92* >> 3) Les cas d'usages
- P-96* >> 4) Les modèles de gouvernance
- P-100* >> 5) Les scénarios d'expérimentation

01

19

39

71

82



01

**“MESINFOS : SELF DATA  
TERRITORIAL”  
ET SI LES VILLES  
PRENAIENT UN RÔLE  
CENTRAL DANS LE  
PARTAGE DES DONNÉES  
AUX CITOYEN·NE·S  
QU’ELLES CONCERNENT ?**

# 01

## “MESINFOS : SELF DATA TERRITORIAL” - ET SI LES VILLES PRENAIENT UN RÔLE CENTRAL DANS LE PARTAGE DES DONNÉES AUX CITOYEN·NE·S QU’ELLES CONCERNENT ?

### UN CONCEPT, DES PROJETS

Cela fait maintenant plus de sept ans qu’à la Fing nous travaillons au sein du projet MesInfos sur le sujet du **partage des données personnelles aux individu·e·s qu’elles concernent, que nous nommons “Self Data”**. Chiffre magique s’il en est, il nous a semblé opportun de saisir ce moment pour “passer le flambeau”.

Notre objectif n’a jamais été de faire du Self Data un concept propriétaire, dont nous seuls détiendrions les secrets de fabrication. Au contraire, nous avons toujours souhaité ouvrir nos travaux et permettre aux initiatives de se multiplier. Force est de constater, sept ans plus tard, que s’il reste iconoclaste, le Self Data n’est plus le concept inconnu d’hier. Ce kit a pour ambition de le démocratiser encore davantage en passant par des acteurs clefs qui, selon nous, pourraient “propulser” des dynamiques Self Data : les villes.

Le Self Data, que nous définissons comme “la production, l’exploitation et le partage de données personnelles par les individu·e·s, sous leur contrôle et à leurs propres fins”, implique que les individu·e·s soient maître·sse·s de leurs données, qu’ils-elles puissent en faire des choses pour eux-elles. Pour cela trois actions sont nécessaires.

#### 1) Récupérer une copie de leurs données. #API #Portabilité\_RGPD

La première brique du Self Data est de permettre aux individu·e·s de récupérer les données personnelles qui les concernent et qui sont aujourd’hui dans les systèmes d’information des organisations (celui de leur fournisseur d’énergie, de leur opérateur téléphonique, de leur réseau social, ...). Les organisations, les “détenteurs de données” devraient alors construire les canaux de transmission de données. Fortement appuyée par l’entrée en vigueur du RGPD en mai 2018, et l’apparition du “droit à la portabilité”<sup>1</sup>, cette composante essentielle du Self Data doit s’appliquer à tout type de données personnelles qui concernent les individu·e·s, pour leur permettre de bénéficier d’un véritable 360° sur ces dernières : celles, bien sûr que l’on émet en ligne, mais également toutes les données émises au quotidien en faisant ses courses, en parlant au téléphone, en envoyant un texto, en prenant sa voiture, en allumant la lumière... Toutes les organisations détentrices de

<sup>1</sup> Le droit à la portabilité est consacré par le règlement européen sur la protection des données (RGPD), qui “offre aux individu·e·s un chemin facile pour récupérer et réutiliser leurs données personnelles par eux-mêmes”. Les données doivent être mises à disposition facilement, “dans un format structuré, d’usage commun et lisible par des machines”. L’utilisateur·trice peut vouloir les télécharger chez lui-elle, ou les mettre directement à disposition d’un tiers. A noter : quelques exceptions existent pour le droit à la portabilité, en particulier pour les acteurs publics, lorsque la récolte des données ne dépend pas d’un contrat ou d’un recueil du consentement, mais plutôt d’un décret par exemple.

données personnelles sont donc concernées pour faire du Self Data une réalité !

## **2) Stocker et administrer leurs données dans un espace sécurisé. #PIMS #PDS #PODs**

Second impératif du Self Data : permettre aux individu-e-s de stocker et d'administrer leurs données dans un espace sécurisé. Les individu-e-s pourraient disposer de leur domicile numérique : un espace personnel, dans lequel agréger l'ensemble de leurs données sur lesquelles ils-elles disposent d'un contrôle total. Ils-elles obtiendraient ainsi leur propre système d'information, au même titre que les organisations possèdent CRM et outils de plus en plus puissants pour gérer et analyser les données qu'elles détiennent. Ces outils, s'ils sont encore peu nombreux, se développent de plus en plus. On parle du marché des PIMS (Personal Information Management Systems), composé par exemple d'entreprises comme Cozy, Digime ou encore Inrupt de Tim Berners-Lee (en lien avec le projet SOLID), voire des "coffres-forts" numériques qui commencent à intégrer des logiques de partage des données (comme DigiPoste), mais également d'acteurs qui se positionnent comme garant du transfert d'un responsable de traitement à un autre : Fair&Smart, Onecub, etc.

## **3) Réutiliser les données pour se faciliter le quotidien, contribuer, etc. #services\_tiers**

Une fois ses données récupérées, agrégées dans son espace personnel en sécurité, il est nécessaire d'en faire quelque chose, d'en tirer des usages, bref, de les réutiliser ! C'est par l'usage que les données prennent toute leur valeur. Des curieux-ses ou des militant-e-s testent déjà auprès des organisations leur capacité à répondre à une demande de droit à la portabilité pour obtenir leurs données dans un format lisible par des machines ; d'autres aux compétences techniques développent leurs propres outils pour visualiser leurs données et établir des corrélations, mais pour la majorité des individu-e-s c'est par un ou plusieurs services tiers que le Self Data prendra tout son sens. Des services tiers réutilisateurs doivent se développer pour permettre aux individu-e-s de tirer des usages de leurs données. Après avoir explicitement demandé leur consentement, les services tiers peuvent traiter - sans forcément y avoir accès - les données personnelles des individu-e-s et leur fournir des usages sur celles-ci.

Alors, quels usages les individu-e-s peuvent-ils-elles tirer de leurs données ? En quoi est-il intéressant pour les individu-e-s, seul-e-s ou collectivement, qu'un monde de Self Data émerge ? Au cours de nos années MesInfos

nous avons exploré de nombreux cas d'usage, que nous avons regroupés en sept domaines. Grâce à leurs données les individu-e-s peuvent : se faciliter le quotidien ; mieux contrôler qui à accès à quoi sur eux-elles ; mieux se connaître ; vivre en accord avec leurs valeurs (consommer plus vert, plus éthique) ; contribuer à la création de connaissance commune ; prendre de meilleures décisions ; ou encore vivre une expérience. Ils-elles pourraient, à titre d'exemple :

- » disposer d'un relevé bancaire intelligent pour se faciliter le quotidien. Chaque ligne de leurs relevés bancaires serait alors contextualisée par des données venant d'autres sources : une facture, un remboursement de santé pour éviter les mauvaises surprises, etc. ;
- » croiser leurs données de consommation alimentaires avec un référentiel, comme la Base Carbone® de l'Ademe pour évaluer l'empreinte carbone de leur alimentation ou encore les croiser avec leurs données de santé (allergies, régimes spécifiques, ...) et Open Food Fact pour faciliter leurs courses ;
- » trouver le contrat le plus adapté à leur profil grâce à leurs données et changer facilement d'opérateur, de fournisseur d'électricité, d'assureur, etc.

Les idées et concepts sont multiples et permettraient aux individu-e-s de disposer d'une forme de maîtrise sur leurs données, ce qui rééquilibrerait la confiance et la balance des pouvoirs entre organisations et individu-e-s. Après tout, "si j'ai une donnée sur vous, vous l'avez aussi. Et vous en faites ... ce qui a du sens pour vous".

Aujourd'hui, peu de citoyen-ne-s peuvent réellement réaliser ces trois actions. **Mais nous pouvons nous réjouir de nombreuses avancées du Self Data en France et ailleurs.**

» La Fing - qui a lancé en France la piste du Self Data - continue à en porter les couleurs depuis 2011 et mène aujourd'hui la sixième saison du projet MesInfos avec le soutien de ses partenaires et alliés. Nous avons commencé par explorer le Self Data, en allant voir ce que d'autres faisaient ailleurs (*Blue* et *Green Buttons* aux Etats-Unis, MiData en Angleterre, communauté VRM, etc), avant d'expérimenter pour la première fois au monde le partage des données aux individu-e-s en 2013 avec 300 testeur-se-s. Nous avons travaillé sur les défis techniques, économiques et juridiques liés au Self Data pour ensuite étudier plus précisément le partage des données d'énergie et santé. La question du Self Data en santé a ensuite pris son envol dans le "spin off" "Mes Données, Ma Santé". Enfin, nous avons évidemment passé du temps sur la question

du droit à la portabilité avec le groupe de travail *Dataaccess* et surtout lancé un grand projet pilote entre 2016 et 2018 avec plus de 2000 testeur-se-s et de multiples détenteurs de données pour démontrer le potentiel du passage à l'échelle du Self Data.

- » Ces dernières années ont également été le temps de l'international. MyData est la communauté mondiale travaillant à rééquilibrer l'économie des données personnelles au bénéfice des individu-e-s. Le 11 octobre 2018, ce réseau - lancé en 2015 par un petit groupe d'acteurs dont Open Knowledge Finland et la Fing - s'est formalisé pour devenir "MyData Global", une association officiellement créée et établie en Finlande, réunissant déjà plus de quatre cents membres. Partie d'une aspiration, celle de rendre l'individu-e maître-esse de ses données personnelles, la communauté MyData s'est petit à petit organisée et structurée pour devenir un mouvement puis une association à but non lucratif, basée à Helsinki et à laquelle sont rattachés une vingtaine de hubs locaux à travers le monde. La conférence annuelle, éponyme du mouvement, qui fête en 2019 sa 4e édition, en est le catalyseur.
- » La clef du Self Data réside dans le partage par les détenteurs de données. Ce sont eux qui mettent en place les canaux de transmission

des données personnelles, qui encouragent la réutilisation de leurs données en les documentant, en constituant des jeux de données de synthèses, etc. Sans eux, le Self Data ne resterait qu'à l'état de concept ou ne pourrait exister qu'avec des techniques de "scraping"<sup>2</sup> plus ou moins admises. Aujourd'hui, très peu d'acteurs se positionnent. Il y a certes certains GAFAs, comme Facebook ou Google, qui ont mis en place des canaux de transmission de leurs données depuis longtemps, lancent des projets et coalitions d'acteurs autour du droit à la portabilité (Data Transfer Project) ou se positionnent comme experts du sujet, prêts à donner des conseils à d'autres secteurs (voir le dernier rapport de Facebook de septembre 2019 "Data Portability and Privacy"). Il y a néanmoins quelques détenteurs de données qui s'y mettent vraiment et montrent l'exemple.

D'abord les énergéticiens, Enedis et GRDF, distributeurs, qui mettent en place les process et projets (Enedis Data Connect, GRDF Adict) pour permettre aux individu-e-s disposant d'un compteur connecté (Linky, Gazpar) de récupérer leurs données et de les réutiliser via des services tiers - pour trouver un meilleur contrat, mieux gérer sa

---

<sup>2</sup> Scraping : faire tourner un logiciel sur le compte client de l'utilisateur-riche, afin d'aller "récupérer" ses données en son nom, pour lui fournir par la suite un service.

consommation, etc. En avance par rapport aux autres détenteurs de données, ils disposent d'une position singulière : le code de l'énergie les obligeait en effet à penser ce partage bien avant l'introduction du droit à la portabilité, et leur fonction de distributeur, qui ne peut pas fournir de services directement aux individu-e-s, les inclinent à partager les données directement aux individu-e-s pour qu'un marché de services tiers émerge.

D'autres organisations et secteurs mettent également en place un véritable droit à la portabilité pour leurs utilisateur-ric-e-s. L'initiative portée par LeBonCoin vaut le détour, car assez rare : "data takeout est une fonctionnalité qui permet de télécharger et consulter ses données en toute autonomie". Selon Damien Dégremont, Data Protection Officer du site, "depuis que cette fonctionnalité est opérationnelle, nous recevons plusieurs milliers de demandes de restitution de données personnelles par semaine contre seulement quelques-unes par an auparavant." Les individu-e-s sont curieux-se-s... ! Pour créer de la valeur dans ce partage, la réutilisation des données par les individu-e-s eux-elles-mêmes via des services tiers devraient permettre d'entretenir cette dynamique vertueuse.

On peut aussi noter que différents secteurs avancent sur le sujet : les institutions de la santé parlent depuis longtemps de créer un "Blue But-



ton à la française" pour permettre aux organisations de partager aux individu-e-s leurs données de santé, avec en lien bien sûr le Dossier Médical Partagé (DMP). Aujourd'hui, avec l'Espace Numérique de Santé (ENS), voté par l'Assemblée nationale en 2019, les individu-e-s pourraient potentiellement disposer d'une plateforme de gestion de leurs consentements pour partager les données depuis leur DMP, leur dossier pharmaceutique, des données ajoutées eux-elles-mêmes, etc, vers des services et acteurs tiers. Le secteur des télécoms porte également des initiatives pour imaginer une portabilité efficace avec par exemple le projet Data Portability Cooperation. Côté données bancaires, en Angleterre, berceau du concept avec le programme MiData, le projet Open Banking permet aux banques de partager les données de leurs client-e-s avec

des tiers, sous le contrôle et pour le bénéfice de leurs client-e-s - finalement très similaire à la directive européenne "DSP2". Après un départ difficile, Open Banking cherche aujourd'hui à démontrer la valeur d'usage du partage en créant du lien avec des entreprises innovantes. En France, un collectif d'acteurs a publié un livre blanc sur la portabilité, présenté à l'Assemblée nationale, et cherche à créer un consortium trans-secteur sur le sujet.

» Autres bonnes nouvelles du Self Data : des expérimentations - hors celles portées par la Fing - émergent un peu partout, y compris en France. D'abord en Bretagne, où l'Académie de Rennes mène un projet pour permettre aux élèves et enseignant-e-s de l'Éducation nationale de maîtriser leurs données tout au long de leur apprentissage et de leur carrière. Selon Olivier Adam, "de nombreuses données personnelles sont dispersées dans cet écosystème numérique éducatif, stockées sur différents équipements, enregistrées dans de nombreuses

applications, et parfois égarées chez Google”. L’académie planche donc sur une expérimentation pour fournir des *clouds* personnels (Cozy Cloud) aux participant·e·s et leur partager leurs données d’éducation. Nous détaillons cette expérimentation dans le chapitre suivant.

Dans la ligne du pilote MesInfos, la Maif propose à ses sociétaires de disposer d’un *cloud* personnel et leur partage au sein de celui-ci les données qui concernent leur contrat d’assurance domicile. De même, dans la continuité des travaux de “Mes Données Ma Santé” réalisés avec la Fing et dans une approche de soins et prévention santé, le Groupe VYV imagine quant à lui des services Self Data autour des données personnelles : par exemple, les résultats d’analyses de sang, partagés avec le consentement des individu·e·s peuvent alimenter leur dossier prévention santé, être croisés avec des données de qualité de l’air ou d’autres référentiels pour enrichir leurs données de santé, faciliter leur suivi et leur permettre de mieux se connaître. La solution est définie et mise en œuvre par Fair&Smart - et implique la réversibilité : les individu·e·s peuvent retirer leur consentement et toutes leurs données sont effacées immédiatement.

À l’étranger également nous observons des expérimentations d’envergure, avec par exemple l’entreprise Digime et le ministère islandais qui

mettent en place le partage des données de santé aux individu·e·s, le département des transports finlandais qui mène un pilote MyData pour faciliter le partage des données de mobilité, ou encore le “National Education Agency” finlandais et les données d’éducation.

» Le développement du marché des PIMS est un bon signe. En 2011, au lancement du projet MesInfos, aucun service n’était vraiment opérationnel. Aujourd’hui, ce sont des dizaines d’entrepreneurs qui se positionnent et lancent leur produit : Digime, Cozy, Matchupbox, Fair&Smart, Onecub, ... À l’international un signal fort : Tim Berners-Lee figure majeure du web, a lancé lui aussi sa startup de maîtrise de ses données : Inrupt. Même Microsoft se lance avec son PIMS “Bali”. Tandis qu’en France, le “startup garage” de Facebook soutient le développement de plusieurs services se positionnant sur le sujet de la maîtrise de ses données. Les pouvoirs publics cherchent également à en être ! En octobre 2016, l’EDPS (European Data Protection Supervisor) estime que les PIMS constituent l’amorce d’un “changement de paradigme” qui “redonnent aux individu·e·s le contrôle de leur propres données” et appelle très clairement l’Union européenne à les soutenir, des appels à projets H2020 sont lancés (ex : *Supporting the emergence of data markets and the*

*data economy*), avec toujours des axes très “Self Data”. La Finlande, à la tête du conseil de l’Union européenne au moment où nous écrivons ces lignes, établit dans son programme la “nécessité de créer une économie de la donnée compétitive, où les individu·e·s sont aux commandes, en promouvant l’accès, l’interopérabilité et l’usage des données tout en respectant les droits et la vie privée des individu·e·s<sup>3</sup>”. En Angleterre, la consultation lancée par le gouvernement de sa Majesté : “Smart data: putting consumers in control of their data and enabling innovation” cherche à mieux cerner le rôle des acteurs publics dans l’accompagnement de ces innovations. En Finlande, Vake, organisation nationale pour le développement de l’innovation, a organisé un “Industry Hack” sur le thème de MyData, et a récompensé leur Poste pour le développement d’un PIMS - prochaine étape : lancer des pilotes MyData pour que des milliers de Finlandais puissent reprendre le contrôle sur leurs données.

Toutes ces initiatives ont pour point commun de proposer de nouveaux cadres de responsabilité - ou au moins d’y réfléchir. Nous sommes loin de l’époque où nous ne pouvions nous appuyer que

---

<sup>3</sup> More work is needed to achieve a competitive, human-driven data economy by promoting the availability, interoperability and use of data, while also respecting the rights and privacy of individuals

sur quelques exemples de services et plateformes isolés. Tous ces acteurs se parlent, communiquent, échangent des bonnes pratiques, parfois se positionnent en concurrence ou coopèrent.

## LE SELF DATA, LEVIER D'INNOVATION POUR LES VILLES ?

Notre travail de ces 7 dernières années au sein de MesInfos aura permis de placer la France sur la carte de cette piste majeure de la culture numérique, pour en faire l'un des pays pionniers du partage des données personnelles. Les bonnes nouvelles précédentes ne peuvent que nous réjouir (ou nous inquiéter pour certaines), mais comment faire pour que le concept essaime ? Nous avons lancé entre 2016-2018 un grand projet pilote, qui a rassemblé des organisations détentrices de données, une plateforme, un territoire et tout un écosystème d'innovation afin d'explorer concrètement le potentiel du Self Data. Ce projet a permis à des organisations partenaires de partager avec plus de 2000 individu-e-s les données qu'elles ont sur eux-elles, afin qu'ils-elles en fassent... ce qui a du sens pour eux-elles.

La Fing a coordonné l'ensemble du pilote MesInfos. Si il a permis de démontrer qu'une implémentation à grande échelle du Self Data était possible, il n'avait pas pour vocation d'être porté par la Fing indéfiniment. **Qui alors ? Qui peut aujourd'hui mener des projets de grande ambition comme le pilote MesInfos, complexes, qui mêlent acteurs privés - parfois compétiteurs, acteurs publics, chercheur-se-s, individu-e-s, écosystème d'innovation ? Notre intuition de plus en plus forte au fil des derniers mois du pilote : les villes ont un rôle particulier à jouer dans le Self Data.**

Alors que les territoires font face à des défis sans précédent (environnementaux, économiques, sociaux, d'aménagement), la vision du "smart" est en train de s'imposer : des systèmes et des services plus intelligents, pour optimiser les flux, réduire les risques ou encore les consommations... Pouvons-nous imaginer une autre vision, moins intégrée, plus ouverte, qui redonne une place aux citoyen-ne-s et aux différents acteurs du territoire ? Une ville, une métropole, qui s'appuierait sur le Self Data, et transférerait de l'information, des outils, des méthodes à tous les acteurs, petits et grands, pour qu'ils contribuent à son fonctionnement et participent de l'intérêt général ? Les données personnelles des individu-e-s sont souvent produites dans un contexte territorial, le croisement entre celles-ci et les données ouvertes lo-

cales (Open Data) représente un fort potentiel d'innovation et de valeur d'usage pour les individu-e-s comme pour les acteurs du territoire. Le Self Data pourrait se mettre au service de la transition énergétique d'un territoire, répondre à des questions de mobilité, de services pour les citoyen-ne-s... Une vision des données "en commun", partagées d'un côté comme de l'autre.

À l'image des grands acteurs urbains et territoriaux, les individu-e-s pourraient produire, capter, collecter, récupérer des données personnelles et non personnelles. Ils-elles pourraient choisir de les partager, de les utiliser pour eux-elles, mais également de contribuer à des études et à la connaissance du territoire. En somme, les individu-e-s seraient en capacité, sur la base de leurs données, de retrouver des capacités d'action : participer à la production des services, seul-e-s ou avec d'autres, à l'aménagement et à la fabrique de la ville, aux décisions politiques, à la connaissance collective...

Les acteurs du territoire ont aussi à gagner à partager les données à ceux et celles qu'elles concernent. Les individu-e-s sont de plus en plus méfiant-e-s vis-à-vis des organisations privées et publiques quant au traitement de leurs données personnelles et les contraintes législatives se font de plus en plus puissantes. Une simple mise en conformité avec le droit ne suffira pas à répondre à la crise de confiance actuelle. Les

acteurs pourraient imaginer une nouvelle relation avec leurs usagers et avec leurs clients, prendre de l'avance, créer de nouveaux cadres de partage des données, sous le contrôle des individu-e-s et se positionner sur ces services émergents (plateformes, applications, ...). Le Self data enrichirait et transformerait ainsi l'appréhension et l'organisation des sujets "classiques" de la ville et des territoires (services, planification, production de connaissances collectives ...).

**Dans les villes où les services basés sur les données personnelles sont légions mais offrent peu de prise aux villes et aux citoyen-ne-s, le Self Data permettrait d'imaginer un renversement de la situation actuelle, basé non pas uniquement sur la protection de la vie privée des citoyen-ne-s - bien que ce soit une brique essentielle - mais sur leur capacitation personnelle et collective, par leurs données.**

Après plus de 10 ans de travaux à la Fing sur les sujets urbains & numérique, depuis nos programmes "Villes 2.0" en 2008 ou plus récemment "Audacities - gouverner la ville numérique réelle", notre constat autour de l'innovation urbaine repose sur la nécessité pour les villes de l'orienter, de la questionner, de l'ouvrir au débat, et de penser de nouveaux modèles de gouvernance multiacteurs : "un nouveau rôle de médiateur, d'animateur émerge donc pour les collectivités territoriales".

Le Self Data repose bien sur l'idée d'une innovation qui ne passe pas uniquement par une déstabilisation ou par une seule et unique startup au produit "révolutionnaire". Le Self Data représente un pari sur l'avenir des villes. Oui, des services émergeront d'un programme ambitieux de Self Data sur les territoires. Mais cette piste suppose surtout de transformer radicalement la façon dont nous envisageons les données personnelles, de créer un écosystème créateur d'une valeur plus distribuée aux usages multiples, impliquant détenteurs de données, citoyen-ne-s, associations, chercheur-se-s, entrepreneur-se-s privé-e-s ou d'intérêt général... Qui mieux que l'acteur public local pour orienter les acteurs du territoire vers ce changement de paradigme ?

L'acteur public local doit jouer son rôle d'impulseur du Self Data, de médiateur et d'animateur pour un nouveau modèle de gouvernance de données personnelles. **Une ville ou métropole dispose d'une position inédite pour faire du Self Data une réalité :**

1) elle-même détentrice de données, elle peut mettre en place des processus du partage des données personnelles qu'elle détient sur les citoyen-ne-s de son territoire. En montrant l'exemple, elle appelle d'autres détenteurs à la suivre dans sa démarche, en commençant par ses prestataires. Les pouvoirs publics locaux disposent de beaucoup de moyens et force d'action pour convaincre

les organisations du territoire de mettre en place les canaux de transmission de données ;

2) cheffe de file pour orienter l'innovation, la ville peut permettre de faire émerger de nouvelles formes de gouvernance pour nos données personnelles partagées en promouvant et pilotant des modèles et des projets dans lesquels les individu-e-s sont réutilisateur-ric-e-s de leurs données, en instaurant des cadres de confiance et en réunissant autour de la table différents représentants du privé, du public, de la société civile pour leur permettre d'opérer, d'expérimenter.

3) en tant qu'actrice clé de la relation avec les citoyen-ne-s, première interlocutrice de ces dernier-e-s, la ville peut redonner un rôle plus actif à l'individu-e, re-symétriser les choses, alors qu'aujourd'hui le-la citoyen-ne contribue surtout à enrichir les services urbains avec ses données. Encourager la médiation numérique et la co-conception pour imaginer avec les citoyen-ne-s des scénarios Self Data qui leur parlent, des cas d'usage utiles qui correspondent à leurs besoins et aux défis du territoire, sont autant d'actions nécessaires à mettre à œuvre.

L'acteur public local a donc un rôle particulier à jouer dans le Self Data. Cette intuition a été confirmée par nos discussions avec trois villes françaises : le Grand Lyon, qui était déjà partenaire du pilote MesInfos, Nantes Métropole et l'Agglomération de La Rochelle. C'est pourquoi nous avons

lancé entre septembre 2018 et 2019 le projet Self Data Territorial, avec ces trois villes comme partenaires terrain. Des actions ont été menées sur chacun des territoires pour définir le rôle des collectivités dans des expérimentations du Self Data autour de défis formulés du point de vue des citoyen-ne-s : “connaître et agir sur l’impact de mes choix alimentaires”, “calculer et réduire l’empreinte carbone de mon habitat”, “contribuer à la production d’énergies renouvelables dans mon quartier/ma ville” (Nantes Métropole), “mieux gérer mon budget mobilité”, “contribuer à l’amélioration de l’offre de mobilité de mon territoire” (La Rochelle), “suivre mes démarches sociales”, “connaître mes droits” (Grand Lyon) ...

Aucun de ces territoires ne se lancera dans une démarche de Self Data totalement similaire. À chacun ses cas d’usage, ses défis, selon ses propres agendas. Les choix d’implémentation définissant le rôle des acteurs, leurs positionnements, seront eux-aussi cruciaux et pourront s’inspirer de différents modèles du partage des données personnelles.

## **PARTAGER LES DONNÉES PERSONNELLES : LES MODÈLES DE GOUVERNANCE**

*“Les publications, études, travaux de recherches et autres think tanks sont légions à s’intéresser à la smart city (...). Pourtant, la protection des données personnelles reste le parent pauvre de ces travaux. L’individu reste aujourd’hui, comme dans la conception première de la smart city 1.0, un problème à régler, ou au mieux, pour certains promoteurs d’une ville participative et contributive, comme un smartphone ambulant dont les données seraient essentielles à la bonne conduite de la ville.”*

*La Plateforme d’une ville. LINC - CNIL.*

Bien trop souvent nous avons assisté à des conférences, des ateliers qui se posaient comme question “mais comment faire pour que les individu-e-s acceptent de partager leurs données avec nous ?” ou bien dans le meilleur des cas “quels seraient les moyens juridiques, techniques, à mettre en œuvre pour outiller le partage des données personnelles respectueux de la vie privée des individu-e-s ?”.

Rarement, beaucoup plus rarement, avons-nous entendu des questionnements autour de “mais pourquoi, à quelles fins ?”. Comme si les données personnelles représentaient forcément un butin à se partager ou à protéger dans une confrontation sans fin entre les camps “protection de la vie privée” et “enjeux économiques”.

La question de “qui peut faire des choses avec les données”, c’est-à-dire qui a le privilège de tirer de la valeur des données personnelles est importante, oui. C’est d’ailleurs notre point de départ dans le projet MesInfos : permettre aux individu-e-s eux-elles aussi de tirer des choses de leurs données. Mais cette question du “qui” doit s’accompagner d’une réflexion autour des finalités (“pour en faire quoi”), car ce sont dans celles-ci que résident les risques et les abus.

Alors doit-on forcément opposer les deux versions ? Peut-on, comme le dit Ben Green dans son livre *The smart enough city*, enlever nos “(...) lunettes technologiques qui nous demandent souvent de choisir entre le respect de la vie privée et l’innovation, entre la sécurité et la liberté... “ ? C’est ce que propose le Self Data : offrir un cadre dans lequel les individu-e-s sont en contrôle de leurs données personnelles, tout en permettant à de nouveaux usages d’émerger, pour répondre à des défis individuels ou collectifs.

## COMMENT PARTAGER LES DONNÉES PERSONNELLES ? CINQ MODÈLES DE GOUVERNANCE POUR LE SELF DATA.

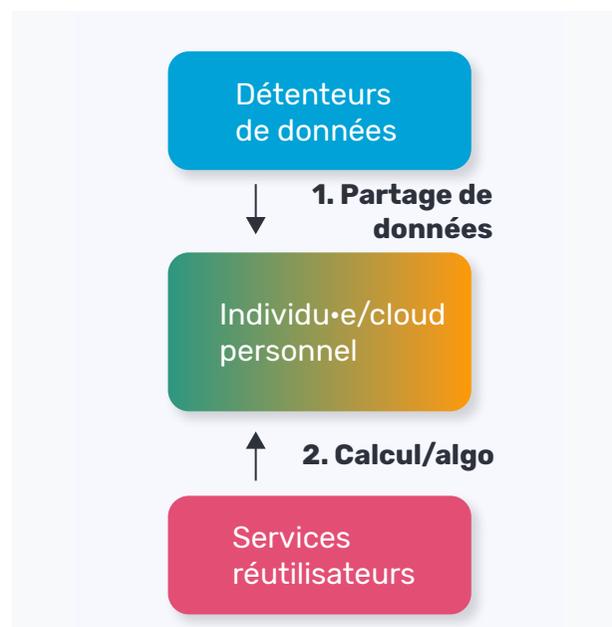
Lors de nos travaux au sein de MesInfos, nous avons particulièrement observé et expérimenté un type de modèle du partage : celui du *cloud* personnel. Mais si il présente de nombreux avantages, il n'existe pas un seul et unique modèle permettant de rendre les individu·e·s maître·sse·s et réutilisateur·rice·s de leurs données. Nous avons compté au moins cinq modèles "sur étagère", qui peuvent être hybridés, modifiés, etc. S'il n'existe pas une seule façon de faire du Self Data, le rôle de l'acteur public local, en tant que chef de file du mouvement, sera d'orienter les choix vers tel ou tel modèle de gouvernance de la donnée personnelle partagée.

Les modèles de gouvernance que nous décrivons ici ne se positionnent pas sur le même niveau. Les deux premiers sont des modèles techniques très différents du partage (transfert direct, *cloud* personnel), ce qui n'implique bien sûr en aucun cas qu'ils soient neutres, tout dépend de leur implémentation, de qui les porte, etc. Les trois derniers modèles (plateforme tiers de confiance, coopérative de données, régie/civic data trust) sont plutôt des modes d'organisation et peuvent d'ailleurs exister avec les deux premiers. En détaillant ici les différentes façon de "faire du Self Data", nous es-

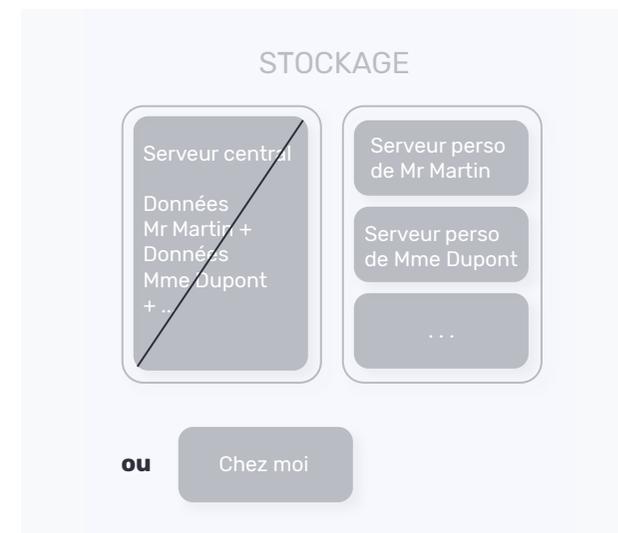
pérons inspirer les territoires et les outiller dans leurs choix.

### DEUX MODÈLES TECHNIQUEMENT TRÈS DIFFÉRENTS : CLOUD PERSONNEL VS TRANSFERT DIRECT

#### 1) Le *cloud* personnel



Le *cloud* personnel repose sur l'idée d'un domicile numérique qui permet aux individu·e·s d'agréger leurs données venant de différentes sources sur leur serveur individuel, et non le serveur d'une organisation. L'intérêt de disposer de leur propre serveur repose sur le fait que les services qui vont



leur fournir une valeur d'usage sur leurs données vont tourner sur ce serveur (calcul embarqué), sans faire sortir les données. **Avec le *cloud* personnel, ce sont les services qui viennent aux données.** Ils peuvent être développés par n'importe qui, sur la base de jeux de données de synthèse. Aucune donnée n'a besoin de sortir de leur domicile numérique et pourtant les individu·e·s peuvent tout de même profiter de services et d'applications qui mobilisent et croisent leurs données, disponibles par exemple sur le "Store" du *cloud* personnel ! Les individu·e·s ont la maîtrise de leurs données, elles sont stockées sur leurs propres machines, virtuelles, ou en local (ils-elles peuvent faire de l'auto-hébergement).

Le *cloud* personnel est cependant encore très neuf. L'adoption par les individu·e·s mais égale-

ment par les détenteurs de données peut être un frein. S'ils disposent de nombreux avantages à utiliser une telle plateforme, cela reste un intermédiaire supplémentaire entre eux et leurs clients/usagers, des canaux de transmission et connecteurs à garder à jour, et pour les individu-e-s un outil supplémentaire à maîtriser. Pour les réutilisateurs, ceux qui fournissent les services, c'est également un investissement : s'il représente un véritable intérêt en termes de confiance envers les individu-e-s - un réutilisateur peut fournir un service sans s'encombrer du rôle de responsable de traitement - les services tiers doivent s'adapter et se coordonner avec cet acteur supplémentaire, à la stratégie indépendante de la leur. Ils doivent s'adapter techniquement à une ou plusieurs plateformes, alors que la plupart développent des services pour des systèmes d'exploitation fournis par les GAFAs (IOS-Apple ou Android-Google) ou dans des "écosystèmes" fermés mais de grande taille (Facebook). C'est un ajustement difficile, les plateformes du Self Data débutent et ne disposent pas du même volume d'utilisateurs.

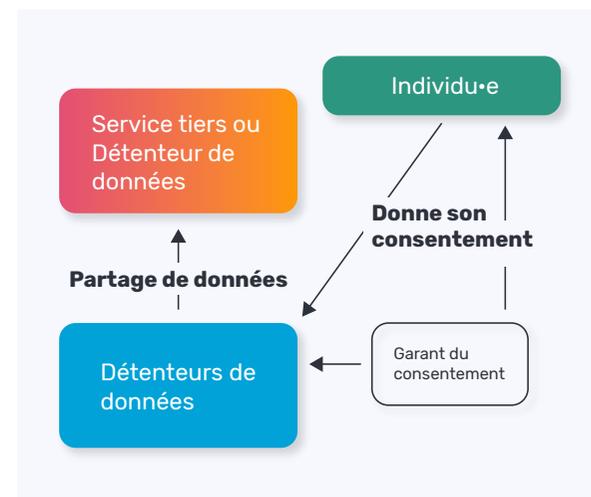
Dans une économie numérique où les données sont partagées avec de nombreux services (assistant personnel, application de transports, etc) pour assurer leur fonctionnement, nous mesurons ici tout l'intérêt d'environnements tels que le "cloud personnel" : les croisements de données s'effectuent à l'intérieur d'un es-

pace numérique privé, porté par un tiers de confiance hébergeur. Aujourd'hui, le *cloud* personnel est plutôt centré sur les individu-e-s, "un *cloud* personnel = un-e individu-e". Mais il existe des projets de recherche pour faire des choses plus collectives, pour tirer des usages collectifs des données personnelles dans les clouds des individu-e-s, en permettant par exemple de faire tourner des algorithmes sur des milliers de clouds, sans en faire sortir les données, pour opérer dans des logiques de Big Data tout en laissant les individu-e-s en contrôle de leurs données. De plus, les fonctionnalités de partage entre clouds personnels (pour partager des données entre individu-e-s, les mettre en commun, etc) vont en s'améliorant.

#### Exemples



## 2) Le transfert direct



Le transfert direct repose sur un principe clef : le consentement. Le partage de données se fait entre responsables de traitement directement, avec le consentement - révoquant - de l'individu-e, pour lui fournir un service, pour participer à une cause d'intérêt général, à un projet de recherche. Par exemple chez les énergéticiens, avec le projet "Enedis Data Connect" les individu-e-s disposant d'un compteur connecté Linky vont pouvoir profiter de services tiers, qui vont aller se connecter, avec leur consentement, au système d'information d'Enedis, pour leur fournir une valeur d'usage sur leurs données de consommation. Ce modèle dispose d'un grand avantage : impliquant moins d'acteurs, il est moins complexe à implémenter. Un contrat peut potentiellement être signé entre le déten-

teur de données et le service réutilisateur pour spécifier les processus, le niveau de protection des données, l'utilisation de l'infrastructure du détenteur pour les récupérer (volume, régularité, ...), et nous pouvons imaginer que certains services soient "blacklistés", qu'ils ne puissent pas se connecter au système du détenteur pour des raisons légitimes de sécurité, etc.

Si peu d'organisations mettent en place ce genre de transfert - nous restons sur un modèle qui aujourd'hui n'existe pas vraiment en dehors des acteurs du numérique - c'est probablement celui qui aura vocation à se développer le plus car il ne bouscule pas les codes et correspond au fonctionnement de l'économie numérique actuelle. Il permet de définir clairement les responsabilités de chacun et surtout représente un risque juridique maîtrisé pour les détenteurs et réutilisateurs.

Et pourtant il ne permet pas vraiment à l'individu-e d'obtenir un 360° sur ses données, d'en devenir le-la maître·sse : les services tiers ne vont pas aller se connecter à 1000 API de différents détenteurs - et signer autant de contrats ! Nous restons donc sur une approche assez sectorielle, avec du côté des réutilisateurs des usages probablement plus limités. De plus, ici l'individu-e n'est "que" le passage de son consentement, même si c'est fait dans les règles, sa maîtrise reste limitée, il-elle ne voit pas "passer" les données, ne peut pas les réutiliser lui-elle-même et son parcours est

morcelé : il-elle doit donner son consentement à deux acteurs minimum, pour chaque service. De plus, **contrairement au cloud personnel, ici ce sont les données qui vont aux services**, ce qui signifie que les données personnelles sont dupliquées et stockées au sein de chaque service. Cela contribue à la prolifération des données personnelles, et vulnérabilise mécaniquement la vie privée des individu·e-s.

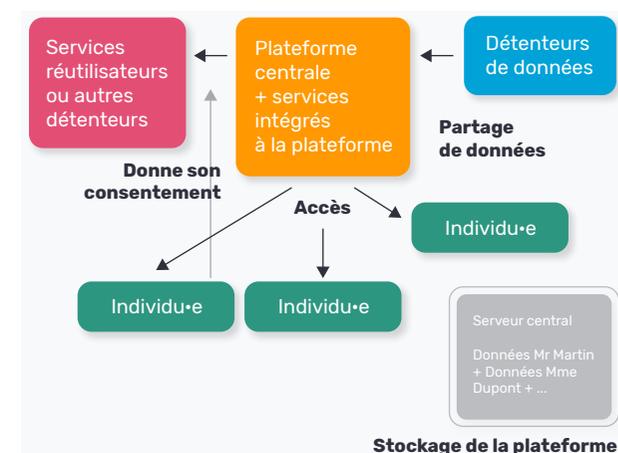
Mais un autre acteur peut influencer sur cette maîtrise et jouer le rôle de tiers de confiance entre les individu·e-s et les organisations (détenteurs, réutilisateurs). Nous les nommons dans le schéma "les garants du transfert". Ils assurent la sécurité et l'authenticité du partage des données et fournissent - aux organisations et aux individu·e-s - un tableau de bord pour gérer les droits sur leurs données (portabilité et donc consentement/partage, droit de suppression, de modification, etc).

#### Exemples



### TROIS MODÈLES QUI SE RESSEMBLENT TECHNIQUEMENT MAIS DONT LA GOUVERNANCE CHANGE : PLATEFORME TIERS DE CONFIANCE, RÉGIE DE DONNÉES, COOPÉRATIVE DE DONNÉES.

#### 3) La "plateforme tiers de confiance"



Ce modèle représente en partie la version 2.0 des coffres-forts numériques : un portail/espace personnel pour récupérer et organiser ses documents et ses données depuis plusieurs sources, mais aussi pour les partager, voire pour profiter de services tiers ou services intégrés à la plateforme. La différence essentielle avec le *cloud* personnel ? Le stockage, ici centralisé sur un serveur, et le traitement des données par des tiers qui se fait en dehors de la plateforme. Le Dossier Médical Partagé est un exemple de plateforme "tiers de confiance",

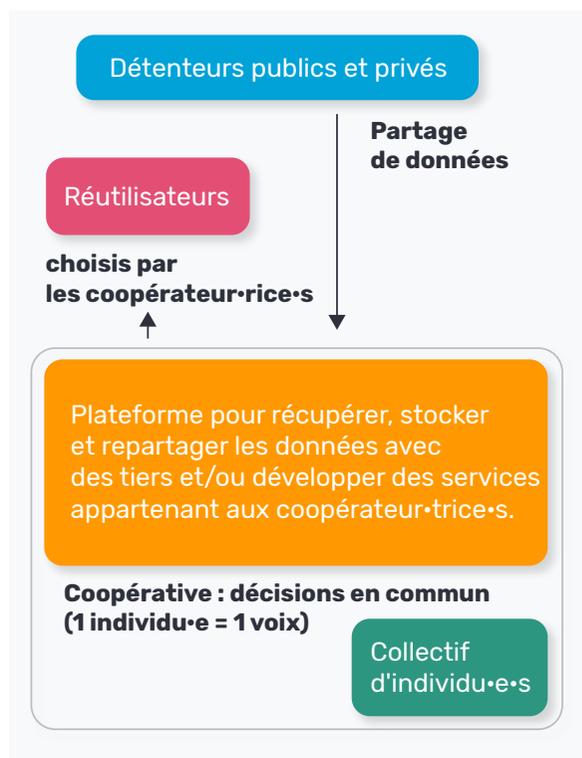
bien qu'aujourd'hui il permet surtout d'agréger des documents plutôt que des données et qu'il s'agit surtout de les partager avec des professionnels de santé plutôt que de vraiment les réutiliser avec des services.

La question du tiers de confiance est essentielle : ce modèle est après tout assez proche de celui de Google - sans tiers de confiance le paradigme ne changerait donc pas ! Ici le porteur de la plateforme joue le rôle du garant de la sécurité et du stockage centralisé. La maîtrise de l'outil, des données penche plutôt du côté de l'organisation qui fournit cette plateforme et choisit les services qui pourront l'intégrer - voire comme certaines organisations (qui ne fournissent pas des PIMS) le font déjà (Amazon, Netflix,...) pour favoriser leurs propres produits et services... Mais l'individu-e dispose tout de même d'une vision globale de ses données. Aujourd'hui ce type de plateforme est souvent fourni par de grandes institutions et les usages des données sont plutôt centrés sur des services intégrés et du partage destinés aux particuliers (ex : la plateforme DigiPoste permet de regrouper les documents et données nécessaires pour constituer un dossier immobilier et le partager à une agence, etc).

#### Exemples



#### 4) Le modèle coopérative de données



Et si les individu·e·s s'organisaient pour gérer en commun leurs données et décider ensemble de leurs usages et partages ? C'est la voix que les - encore peu nombreuses - coopératives de données cherchent à prendre. Sur le modèle 1 individu·e = 1 voix, un collectif d'individu·e·s développe des outils et services (chat, moteur de recherche,...) leur permettant de gérer leurs données de A à Z. Le collectif peut aussi plus simplement décider ensemble de les partager

via une plateforme, par exemple pour contribuer à la construction de connaissances communes.

Dans ce modèle les individu·e·s reprennent le contrôle de l'usage de leurs données personnelles par d'autres (partage) mais également de l'usage qu'ils-elles vont en faire eux-mêmes (production de services). Ils peuvent reprendre à leur compte des services open source et indépendants (boîtes mail, chats, ...) ou développer leurs propres services. Ce modèle est particulièrement utile pour des usages collectifs, où il devient nécessaire de gérer les données en commun, car les données personnelles ont moins d'intérêt isolées par individu·e. Antonio Casilli et Paola Tubaro affirment dans leur tribune qu'"il n'y a rien de plus collectif qu'une donnée personnelle" et Lionel Maurel (Calimaq) qu'"à la dimension collective des données doit être attaché un pouvoir de décision collectif appartenant irréfragablement et solidairement à la collectivité". La coopérative de donnée peut-elle offrir un modèle soutenable pour donner vie à ces affirmations ?

Si l'exemple des coopératives permet d'envisager des modèles de gouvernance de nos données différents des schémas classiques, ils ne sont pas exempts de leurs propres limites : le temps à consacrer à la gouvernance d'une coopérative par ses membres (plus elle grandit,

plus c'est compliqué) peut restreindre les usages, or la masse critique de coopérateur·trice·s doit nécessairement être assez grande afin de développer un service numérique de bonne qualité. De plus, sans masse critique, les risques de réidentification en partageant les données via des coopératives peut être très fort : quid de l'anonymat dans la coopérative ? Les coopérateur·trice·s ne voient pas les données des autres, mais connaissent les coopérateur·trice·s (registre des membres) et le vote peut être à découvert (débats, prise de décisions en commun). Une coopérative ne veut pas non plus forcément dire que les usages des données seront forcément vertueux (une coopérative peut tout à fait permettre à ses membres de revendre leurs données personnelles pour quelques centimes d'euros<sup>4</sup>), et l'histoire est forte d'exemples de coopératives où la violence envers les salarié·e·s fut aussi forte que dans des entreprises aux schémas "classiques".

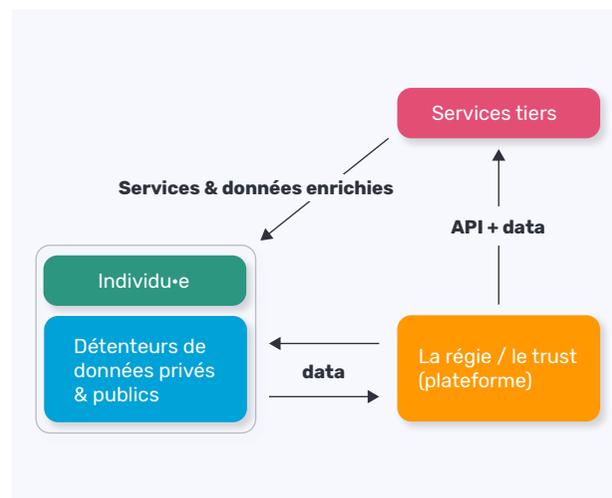
Les coopératives de données - et leurs dérivés - restent cependant l'un des rares modèles qui permettent d'envisager des usages collectifs des données et où les individu·e·s restent maître·sse·s de celles-ci.

#### Exemples



<sup>4</sup> "Pourquoi mes données personnelles ne peuvent pas être à vendre !" InternetActu.

## 5) Le modèle régie de données / Civic Data Trust



La régie de données, connue dans le monde anglo-saxon comme "(Civic) Data Trust" est selon l'Open Data Institute "une structure légale qui permet une gestion indépendante des données par un tiers de confiance".

Le régisseur ("trustee") peut être composé de différents corps, qui représentent les acteurs publics, les acteurs privés et la société civile. Ses règles de gouvernance peuvent être multiples mais doivent permettre d'arriver à un consensus sur l'usage des données personnelles et non personnelles qui lui sont confiées par les individu·e·s et les détenteurs de données. Il peut les détenir physiquement, via une véritable plateforme (comme sur notre schéma), ou bien les laisser là où elles sont et devenir

le garant de leur partage - par exemple pour des causes d'intérêt général, pour des politiques publiques, etc - selon les conditions définies par le groupe. Ce modèle permettrait également de dépasser l'Open Data : les données publiques seules ne permettent pas véritablement l'émergence de nouveaux services, notamment pour l'intérêt général, et le croisement avec les données personnelles pourrait ouvrir de nouveaux usages.

Aujourd'hui, la plupart des travaux autour de ce modèle portent peu sur la question des données personnelles et de la place de l'individu. Dans les faits, les données personnelles sont traitées de manière périphérique dans les projets de plateformes de données territoriales, de régie, de *civic data trust*. Mais certains commencent à s'y intéresser, y voyant une manière de créer de la confiance via un ou plusieurs tiers dans une ville numérique saturée par les données. On l'aura compris, comme pour le modèle de plateforme, la question de "qui est ce tiers ?" est essentielle. Après tout, à Toronto, Google se propose de monter un "*civic data trust*" ce qui a rapidement soulevé des questions comme "Google sera-t-il celui qui choisira les régisseurs qui auront le droit de se mettre autour de la table, et celui qui définira les règles pour se mettre d'accord ?". Certains commencent à proposer des alternatives comme de confier le trust à la Bibliothèque Nationale de Toronto. Sean McDonald, conclut lui qu'il "est tout aussi facile de construire

plusieurs *civic data trust* qu'un seul, une ville devrait donc les organiser selon les cas d'usages, les groupes thématiques ou les besoins publics. (...) il est bien plus logique de les traiter comme des unités plus petites et plus agiles qu'une seule grande régie de gouvernance". Dans tous les cas, pour fonctionner, ce modèle demandera, au même titre que les précédents, que les détenteurs de données acceptent de partager les données qu'ils détiennent, et pour rester dans l'esprit Self Data, que les individu·e·s ne soient pas des simples contributeur·rice·s à la régie mais détiennent un réel pouvoir dans sa gouvernance pour définir les usages à venir.

---

#### Exemples



**C:RONOS**

## FAIRE UN CHOIX : POURQUOI CHOISIR UN MODÈLE PLUTÔT QU'UN AUTRE ?

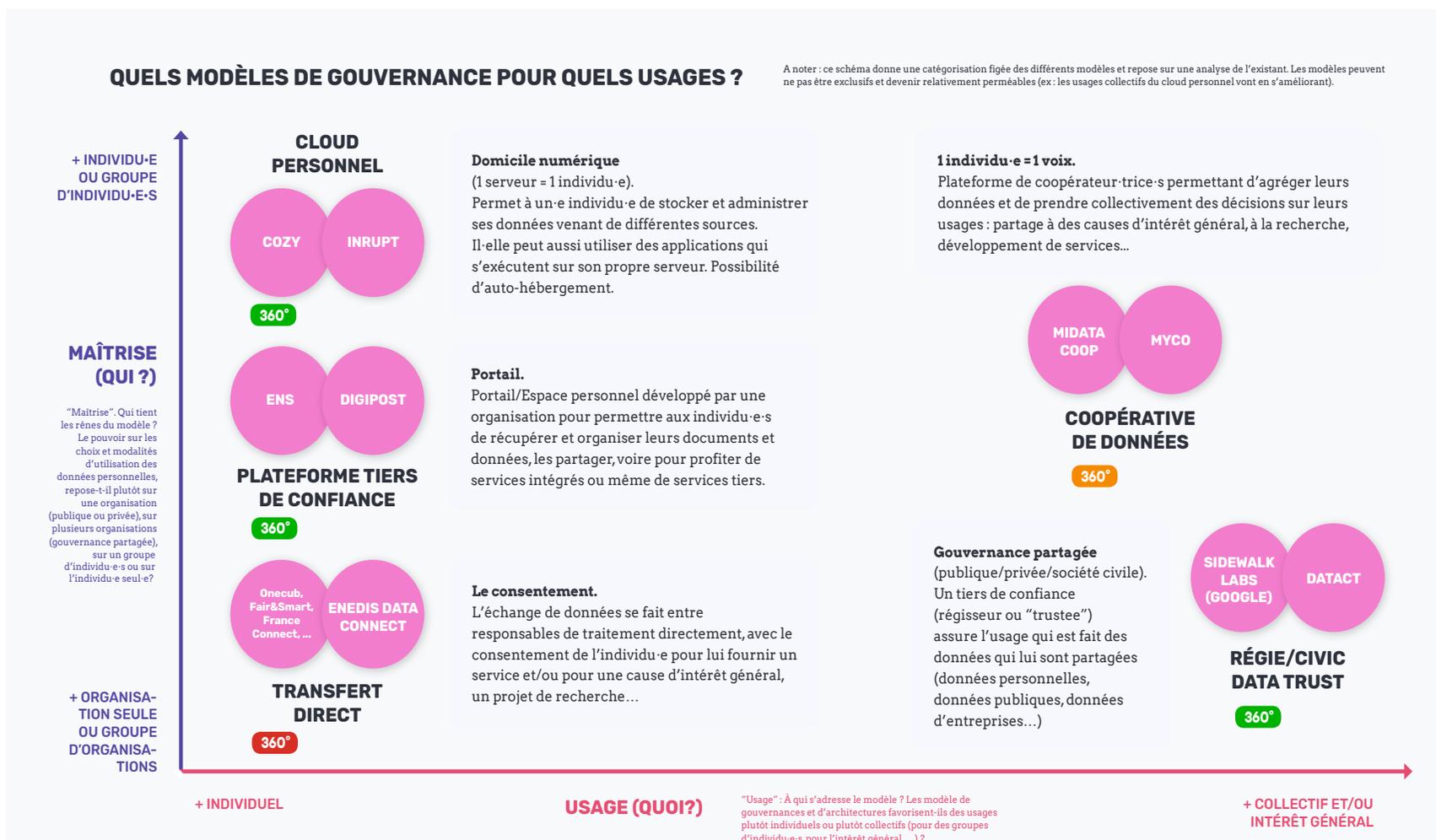
Ces cinq modèles du partage des données personnelles ont leurs défauts et leurs avantages. Les acteurs publics locaux qui se lancent dans le Self Data devront faire des choix. Aucun modèle n'est forcément plus vertueux que l'autre, ce sont les besoins et contraintes des acteurs qui le portent qui devront être pris en compte.

On peut vouloir monter un projet Self Data qui a pour vocation de créer des usages très collectifs des données personnelles, ou au contraire vouloir fournir aux citoyen·ne·s des services indivi-

dualisés. On peut vouloir laisser les individu·e·s en contrôle de leurs données, les en rendre totalement responsables ou estimer que cette charge est trop lourde pour eux·elles et leur proposer de passer par un tiers de confiance.

Avant de choisir tel ou tel modèle, il convient de se poser deux grandes questions :

- » la question de la "maîtrise" : qui tient les rênes du modèle ? Le pouvoir sur les choix et modalités d'utilisation des données per-



sonnelles, repose-t-il plutôt sur une organisation (publique ou privée), sur plusieurs organisations (gouvernance partagée), sur un groupe d'individu-e-s ou sur l'individu-e seul-e ?

- » la question de l'usage : à qui s'adresse le modèle ? Les modèles de gouvernance et d'architecture favorisent-ils des usages plutôt individuels ou plutôt collectifs (pour des groupes d'individu-e-s, pour l'intérêt général,...) ?

Nous avons positionné les modèles sur ces deux axes pour outiller et orienter les acteurs qui souhaitent s'engager vers l'un ou l'autre de ces derniers. Le *cloud* personnel, la plateforme tiers de confiance, le transfert direct, offrent aujourd'hui des usages plutôt individuels mais dans le premier cas permet aux individu-e-s d'être les maître-sse-s de leur domicile numérique, d'en détenir les clefs, dans le deuxième cas, l'organisation qui fournit la plateforme est plutôt aux manettes, tandis que dans le dernier cas ce sont plutôt les organisations détentrices de données qui ont le pouvoir sur le partage des données. La coopérative et la régie de données offrent de grandes possibilités d'usages collectifs mais si la première est à 100% entre les mains des individu-e-s, la seconde ne propose au mieux qu'une représentation au sein d'un tour de table.

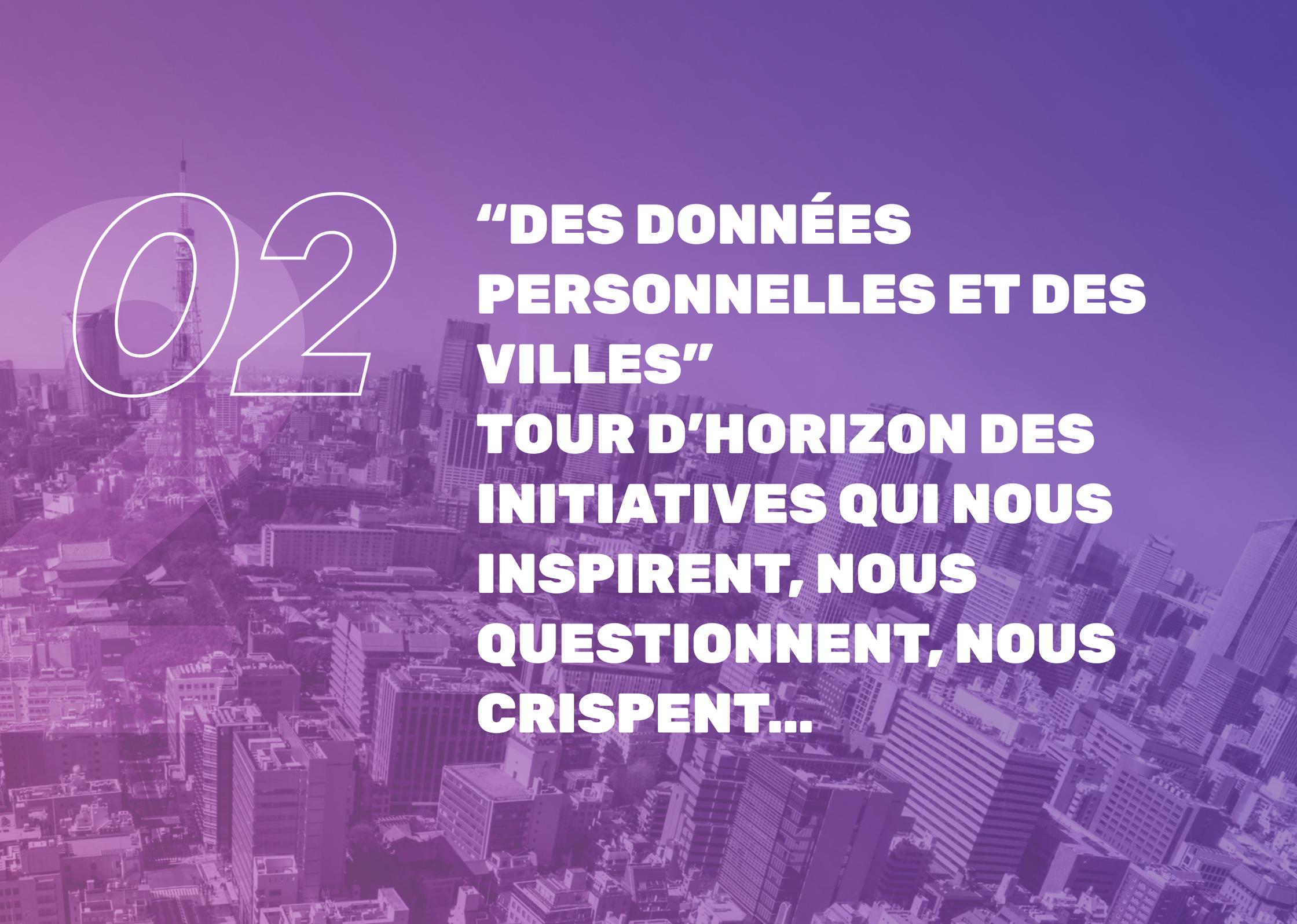
Cependant il convient d'être prudent avec cette classification. Dans ces modèles, Facebook peut être fournisseur de la plateforme tiers de confiance - Microsoft le fait d'ailleurs en lançant BALI. La question du stockage des données est également prépondérante. On peut aller vers une coopérative de données, si celles-ci sont stockées dans un pays où n'importe qui peut y avoir accès, le contrôle par les individu-e-s en prend un coup. Bref, les questionnements classiques de l'économie numérique et des plateformes sont inévitables ! Tout dépend de qui opère chaque modèle et sous quelles règles. Une autre question devra alors se poser : quel rôle l'acteur public doit-il prendre dans le modèle ? Le rôle du fournisseur de l'outil ? Celui qui ouvre un appel d'offre public ? Qui garantit que le cadre mis en place respecte toutes les parties prenantes ? Aucun choix n'est "mauvais", et tout devra s'expérimenter, le Self Data ouvrant des horizons encore inconnus.

La question de la réalité économique devra également être soulevée. Si le modèle est opéré par un acteur de confiance, nous pouvons nous demander si à terme, celui-ci ne sera pas soumis aux mêmes contraintes que d'autres services par ses investisseurs qui chercheront à mettre la main sur les données personnelles des utilisateurs ? C'est la question que se pose Lionel Maurel (Calimaq), en interrogeant le fait que Tim Berners-Lee ait fait financer sa startup

Inrupt par un pourvoyeur de capital-risque : "si Solid vient à rencontrer du succès (ce que l'on peut souhaiter), qu'est-ce qui nous garantit que la société Inrupt ne changera pas brutalement de modèle (...) Le risque d'un rachat par un des grands Leviathans du web comme Apple, Google ou Facebook n'est donc pas une hypothèse à écarter comme fantasmatique".

L'utilisation de technologies open source, la possibilité d'emmener ses données ailleurs si le service se fait racheter, offrent-elles des garanties suffisantes ? Et l'auteur de nous inviter à nous pencher sur une articulation qui devrait être plus vertueuse en citant l'exemple de la coopérative Coopcycle : "c'est à mon sens à présent du côté des réflexions sur la convergence entre les Communs numériques et l'économie solidaire qu'il faut se tourner pour trouver des modèles qui – tout en s'inscrivant dans la sphère économique – pensent d'emblée la limitation de la lucrativité et le réencastrement des acteurs de marché dans des finalités sociales".



An aerial photograph of a city, likely Tokyo, with a prominent tower (Tokyo Tower) visible. The image is overlaid with a semi-transparent purple filter. A large, white, outlined number '02' is positioned on the left side of the image.

02

**“DES DONNÉES  
PERSONNELLES ET DES  
VILLES”**

**TOUR D’HORIZON DES  
INITIATIVES QUI NOUS  
INSPIRENT, NOUS  
QUESTIONNENT, NOUS  
CRISPENT...**

# 02

## “DES DONNÉES PERSONNELLES ET DES VILLES” - TOUR D’HORIZON DES INITIATIVES À TRAVERS LE MONDE.

### VILLES ET DONNÉES PERSONNELLES, VERS QUELS HORIZONS CITOYENS ?

Sur la base d’un travail de veille réalisé ces derniers mois sur les initiatives menées par des villes ou collectivités territoriales autour du **Self Data Territorial**, nous avons pu confirmer que le Self Data, tel que la Fing le définit, est une démarche encore relativement précurseuse. Et pourtant, certaines villes ont compris l’intérêt majeur, au croisement des enjeux de citoyenneté et de développement technologique des villes, que peut représenter la reprise de contrôle des individu-e-s sur leurs données personnelles.

A titre d’exemple, en 2018, la *Cities Coalition for Digital Rights*, une initiative conjointe lancée par les villes d’Amsterdam, Barcelone et New York, avec le soutien d’ONU-Habitat, EURO CITIES et CGLU, est rejointe par de nombreuses villes à travers le monde pour protéger, promouvoir et surveiller les droits numériques des résident-e-s et des visiteur-se-s. Les données personnelles sont une ressource de plus en plus indispensable aux villes pour le fonctionnement et l’amélioration de leurs services. Ces données sont parfois fournies directement par les citoyen-ne-s, mais la plupart du temps ce sont les acteurs publics et entreprises

du territoire qui les détiennent. Notre veille autour du sujet ville et données personnelles partagées n’a pu faire l’économie de la question de la *Smart City*, et des enjeux qui en découlent en termes de gestion et d’exploitation des données personnelles, de la vie privée des individu-e-s ou de l’implantation de nouvelles technologies dans l’espace public. Les critiques et analyses de la *Smart City* sont nombreuses, nous ne développerons pas ici ce sujet mais nous vous invitons à consulter des ouvrages comme celui de la CNIL “La plateforme d’une ville: les données personnelles au cœur de la fabrique de la smart city”, qui permet de faire le point sur les enjeux et pistes pour concilier “datafication de la ville et protection de nos libertés”.

Lorsqu’on parle aujourd’hui de “données personnelles partagées” dans les villes, on parle très peu de **Self Data**, de cadres dans lesquels les individu-e-s occupent la place centrale. Il s’agit plutôt de permettre le partage entre acteurs : l’Open Data Institute, à Londres, a recensé un certain nombre d’opérations de partage de données entre le secteur privé et public. L’institut a classé ces opérations selon deux critères : le rôle de l’acteur public et l’objectif poursuivi. L’acteur public peut être un utilisateur, un collaborateur, un client, un financeur ou un régulateur, et avoir pour objectif de stimuler l’innovation, promouvoir la concurrence, améliorer la transparence et le sens des responsabilités sur les données, soutenir la re-

cherche et la planification politique, soutenir la prise de décision opérationnelle ou assumer des fonctions de réglementation. Les échanges de données entre les villes et les entreprises se multiplient donc, soit sous la forme de collaborations soit sous la forme d'obligation juridique envers les entreprises.

On peut citer l'exemple de Barcelone et Vodafone qui ont collaboré pour enrichir l'*Open Data Portal* de la ville, de Londres et Waze qui ont coopéré sur l'installation d'une couverture réseau dans le métro de la ville en échange d'une possibilité d'utilisation des données de navigation pour enrichir ce service ou encore San Francisco qui a collaboré avec Uber et RapidSOS à l'amélioration des données de "sauvetage" fournies aux services d'urgences. La ville de New York a elle plutôt fonctionné via des injonctions juridiques envers certaines entreprises pour obtenir des données : les données de locations de biens immobiliers de Airbnb ou les données sur le trafic des sociétés de transport comme Uber ou Lyft. Il existe également des plateformes comme Strava Metro ou Uber Movement qui permettent aux villes (mais pas que) d'accéder à des données de mobilité. Sur Strava Metro, les sets de données sont enrichis par de nombreux·ses utilisateur·ice·s via un compte personnel, tandis qu'Uber Movement utilise les données anonymisées de ses client·e·s et chauffeur·e·s.

**Aujourd'hui, le Self Data s'inscrit comme une solution alternative ou complémentaire à ce système de récupération des données, en incluant les citoyen·ne·s dans les décisions prises à propos de leurs propres données, en les rendant maître·sse·s de celles-ci.**

Pour construire ce tour d'horizon des projets alliant ville et données personnelles, nous avons jugé nécessaire de l'élargir à un ensemble de démarches qui contribuent à différents niveaux à la mise en place du Self Data, concept encore novateur qui n'a pas aujourd'hui d'applications urbaines. Ces démarches sont classées en 4 catégories :

- 1) la vie privée des individu·e·s ;**
- 2) la prise de décisions citoyennes ;**
- 3) la création de données dans la ville via des capteurs citoyens ;**
- 4) le Self Data "pur".**

Aucune de ces catégories n'est exclusive, et plusieurs projets peuvent coexister dans les quatre. Nous avons constaté que peu de villes envisagent la possibilité d'inclure réellement les citoyen·ne·s dans la gouvernance des données personnelles. La majorité des projets couvrent plutôt la *privacy* ou l'*Open Data* (sujet que nous ne traiterons pas ici car il sort de notre champ d'observation). Les villes s'attèlent à construire de nouvelles infrastructures mais ne se posent

pas encore la question du Self Data qui nécessite lui-même des dispositifs spécifiques, tant au niveau de la transmission elle-même des données par des organismes vers les citoyen·ne·s qu'en terme de lisibilité du processus par des personnes néophytes.

D'autre part, si nous avons identifié de nombreux projets portés par des villes, il est à noter que la plupart d'entre eux sont menés dans des pays occidentaux. Nous nous sommes en effet particulièrement basés sur des rapports et articles de grandes institutions et think tanks européens et nord-américains comme l'Open Data Institute, le Nesta, la CNIL, etc. Mais les données personnelles partagées et le concept de Self Data/MyData se retrouve partout : aujourd'hui une vingtaine de hubs MyData sont présents dans le monde, et bien que majoritairement concentrés en Europe, les hubs du Cameroun, du Japon, du Brésil et de Corée sont particulièrement actifs et vont certainement faire avancer les projets dans ces territoires.

## **PROTÉGER LA VIE PRIVÉE DES CITOYEN·NE·S**

Probablement le domaine le plus riche en exemples, les démarches relatives à la protection de la vie privée des individu·e·s dans la ville sont au cœur de l'actualité. Le Self Data intègre

ce point comme pré-requis dans la construction de canaux permettant de récupérer, stocker et gérer les données personnelles.

Les villes sont aujourd'hui nombreuses, et depuis plusieurs années, à s'interroger sur les données qu'elles possèdent sur les citoyen-ne-s, et surtout la manière dont elles sont gérées et utilisées : manque de transparence sur les données que possèdent les villes, problèmes liés à la vie privée des citoyen-ne-s, multiplication de systèmes de captation de données dans l'espace public...

Avant de penser les modalités d'un partage éventuel des données personnelles auprès des habitant-e-s d'une ville, certains acteurs publics se sont posés la question des infrastructures nécessaires à la captation de données et à leur utilisation de façon éthique. Dans des villes où les capteurs sont de plus en plus nombreux, où la *Smart city* s'impose comme un projet fort, il devient indispensable de réfléchir aux modes de fonctionnement de ces objets et aux moyens de préserver la vie privée des habitant-e-s. Un certain nombre de villes ont engagé des démarches en ce sens, à des degrés différents d'avancement.

Nous remarquons également que beaucoup de ces villes ont sauté le pas de l'*Open Data* depuis quelques années, en créant des plateformes qui mettent à disposition de nombreuses données sur la ville et permettant leur réutilisation par des

tiers. Partager des données ouvertes serait un premier pas vers une réflexion autour de la protection des données personnelles des citoyen-ne-s? La ville de New York - après avoir travaillé sur l'*Open Data* en 2015 - a produit une série de recommandations pour préserver la vie privée des citoyen-ne-s dans ses *Guidelines for the Internet of Things*, en 2016. Seattle, aux États-Unis, entre en écho avec les démarches précédemment citées, avec la production d'un *Privacy Toolkit* pour aider les départements de la ville à intégrer des principes de transparence des données voire d'*Open Data*, suite à des retours négatifs en 2013 liés à l'installation d'un réseau de capteurs dans la ville très conséquent ainsi que l'utilisation de drones aériens. Citons enfin la ville de San José qui a entamé un processus de réflexion active avec un *Digital Privacy Working Group* créé en mai 2018 et qui se réunit tous les mois.

Beaucoup d'autres exemples auraient pu être cités pour cette partie : Nantes Métropole se dote d'une charte métropolitaine de la donnée, Boston, Montréal, Amsterdam ou encore Barcelone se sont également positionnées sur le sujet de la *privacy*, brique essentielle du Self Data.

## **PERMETTRE AUX CITOYEN·NE·S DE PRENDRE PART AUX PRISES DE DÉCISIONS**

Notre seconde catégorie fait un pas de côté et s'interroge sur la manière dont les données personnelles peuvent intégrer des démarches visant à inclure les citoyen-ne-s dans la prise de décisions au sein de la ville. Cela peut passer par différents médiums et, à condition de respecter la vie privée des participant-e-s, ces outils peuvent constituer des ponts essentiels entre la municipalité et les habitant-e-s. Plusieurs plateformes ont été développées dans le but de donner la parole aux citoyen-ne-s tout en leur laissant le contrôle sur leurs données.

Emblématique de cette catégorie - et exemple encore isolé - le projet Decidim propose un modèle de participation citoyenne qui s'étend au-delà de l'initiative d'une ville et se voit reconduite dans, aujourd'hui, 35 villes testeuses, notamment Barcelone, Roubaix, Helsinki, Mexico ou Waterloo. Cette plateforme, utilisable dans le cadre d'une organisation publique ou privée, comme un conseil municipal, une association, une université, une ONG, un syndicat, un collectif de quartier, une coopérative, etc, permet de configurer des espaces de participation (initiatives, assemblées, processus ou consultations) et de les enrichir grâce aux multiples éléments disponibles (réunions en face-à-face, enquêtes, propositions, votes, suivi des

résultats, commentaires), tout en intégrant un module qui permet aux individu-e-s de mieux contrôler leurs données pour s'authentifier sans s'identifier lorsqu'ils-elles signent une pétition ou pour partager certaines données dans un tableau de bord collectif ([BCNOW dashboard](#)).

Ce type de plateforme de démocratie participative se développe ailleurs, par exemple à Turin, en Italie, ([decidiTorino](#)), à Sydney, en Australie, ([Sydney Your Say](#)) ou encore en Espagne ([DecideMadrid](#)). À terme on pourrait imaginer des liens de plus en plus forts entre "Civic Tech" et "Self Data", sur le même modèle que la plateforme "Decidim" catalane. Et pourquoi pas envisager que des citoyen-ne-s puissent décider de mettre en commun leurs données personnelles pour justifier d'une réalité (ex : données de santé d'habitants vivant à proximité d'usine) et faire pression pour que des mesures soient prises ? La collectivité pourrait aussi développer des services Self Data contribuant à des objectifs de politique publique : une application aidant les habitants à réduire les émissions de CO2, ou un appel à activer [un droit à la portabilité citoyen](#) auprès de tiers pour un partage de données à l'acteur public afin d'améliorer le plan de déplacement du territoire, etc !

## CRÉER DES DONNÉES À L'AIDE DES CITOYEN·NE·S GRÂCE À DES CAPTEURS DÉDIÉS

Les projets concernant des capteurs citoyen-ne-s sont très nombreux à émerger. Il s'agit d'équiper les citoyen-ne-s de capteurs qu'ils-elles contrôlent (récolte des données, partage et utilisation par la ville). Cette démarche se rapproche du Self Data, en cela que les citoyen-ne-s produisent des données qu'ils-elles peuvent choisir de partager, mais les données sont souvent créées exclusivement dans cette perspective de partage avec la ville, et la possibilité d'usage personnel rarement exploitée malgré quelques initiatives (ex : citoyens capteurs). Cette démarche peut être comprise à la fois comme un outil d'émancipation des citoyen-ne-s qui ont alors accès à des outils techniques leur permettant de "mesurer" leur ville et ainsi acquérir une conscience politique sur la pollution ou la radioactivité, par exemple. Mais elle peut aussi devenir un outil pratique et gratuit pour la ville qui peut obtenir des informations auxquelles elle n'aurait pas accès via des entreprises spécialisées, notamment des mesures prises dans des espaces privés. Ces capteurs ne doivent donc pas devenir des outils de manipulation des citoyen-ne-s par la ville mais de réelles opportunités pour intégrer les habitant-e-s dans la gestion de leur ville et la création de savoirs communs.

Le projet *Making Sense* est à cet endroit, emblématique de l'expérimentation de capteurs citoyens dans lesquels les individu-e-s ont la maîtrise de leurs données, avec l'organisation d'ateliers pour mesurer la radioactivité en Belgique et aux Pays-Bas (mais nous y consacrons une partie dédiée). Le *Citizen Sense Project* s'inscrit dans la même lignée. Il vise à contextualiser, à interroger et à développer les possibilités d'une action environnementale démocratisée à travers des pratiques de détection citoyenne. La détection est utilisée à trois desseins complémentaires : mesurer la pollution, observer la faune et la flore, et promouvoir le développement durable en milieu urbain. Il s'agit par exemple d'examiner les moyens par lesquels la végétation peut améliorer la qualité de l'air. Il faut donc bien distinguer les initiatives de capteurs dans la ville sur lesquels les individu-e-s ont très peu voire zéro contrôle (ex : [les panneaux de publicité numérique dans le métro](#), pour mesurer l'affluence, etc) et les initiatives où les individu-e-s ont non seulement le contrôle des données qu'ils-elles collectent mais sont également acteur-ric-e-s de celles-ci, choisissant de les partager par exemple pour des causes d'intérêt général.

## IMPLÉMENTER LE SELF DATA

Notre dernière catégorie porte sur les expérimentations du Self Data “pures et dures”, au sens de la récupération de leurs données personnelles par les individu-e-s pour qu’ils-elles en fassent ce qui a du sens pour elles et eux. Ces initiatives sont encore peu nombreuses à travers le monde et relèvent rarement de l’initiative de villes, en comparaison des projets sur la *privacy* des données personnelles ou les capteurs citoyens qui fleurissent dans de nombreuses villes. C’est plutôt à l’échelle nationale que l’approche du Self Data semble aujourd’hui plus riche, avec des spécificités propres à chaque pays. Le Japon développe des *Data Banks* (ou *Information Banks*), des banques de données permettant la collecte, la gestion et le partage sécurisés de données à caractère personnel détenues par des individu-e-s ou des entreprises, avec le consentement de la personne concernée. Les particulier-e-s choisiront les entreprises avec lesquelles ils-elles partageront leurs données via le système de banque d’informations, qui les leur transmettra aux conditions définies à l’avance. Une expérimentation a démarré en septembre 2018, lancée par *DAC Consortium Inc*, en partenariat avec *Hitachi* notamment. Des besoins ont déjà été identifiés dans le domaine du tourisme, de la santé ou de l’agriculture. L’entreprise NTT Data, partenaire de la Fing, va quant à elle lancer son propre “MesInfos” avec des partenaires du secteur

de la banque, de l’assurance, de la grande distribution...

Du côté de la Finlande, l’agence gouvernementale chargée de promouvoir la sécurité dans le système de transport finlandais *Trafi*, a lancé un pilote “MyData” pour amorcer une transformation de son système de gestion des données personnelles. Cette agence est une détentrice de données personnelles de mobilité majeure : données de permis de conduire, données des professionnels de la mobilité, en Finlande et en Suède. Il s’agit donc, au travers de ce pilote, de développer un meilleur accès, un meilleur contrôle et surtout une vraie capacité de réutilisation des données. Jusqu’ici, leur modèle était basé sur le consentement des utilisateur-ice-s à la circulation de leurs données entre les entreprises et organisations. En se basant sur les principes MyData, le pilote s’est concentré sur un cas d’usage, pour 200 testeur-euse-s *Trafi* a développé une API et une plateforme personnelle *MyData Wallet* pour permettre aux professionnel.le.s de la route de récupérer les données de leurs permis de conduire afin de les partager plus facilement pour prouver leurs compétences et ainsi fluidifier les parcours et les démarches des conducteur-ric-e-s.

Le projet de *Digime*, positionné sur le secteur de la santé, en Islande, est un exemple adapté de Self Data : une plateforme d’agrégation et de contrôle

des données personnelles. L’entreprise a réussi à mettre en place une expérimentation en partenariat avec le gouvernement et notamment le ministère de la Santé. Des testeur-euse-s ont donc pu récupérer leurs données de santé stockées dans le système d’information de l’État. Au-delà de la récupération des données, *Digime* travaille à encourager le développement d’applications permettant de créer de nouveaux usages de ces données (pour mieux suivre leur pathologie, mieux partager avec leurs aidant-e-s, leurs professionnel-le-s de santé, etc...).

À l’échelle des villes, nous notons des projets comme celui de Milan, *Digital Citizen Folder*, un référentiel numérique privé et sécurisé dans lequel sont stockés des documents personnels destinés à tou.te.s les citoyen-ne-s. Ces dernier.e.s peuvent accéder à un point d’accès unique pour trouver toutes leurs informations et données, directement à partir du portail Web de la municipalité. Les villes d’Amsterdam, avec le projet de *Digital Register* ou celle de Trento avec sa plateforme *My Data Store*, ainsi que la réflexion de Toronto et Londres sur les *Civic Data Trust* entrent également dans l’écosystème des projets Self Data, et nous les développerons dans des zooms dédiés. L’approche française, dont vous pouvez retrouver le détail dans les chapitres suivants, qui place les individu-e-s au centre de leurs données, reste originale dans sa production de nouvelles visions

concernant les données personnelles et leur utilisation avec les initiatives individuelles des villes de Rennes et Grenoble mais aussi, bien sûr, avec le projet *Self Data Territorial* mené par la Fing avec les villes de Nantes Métropole, La Rochelle et Grand Lyon.

## ZOOM : LES VILLES ET LEURS ACTIONS EN MATIÈRE DE DONNÉES PERSONNELLES.

Les “zooms” concernent des villes dont les initiatives nous semblent majeures mais ces projets de villes sont maillés par des projets de plus grande envergure (notamment européenne) qui touchent plusieurs villes simultanément. Ces projets ouvrent des ponts de collaboration, de communication, de partages nécessaires : il s’agit des projets DECODE, Making Sense, Solid / Inrupt, Sharing Cities, Eurocities etc...

### CATÉGORIES DE PROJETS :

**#SelfData** : les villes restituent leurs données personnelles aux citoyen·ne·s pour qu’ils·elles en fassent ce qui a du sens pour eux·elles et pour l’intérêt général.

**#DemocratieParticipative** : les villes invitent les citoyen·ne·s à participer activement à la prise de décision via des plateformes dédiées qui leur offrent un fort contrôle sur leurs données.

**#CapteursCitoyens** : des dispositifs de détection utilisés par les citoyen·ne·s, leur permettent d’aider la ville en créant des connaissances communes.

**#CivicDataTrust** : les villes cherchent des structures de confiance pour assurer une utilisation éthique des données personnelles.

**#Privacy** : les villes développent des outils pour préserver la confidentialité des données des individu·e·s.



**Toronto**, de la ville intelligente à la ville de confiance ?  
#CivicDataTrust

**Londres**, de nouvelles structures de confiance pour les données personnelles.  
#CivicDataTrust

Les villes développent des outils pour préserver la confidentialité des données des individu·e·s.  
Data  
Métropole  
Lyon  
#SelfData

**Grenoble**, vers une ville de données éthiques.  
#SelfData

**Rennes**, des outils personnels pour la protection des données.  
#SelfData



**Amsterdam**, les capteurs citoyens pour une Smart City responsable.  
#Capteurscitoyens #Privacy

**Helsinki**, le berceau du Self Data.  
#SelfData

**Gand**, vers de nouvelles connexions entre la ville et les habitant·e·s.  
#SelfData #Privacy

**Trento**, le smartphone comme outil citoyen.  
#SelfData

**Barcelone**, les citoyen·ne·s au cœur de la ville.  
#DemocratieParticipative #CapteursCitoyens #Privacy  
#SOLID #DECODE

es structures  
nce.

villes françaises, en  
nière ligne du Self  
**Nantes**  
**ropole, Grand**  
**, La Rochelle.**  
fData

des coopératives  
ergétiques.

NT aux *clouds*  
r nos données

## PROJETS :

> **DECODE**, un projet européen pour questionner les données personnelles et la citoyenneté.

> **Making Sense**, un projet européen pour expérimenter des capteurs citoyens.

> **Sharing Cities**, un projet pour des villes intelligentes et citoyennes.

> **SOLID**, un nouveau modèle pour (re)décentraliser le Web.

## BARCELONE, LES CITOYEN·NE·S AU CŒUR DE LA VILLE

Barcelone est une ville pionnière en matière de *Smart City* ou “ville intelligente” depuis 2011, avec 122 projets organisés en 22 programmes. La ville opère en 2015, avec l'élection de la mairesse Ada Colau, un changement de cap politique, et met en avant la place des citoyen·ne·s dans les projets de la ville. Ces questions éthiques poussent la ville à s'intéresser aux *Data of Commons*, aux standards ouverts et à l'interopérabilité.

Depuis, une variété de projets autour du rôle de l'acteur public dans la gestion des données personnelles ont vu le jour. Barcelone gravite entre différents projets de grande ampleur comme le projet européen DECODE et ses deux pilotes mis en œuvre dans la ville ou plus anciennement le projet *Making Sense*, entre 2015 et 2017, qui portait sur la mise en place de capteurs citoyens. La ville accorde beaucoup d'importance à cette démarche qui offre aux citoyen·ne·s la possibilité de créer des données sur la ville et de maîtriser leur utilisation. C'est le cas avec le projet *Sentilo*, une plateforme de collecte de données et de capteurs *open source*, accompagné de CityOS, une autre plateforme ouverte analysant les données. La ville a également mis en place la plateforme *Barcelona Now*, produite dans le cadre du projet DECODE, qui permet de rassembler un ensemble de données sur la ville, issues notamment de la

contribution citoyenne. C'est finalement le pilote *Citizen Science Data Governance* (DECODE) qui offre la possibilité aux citoyen·ne·s d'installer et contrôler des capteurs dans leur quartier et/ou habitation, afin de mesurer différents niveaux de pollution, notamment de l'air et de l'espace sonore.

La ville porte également une attention particulière à la vie privée de ses citoyen·ne·s et cela passe par la protection de leurs données personnelles. Le pilote *Digital Democracy and Data Commons*, entre octobre 2018 et avril 2019, a permis la mise en place d'un module DECODE sur la plateforme *Decidim*, permettant aux citoyen·ne·s de participer anonymement sur cette plateforme tout en conservant les données minimales requises, de s'authentifier sans s'identifier.

### **DECODE Project (DEcentralised Citizen-owned Data Ecosystems)**

DECODE est un projet d'une durée de 3 ans, de janvier 2017 à décembre 2019, financé par la Commission européenne dans le cadre du projet Horizon 2020. Son objectif est de développer des alternatives pratiques à la manière dont nous

utilisons Internet aujourd'hui, et notamment les données personnelles. Il s'agit de montrer la valeur sociale inhérente au contrôle des données personnelles par les citoyen·ne·s et les moyens de les partager différemment. Dès lors, comment créer une économie numérique centrée sur des données générées, maîtrisées puis partagées collectivement tout en tenant compte de la vie privée des individu·e·s ?

DECODE n'est pas “une” plateforme, c'est un projet destiné à permettre l'émergence de technologies ouvertes qui offrent aux individu·e·s la possibilité de contrôler et partager leurs données, selon leur volonté. Ce sont quatre pilotes qui ont été mis en place dans les villes de Barcelone et Amsterdam, entre 2017 et 2019 avec pour objectif de tester concrètement les technologies du projet, sur trois thématiques : l'Internet des Objets (IoT), la démocratie ouverte et l'économie collaborative. La question de la confiance et de la vie privée est centrale dans les dispositifs mis en place.

## AMSTERDAM, LES CAPTEURS CITOYENS POUR UNE SMART CITY RESPONSABLE

La ville d'Amsterdam a mis en place plusieurs projets s'articulant autour des données personnelles. Ce sont d'abord deux pilotes du projet DECODE entre 2017 et 2019, qui ont marqué l'agenda de la ville : le pilote *Digital Register* qui permet aux habitant·e·s de la ville de récupérer leurs données personnelles stockées dans les bases de données municipales puis de les utiliser selon leurs propres conditions, en utilisant un système d'identification sécurisé (*Attribute Based Credentials*). Le pilote *Gebiedonline* (*Neighbourhood Online*) utilise le même système afin d'éviter de passer par des identifiants Facebook sur des réseaux sociaux locaux.

En complément, le projet DECODE a permis à la ville d'impulser un projet concernant les données personnelles des propriétaires de location de vacances (comme Airbnb). Une loi récente demande aux propriétaires de renseigner les périodes de locations de leur(s) bien(s) qui ne doit pas excéder 30 jours par an. Les propriétaires devaient jusqu'alors renseigner un grand nombre d'informations pour s'identifier. La ville a donc voulu que ce processus soit plus éthique en utilisant une technique de *Attribute Based Credentials* qui permet de partager un nombre très limité de données et de façon consentie

par les usager·ère·s.

En amont des expérimentations concrètes, le *Tada Manifesto*, publié en 2017 et rédigé par des expert·e·s, dresse des principes éthiques, que les organisations, entreprises et autorités gouvernementales sont invitées à lire et signer. Ce kit est conçu pour guider vers une utilisation responsable des données dans les villes.

C'est également au travers de la construction d'un portail ouvert des données de la ville, *City Data*, qu'Amsterdam montre sa détermination à devenir de plus en plus transparent vis-à-vis des citoyen·ne·s. Un grand nombre de jeux de données sont disponibles depuis 2015 sur cette plateforme accessible à tous·tes (individu·e·s, organisations, chercheur·euse·s, entreprises ...): données sur les espaces publics, les bâtiments et les parcelles, le trafic, les soins de santé, l'environnement, la qualité de vie, les permis, les subventions etc. Une partie des données de ce portail proviennent de capteurs appartenant à différentes structures, ce qui rend leur lecture difficile. Le projet *Sensor register*, un registre de tous les IoT installés dans la ville, ouvert et accessible à tous·tes, a pour objectif de lutter contre le manque de contrôle sur ces objets de surveillance, de créer plus de transparence. Malheureusement, ce projet est entravé par la difficulté à obtenir des informations claires - et souvent segmentées au sein des organisations

et des entreprises - sur ces capteurs.

### *Making Sense*

Le projet Making Sense, développé de 2015 à 2017 et cofinancé par la Commission européenne dans le cadre de l'appel H2020, a pour objectif d'explorer l'usage et l'appropriation par les citoyen·ne·s d'outils libres leur permettant de créer leurs propres capteurs, afin d'analyser leur environnement et agir pour résoudre les problèmes environnementaux urgents.

Le projet s'est déployé entre le développement d'un capteur *open source* en kit, le *Smart Citizen Kit*, et des actions visant à mettre en place ces capteurs via les citoyen·ne·s. Durant 2 ans, plusieurs communautés et villes ont donc participé à mettre en place des actions concrètes : UrbanAirQ (Amsterdam), pour cartographier la pollution des rues de la ville, Gamma Sense (Amsterdam), pour mesurer les radiations, Plaça Del Sol (Barcelone), pour cartographier la pollution sonore d'un quartier, Fab Kids Lab (Barcelone) et Smart

Kids Lab (Amsterdam) pour sensibiliser les enfants et familles aux possibilités des capteurs et Air Pollution in Prishtina (Kosovo), pour engager les jeunes de la ville à se saisir de la question de la pollution. Finalement, de nombreux livrables dont "Citizen Sensing, a toolkit" ont été publiés.

## **GAND, VERS DE NOUVELLES CONNEXIONS ENTRE LA VILLE ET LES HABITANT·E·S**

La ville de Gand s'est inspirée du projet de Tim Berners-Lee pour développer ses propres projets citoyens. Elle travaille notamment avec le professeur Ruben Verborgh, du *Multimedialab* de l'université de Gand.

La Belgique connaît un système complexe d'articulation des différents niveaux de gouvernance et c'est donc au niveau le plus local que l'acteur public peut jouer un rôle de tiers de confiance pour les individu·e·s afin de gérer leurs données et de leur offrir des solutions d'authentification, de services, etc. Il est donc nécessaire pour les villes de travailler à collaborer à la fois avec d'autres niveaux de gouvernance mais aussi avec les citoyen·ne·s. Cela passe par la conception de systèmes de gestion des données personnelles plus éthiques. Bart Rosseau, *Chief Data Officer* de la ville, définit des rôles possibles pour les entités de gouvernance, en l'occurrence la ville : elles peuvent réguler, utiliser, créer et valider des données personnelles. Dans le cadre de sa stratégie *City of People*, la ville de Gand souhaite donner plus de pouvoir à ses citoyen·ne·s en leur donnant accès à une technologie qu'ils-elles possèdent et contrôlent.

Le projet *Mijn Gent* promet d'offrir aux citoyen·ne·s la possibilité de créer un profil pour gérer leurs

interactions avec la ville (obtenir un aperçu des rendez-vous, des activités sportives planifiées, du statut des demandes de subvention, etc), de remplir les formulaires plus rapidement (grâce à la conservation des informations personnelles via leur compte) et d'aider à construire la ville via une plateforme de participation en ligne. Actuellement, les trois fonctions suivantes ont été mises en place : les services de la bibliothèque de Gand, *Gand Sports Service*, et un point de garde d'enfants.

En 2018, Gand annonce le projet *Hallo.gent*, avec l'objectif de donner aux citoyen·ne·s gantois·e·s leur propre domaine en ligne et site personnel fédéré. Le système permettra aux citoyen·ne·s de s'inscrire à tous les services municipaux et celui-ci pourra vérifier différentes informations auprès des résident·e·s disponibles sur leur propre portail *Mijn Gent*, sans que la municipalité n'ait jamais besoin de collecter ou de stocker des informations personnelles supplémentaires. Ce site web propre à chaque habitant·e est assimilable au concept de PODs développé dans le projet SOLID de Tim Berners-Lee, sur lequel des applications peuvent être créées, permettant, encore une fois, de contrôler l'accès et le partage de leurs données personnelles avec les services locaux.

### **SOLID : Linked Data**

Tim Berners-Lee, l'un des créateurs du World Wide Web, propose de (re)décentraliser le Web. Cela nécessite de questionner le modèle économique de nombreuses entreprises, basé sur la possession et l'exploitation des données des utilisateur-ice-s. Que se passerait-il si ces dernière-s stockaient elles et eux-mêmes leurs données personnelles, les rendant donc inaccessibles sans leur consentement à toute entité extérieure (gouvernement, entreprises ...) ?

Il est fort probable que les grands acteurs du Web (GAFAM) auront peu d'entraînement à adopter ce système mais le projet de Tim Berners-Lee peut être saisi par deux autres types d'acteurs : des entreprises émergentes, mais aussi des organisations territoriales, comme les villes. C'est d'ailleurs déjà le cas de la ville de Gand.

Ce nouveau projet, *Solid*, est un point d'appui possible pour les villes et leurs politiques concernant les données personnelles. Il vise à redonner le

pouvoir aux utilisateur-ice-s sur leurs données. Il s'articule en un ensemble de conventions et outils pour la mise au point d'applications web décentralisées se basant sur les principes du Web des données ou données liées (*Linked Data*). Il ne s'agit pas de recréer un nouveau web mais d'utiliser les normes et protocoles du W3C déjà en place (HTTP, REST, HTML...). Les liens permettent aujourd'hui de lire des documents, mais il s'agit ici d'étendre ce principe aux données. En utilisant des adresses http pour qualifier chaque donnée, à l'aide de trois composantes (objet : source du lien, prédicat : type de lien, sujet : cible du lien), c'est un océan de relations entre les données que l'on crée et rend disponibles à tou-te-s. Le Web ne permet plus seulement de trouver des réponses à des questions mais de les construire grâce à ces "protéines" (les données). Avec l'appui de la startup Inrupt, fondée par Tim Berners-Lee, les utilisateur-ice-s pourront créer leurs propres PODS (*Personal Online Data Stores*), espaces de stockage de données personnelles, leur permettant de garder la maîtrise sur celles-ci.

## **TORONTO, DE LA VILLE INTELLIGENTE À LA VILLE DE CONFIANCE ?**

La ville de Toronto a initié, en partenariat avec le SideWalkLab, affilié à Google, un projet de *Smart City*, dans un quartier du front de mer, appelé *Quayside* pour l'occasion. Ce projet englobe un grand nombre de thématiques de réflexion (mobilité, espace public, logement, développement durable, innovation numérique). Sur la thématique plus précise de l'innovation numérique, 5 objectifs sont soulignés : développer des infrastructures numériques cohérentes et accessibles, créer de nouveaux standards pour les données, penser des usages responsables des données, lancer un noyau de services numériques au service de la ville.

Pendant, ce projet exploratoire sur les possibles de la ville de demain soulève un certain nombre de critiques. D'abord, le projet met en avant une volonté d'inclusivité et pourtant les habitant-e-s s'en sentent exclu.e.s, et remarquent un manque de communication et d'information. Il existe également une inquiétude concernant l'utilisation des données personnelles et leur stockage. Quels types de données seront utilisés par la ville et pour quel usage ? Il faut alors différencier les données personnelles des données urbaines anonymisées, que la ville aura tendance à privilégier. À cette fin de cla-

rification, le *SideWalkLab* a conçu un langage visuel - jugé très insuffisant pour certain·e·s - sur les dispositifs de captation de données maillant le quartier permettant aux citoyen·ne·s d'identifier leur objectif, ce qu'ils détectent, quelles données seront identifiées et si les personnes peuvent être identifiées individuellement.

Le *SideWalkLab* a également proposé en 2018 la mise en place d'un *Civic Data Trust*, une régie de données assurant une gestion indépendante des données par une tierce partie, incluant la collecte, la maintenance, l'anonymisation et le partage. En complément, il est question de mettre en place des *Responsible Data Impact Assessments* (RDIA), qui consistent en un examen et une analyse approfondie déclenchés chaque fois qu'une proposition de collecte ou d'utilisation de données urbaines est présentée (objectif d'une proposition donnée, sources de données nécessaires, impact potentiel sur les individu·e·s ou sur une communauté, analyse des avantages et des risques).

La méfiance vis-à-vis de Google a mené les habitant·e·s et les acteurs de la ville à questionner le rôle du géant dans une telle gouvernance. Serait-elle vraiment partagée avec Google aux commandes ? La Chambre des Commerces de la région de Toronto en doute et a notamment proposé de donner ce rôle de gérant du *Civic Data Trust* à la bibliothèque municipale de la ville, car elle possède une marque publique de confiance,

elle est "neutre", et possède une expertise sur les questions d'archivage, de politique de gestion des données et de gestion de l'information.

Finalement, en lançant cette initiative et donc un débat sur l'identité de cette régie de données, le *SideWalkLab*, qui représente Google, emblème de l'utilisation des données personnelles sans réelle considération éthique, la légitimité du Lab a été remise en question. Cette entité est-elle la meilleure médiatrice d'un tel débat et au-delà de ça, est-elle légitime et fiable pour porter un projet d'une telle ampleur ?

Le projet de Toronto n'est donc pas à proprement parler un exemple, mais il est riche d'enseignements, quant aux types de partenariats qu'une ville peut mettre en place, ou le(s) rôle(s) que peuvent et doivent prendre les citoyen·ne·s dans un tel processus.

## **LONDRES, DE NOUVELLES STRUCTURES COLLECTIVES DE CONFIANCE**

La ville de Londres est membre de la *Cities Coalition for Digital Rights* et active sur les questions liées aux données dans la ville depuis plusieurs années avec notamment la création d'un *Datastore*

en 2010, permettant de stocker et de rendre accessibles les données de la ville à tout le monde, pour des usages divers. La ville a intégré en 2016 le programme *Sharing cities* qui promeut le développement de *Smart Cities* mais aussi l'engagement citoyen dans ce processus. Avec l'*Open Data Institute*, un travail a été amorcé afin de définir et intégrer la notion de *data trust* dans ce projet. *Sharing Cities* est donc un territoire d'expérimentation pour les *Data Trusts*.

L'ODI a été co-fondé en 2012 par l'inventeur du Web Tim Berners-Lee et l'expert en intelligence artificielle Nigel Shadbolt, dans le but de montrer la valeur des données ouvertes et de plaider en faveur d'une utilisation innovante des données afin d'introduire des changements positifs à l'échelle mondiale. C'est une organisation indépendante basée à Londres, à but non lucratif et non partisane. La conception de *Data Trust* peut être envisagée comme une sécurité et un gage de confiance permettant le partage de données entre les organisations détentrices de données et les organisations recherchant ces données pour diverses raisons. Cela permettrait de créer de nouvelles opportunités économiques, d'aider la recherche ou encore de donner plus de pouvoir à des communautés de citoyen·ne·s. L'ODI le définit plutôt comme "une structure légale qui permet une gestion indépendante des données par un tiers de confiance".

L'ODI s'est beaucoup appuyé sur les recherches

de [Sean McDonald](#), qui définit l'écosystème d'un *Data Trust* avec cinq éléments : un créateur / propriétaire, un bénéficiaire, un tiers de confiance, un actif et un objectif. Un propriétaire donne un actif à un tiers de confiance afin de s'assurer qu'il remplit une fonction utile pour le bénéficiaire. Cependant, selon Sean McDonald, les *Data Trusts* ne sont pas une solution miracle et comportent des risques : il souligne la possibilité de fraudes fiscales, de détournement commercial des données ou de décharge de responsabilités des différents acteurs concernant la *privacy* des données par exemple. Ce type de modèle ne peut donc se passer du système politique et législatif qui doit l'accompagner.

L'ODI a mis en place trois pilotes depuis 2016, pour observer des cas concrets de mise en place de *Data Trusts*. Le rapport final sur ces pilotes est disponible sur [theodi.org/data-trusts](http://theodi.org/data-trusts). [Le premier pilote](#), en partenariat avec l'association WRAP UK (Waste & Resources Action Programme), avait pour objectif d'observer l'impact d'un modèle de *Data Trust* sur le gaspillage alimentaire en améliorant la capacité des parties prenantes à suivre et à mesurer le gaspillage alimentaire dans les chaînes d'approvisionnement.

[Le deuxième pilote](#), en 2019 et en partenariat avec WILDLABS Tech Hub avait pour objectif de déterminer si un *Data Trust* pouvait

bénéficier aux nombreux·se·s créateur·ice·s, fournisseur·euse·s, utilisateur·ice·s et réutilisateur·ice·s de données travaillant pour lutter contre le commerce illégal d'espèces animales sauvages dans le monde entier.

Finalement, le troisième pilote était axé plus particulièrement sur le modèle du *Data Trust* dans la ville, avec deux cas d'usages : l'un portant sur la mobilité et l'utilisation d'un *Data Trust* pour accroître les données disponibles sur le stationnement et pour valoriser des moyens de transport moins polluants plus attrayants, l'autre sur l'amélioration de l'efficacité énergétique d'un bloc de logements sociaux appartenant à la municipalité en installant des capteurs pour surveiller et contrôler l'activité d'un système de chauffage collectif modernisé.

### *Sharing Cities*

*Sharing Cities* est un programme lancé en 2016 à l'échelle européenne, qui rassemble 100 collectivités, notamment Londres, Bordeaux, Lisbonne, Burgas, Varsovie ou Milan. Il a pour objectif de mettre à disposition un terrain d'expérimentation et une méthodolo-

gie partagée, pour concevoir des villes intelligentes tout en intégrant les citoyen·ne·s dans ce processus.

Un des objectifs du programme *Sharing Cities* est de créer des *Urban Platforms*, qui permettent de gérer les données provenant d'un large éventail de sources (capteurs, statistiques ...), en mettant en place des principes communs, des technologies ouvertes, ce qui permet de s'appuyer sur l'expertise de Londres en matière d'analyse de données (*DataStore*), les travaux de Milan sur un marché d'interface de programmation d'applications (API) et une utilisation publique des données ou les expériences de Lisbonne en matière d'analyse de données de capteurs et de passerelles.

## TRENTO, LE SMARTPHONE COMME OUTIL CITOYEN

En Italie, le *Mobile Territorial Lab*, lancé par Telecom Italia, a entrepris depuis 2012 une démarche de Self Data, en collaboration avec Michele Vescovi, chercheur au laboratoire SKIL (*Semantic and Knowledge Innovation*), la Fondation Bruno Kessler et Telefonica I+D. Les efforts ont été centralisés sur la création de *My Data Store*, un outil permettant aux utilisateur·ice·s de contrôler et de partager leurs données personnelles. Le *Mobile Territorial Lab* (MTL) a pour objectif de créer un laboratoire “vivant” intégré à la vie réelle du territoire de Trento en Italie. Il est axé en particulier sur l'exploitation des capacités de détection des téléphones mobiles pour suivre et comprendre les comportements des familles (dépenses, modes de vie, humeur et schémas de stress, par exemple).

*My Data Store* est un outil permettant aux utilisateur·ice·s de contrôler et de partager leurs données personnelles recueillies à partir de téléphones mobiles et via des applications d'échantillonnage d'expérience. Le projet a été testé auprès de 63 participant·e·s pendant 15 semaines. Ces dernier·ère·s reçoivent un smartphone Android équipé d'un mini-logiciel de détection qui regroupe les données détectées depuis le téléphone portable vers le compte *My Data Store* de l'utilisateur·rice. Les données collectées sont stockées et sécurisées pour ensuite être exploitées.

Concrètement, les données récoltées proviennent de trois sources : celles extraites automatiquement du smartphones comprenant les journaux d'appels et de SMS, les données de proximité obtenues par balayage de périphériques Bluetooth ou données GPS ou WiFi, les événements d'activité multimédia, les informations sur l'état des appareils. Les données proviennent également d'un capteur dont sont équipés les smartphones des participant·e·s qui détecte périodiquement la qualité de l'air et des données météorologiques simples (température, humidité ...). Finalement, certaines données sur l'humeur quotidienne, le stress, la qualité du sommeil et les dépenses quotidiennes sont collectées à l'aide de méthode de sondage d'expérience au moyen d'applications mobiles. Cette expérimentation a révélé que presque 50% des participant·e·s disent avoir gagné une plus grande conscience concernant les données personnelles, leur utilisation et leur potentiel.

D'autres sources de données ont été partagées aux individu·e·s qu'elles concernent et de nombreuses applications ont été créés sur la plateforme *MyData Store* pour que les citoyen·ne·s puissent s'en saisir. Elle a par exemple permis aux habitant·e·s de la ville italienne de récupérer leurs données de mobilité et de consommation grâce à un partenariat avec une grande chaîne de distribution (Coop) et de bénéficier de services tiers pour mieux gérer leurs courses, etc.

## HELSINKI, BERCEAU DE MYDATA

La Finlande, et plus particulièrement la ville d'Helsinki, est depuis plusieurs années le berceau du Self Data - ou *MyData*, synonyme de l'expression française, avec la création du réseau *MyData Global*, dont la Fing est un des membres fondateurs. Le pays a pris, le 1er juillet 2019, la direction de la présidence de l'Union européenne et leur agenda faisait mention d'accélérer pendant les 6 mois que durent leur présidence une économie de la donnée centrée sur l'utilisateur (*human-driven data economy*).

Il ne s'agit pas ici d'aborder la démarche d'une ville avec les données personnelles mais plutôt de mettre en lumière un outil indispensable à toute ville voulant se lancer dans le Self Data : le réseau international *MyData* dont l'épicentre se trouve à Helsinki, travaillant à rééquilibrer l'économie générale des données personnelles au bénéfice des personnes, devenu officiellement une association en octobre 2018.

Le réseau *MyData Global* regroupe des acteur·ice·s varié·e·s : entrepreneur·euse·s, activistes, universitaires, entreprises et organismes publics. L'objectif de ce réseau est de centraliser toutes les réflexions émergentes sur le sujet, afin d'accroître leur impact au niveau local, d'enrichir les points de vue, les compétences et expériences. Le réseau défend l'idée de rééquilibrer la balance

du pouvoir des données personnelles entre individu·e-s en encourageant la mise en place de pilotes d'expérimentation. Cette communauté se réunit chaque année depuis 2016 à Helsinki pour la conférence MyData.

La maison mère finlandaise a pour principale mission d'organiser la conférence annuelle à Helsinki, d'offrir un espace de discussion et de donner de la visibilité aux hubs locaux qui eux portent les actions concrètes du mouvement. Les hub locaux se construisent en accord avec la déclaration MyData : chaque hub a pour mission de constituer une communauté locale pour définir une mission commune et mettre en place des actions collectives. Le hub *MyData* France est par exemple porté par la Fing et regroupe la communauté française travaillant sur le sujet.

Les hubs locaux se développent rapidement dans les villes d'Atlanta, Barcelone, Bruxelles, Genève, Londres, Zurich, Sydney, ou à l'échelle nationale en Autriche, au Brésil, au Cameroun, au Danemark, en Grèce, en Hongrie, au Japon, aux Pays-Bas, en Ecosse, au Royaume-Uni, en Suède, en Slovénie, ou enfin dans la Silicon Valley.

Un tel réseau est précieux pour les acteurs publics locaux : MyData développe progressivement une réelle influence, notamment au niveau européen, en s'appuyant sur des réseaux

existant comme Eurocities, où la thématique des *Citizen Data* apparaît comme une thématique essentielle. Depuis mars 2019, une liste de principes sur les Citizen Data stipule que "les gouvernements ont la responsabilité et doivent s'assurer que les citoyen·ne-s peuvent avoir accès à leurs données et les gérer (par exemple, MyData), ainsi que d'influencer la manière dont elles sont collectées et utilisées".

La ville d'Helsinki au travers du "forum Viirium Helsinki", a également engagée sa réflexion sur l'implémentation du modèle MyData/Self Data. La ville a commencé par cartographier les sources de données personnelles qu'elle détient et à élaborer des concepts pour permettre aux individu·e-s de les récupérer et de les réutiliser. Le rapport de recensement des données démontre qu'au moins 209 des quelque 800 systèmes informatiques d'Helsinki contiennent des données à caractère personnel.

La ville travaille actuellement à devenir un opérateur "MyData", et a développé des démonstrations autour de la maîtrise de la consommation énergétique des citoyen·ne-s via les données de compteurs connectés, ou encore autour des questions de mobilité, avec le projet financé par le "EIT Digital" (projet CaPe) pour permettre de rendre les données de mobilité portables afin de créer de nouveaux services utiles aux individu·e-s.

## LES VILLES FRANÇAISES, EN PREMIÈRE LIGNE DU SELF DATA

En France, la démarche Self Data, impulsée par la Fing, a essaimé dans quelques villes depuis plusieurs années de façon indépendante. Alors que la Fing accompagne trois villes françaises, Nantes Métropole, La Rochelle et le Grand Lyon dans la conception d'expérimentations concrètes du Self Data sur leur territoire, les villes de Rennes et de Grenoble s'engagent également dans des démarches de partage des données aux individu·e-s qu'elles concernent.

### Grenoble

Grenoble-Alpes Métropole engage en interne une réflexion sur la gestion et le partage des données personnelles. Lors d'une intervention pour la Fing en mars 2019, Laurent Deslattes, chargé de mission numérique et *Smart City*, avait évoqué les questionnements actuels de la Métropole sur le sujet : de quelles données est-elle en possession ? Quel usage est et pourrait en être fait ? Où se placent les citoyen·ne-s dans ce processus ? Quelles dispositions doivent être mises en place pour optimiser l'utilisation des données par et pour les citoyen·ne-s tout en respectant leur vie privée ?

Acteur de terrain sur la question des données à Grenoble, la Scop La Péniche - aujourd'hui la Turbine.coop - est un espace de co-création d'outils collaboratifs, un Infolab pour la médiation aux données numériques, un accélérateur de projets d'innovation sociale. Son objectif est de permettre aux usager·ère·s, aux citoyen·ne·s de s'approprier les enjeux du numérique et des données, d'inventer en coopérant des solutions numériques au services des transitions. Dès 2015, La Turbine.coop a accueilli et co-animé des ateliers de la Fing sur le projet MesInfos Energies puis plusieurs projets autour de la maîtrise des données personnelles par les individu·e·s. La Turbine.coop a par exemple travaillé le sujet des données personnelles énergétiques en participant au projet MétroEnergies (anciennement Vivacité). Aujourd'hui opérée par la Métropole, cette plateforme permet aux individu·e·s de visualiser leurs données (consommation et dépenses associées), de recevoir des missions pour baisser leur consommation, se comparer, et d'exporter leurs données. Cela permettra, à terme, de concevoir des cartographies énergétiques du territoire pour aider à la planification énergétique, établir des profils types et les comparer, constituer une base de données pour des projets de recherche, permettre de repérer et accompagner les situations de précarité énergétique...

La métropole a également lancé un projet de Captothèque, qui a pour objectif de mettre à disposition des citoyen·ne·s un ensemble d'outils

(micro-capteurs, applications, smartphone, site web ...) permettant de relever des données sur la qualité de l'air, et donc d'enrichir les indicateurs existants par la participation citoyenne. Il s'agit d'une démarche de *Citizen Data Science* proche de celles développées à Barcelone ou Amsterdam par exemple. La métropole réfléchit aujourd'hui à intégrer des logiques de Self Data dans sa stratégie d'entrepôt de données territoriales, pour permettre aux citoyen·ne·s de les maîtriser et de les partager.

### **Rennes, France**

De son côté, l'académie de Rennes a travaillé sur l'implémentation du Self Data dans le domaine de l'éducation. Le constat est le suivant : les élèves et enseignant·e·s connaissent des parcours morcelés par de nombreux outils (pronote, Moodle, Pearltrees, PMB, POD, l'actu en classe, manuels numériques, encyclopédies et dictionnaires, BRNE, eduthèque, Folios, Labomep, Devoirs faits, Toutapad, Madmagz, Sacoche, PIX, Cartoun, VIA, AALN, M@gistère ...) et espaces de travail (établissement scolaire, bibliothèques, domicile ...) et par des changements d'établissements qui rendent complexe le suivi de son parcours. Avec le projet MyToutatice, qui s'inscrit dans le prolongement de l'ENT Toutatice, l'académie entend bien simplifier la lisibilité des différents parcours. En col-

laboration avec Cozy Cloud, MyToutatice est donc un *cloud* personnel, un "cartable numérique" qui permettra la récupération et le stockage de données des élèves ou des enseignant·e·s, pérenne sur toute la durée de leur scolarité ou de leur carrière, malgré les ruptures dans leur parcours, les capacitant sur la maîtrise et l'exploitation de leurs données personnelles, tout en étant respectueux de leur vie privée. Une expérimentation avec des lycéen·ne·s et des enseignant·e·s devrait être lancée prochainement.

### **Nantes Métropole, La Rochelle et Grand Lyon**

Pionnières du Self Data, trois villes françaises travaillent depuis plus d'un an avec la Fing et ses partenaires pour imaginer ce qu'une implémentation du Self Data sur leur territoire implique, avec un objectif ambitieux : lancer des expérimentations. L'agglomération de la Rochelle, Nantes Métropole et la Métropole de Lyon vont lancer respectivement des expérimentations Self Data autour des mobilités durables, de la transition énergétique et de l'action sociale. C'est la première fois que des acteurs publics locaux se positionnent comme chef de fil du Self Data ! Le chapitre suivant détaille leurs actions.

## Le projet RUDI, à Rennes.

Le projet RUDI (Rennes Urban Data Interface), soutenu par l'Europe et porté par la Métropole de Rennes dans la continuité de son Service public métropolitain de la donnée, sera lancé en septembre 2019. Il propose de développer une interface de données urbaines qui a pour objectif de faciliter l'accès et la compréhension de ces données pour - entre autre - susciter l'innovation sur le territoire. Ce "réseau social de données", destiné aux citoyen·ne·s, aux associations ou aux entreprises, permettra de développer de nouveaux services grâce à cet accès à des données de différents types, dont celles fournies par les citoyen·ne·s eux·elles·mêmes. Dans un esprit Self Data, les citoyen·ne·s sont au cœur du dispositif : ils·elles devraient à terme pouvoir accéder à des flux de données les concernant ou des flux de données anonymisées, gérer leurs consentements pour partager leurs données à des tiers (services ou acteurs), et disposer de services pour mobiliser leurs propres données.



03

**“SELF DATA DIY\*”  
IMAGINER UNE INITIATIVE  
SELF DATA SUR SON  
TERRITOIRE, SELON  
SES PROPRES ENJEUX :  
L’EXEMPLE DE NANTES  
MÉTROPOLE, LA ROCHELLE  
ET GRAND LYON.**

# 03

**“SELF DATA DIY”  
- IMAGINER UNE  
INITIATIVE SELF  
DATA SUR SON  
TERRITOIRE,  
SELON SES  
PROPRES ENJEUX:  
L’EXEMPLE  
DE NANTES  
MÉTROPOLE, LA  
ROCHELLE ET  
GRAND LYON.**

Et si vous aussi vous vous mettiez au Self Data Territorial ? Avant de vous lancer dans une expérimentation Self Data, quelques étapes à suivre vous aideront à créer une dynamique sur votre territoire et à vous projeter dans l’implémentation du Self Data. Ce sont ces phases que nous avons menées avec les territoires partenaires du projet. Les méthodologies et résultats sont disponibles dans ce kit pour vous permettre de faire de même.

Entre septembre 2018 et juillet 2019 nous avons mené avec trois villes un travail de réflexion pour leur permettre de :

- » **phase 0 : se sensibiliser au Self Data et choisir un défi propre à son territoire ;**
- » **phase 1 : définir le périmètre des données personnelles qui pourraient être partagées ;**
- » **phase 2 : imaginer les cas d’usages et leurs modèles de gouvernance ;**
- » **phase 3 : atterrir sur une feuille de route commune en décrivant un ou plusieurs scénarios d’expérimentation pour l’année à venir.**

## **SE SENSIBILISER AU SELF DATA ET CHOISIR UN DÉFI PROPRE À SON TERRITOIRE**

La première étape pour se lancer dans le Self Data consiste à rallier des complices pour l’année à venir : collègues, détenteurs de données, représentant-e-s de la société civile, pôles de compétitivité, universités... Vous aurez besoin d’eux pour construire un scénario d’expérimentation auquel la majorité adhérera.

Vous ne pourrez pas tout traiter et réunir les acteurs de tous les secteurs, vous aurez donc besoin de recentrer le sujet et la thématique. Projetez-vous : quelles sont chez vous les thématiques qui sont susceptibles de mobiliser en interne et en externe ? Quelle thématique pourrait bénéficier d’une approche Self Data sur votre territoire ?

Dans le cas de La Rochelle par exemple, le choix de la thématique mobilité durable est venu de plusieurs cheminements. D’abord, La Rochelle est tout de même pionnière sur la question. Ensuite l’Ademe souhaitait suivre le projet - et une rencontre en particulier avec les porteurs de la Fabrique des Mobilités qui réfléchissaient à “un compte mobilité” pensé sur un modèle Self Data, nous a incité à lier les deux projets. Enfin,

La Rochelle souhaite mettre en place un “calculateur carbone” au niveau de son territoire, qui intégrerait également l’empreinte carbone des habitant-e-s tout en leur donnant le contrôle sur leurs données personnelles.

A la Métropole de Lyon, si nous sommes d’abord allés vers la thématique éducation, qui semblait riche en données détenues par la métropole et en usages possibles, nous avons finalement opté pour l’action sociale, en nous basant sur le projet métropolitain des solidarités. Ce sujet regroupait beaucoup de liens avec les questions autour de l’administration, de la gestion de ses droits, sur lesquels le Grand Lyon a déjà travaillé, par exemple en implémentant France Connect pour faciliter l’inscription des enfants à la crèche.

A Nantes Métropole, la situation était un peu différente. Nos interlocuteur·rice·s n’étaient pas membres de la direction des systèmes d’information ou du département innovation, mais bien des directions métiers (DGTEESU : Direction Générale Transition Énergétique Environnement et Services Urbains). La thématique était donc toute choisie, avec pour points centraux les questions énergétiques et alimentation.

Vous avez votre thématique ? Il temps de réunir le noyau dur des personnes clefs de votre ter-

ritoire qui travaillent sur celle-ci et/ou sur les données et plus particulièrement les données personnelles. Elles vont vous accompagner pendant ces prochains mois pour penser votre stratégie Self Data. Beaucoup d’entre elles ne connaissent pas le Self Data, sujet complexe. Il vous faudra donc organiser une première journée d’acculturation, les inviter et profiter de celle-ci pour affiner votre sujet.

Votre séminaire Self Data devra répondre à plusieurs objectifs :

- » les participant-e-s ont compris le Self Data et son intérêt ;
- » les participant-e-s ont fait le lien entre le Self Data et leurs problématiques, propres au territoire ;
- » les participant-e-s ont envie de poursuivre sur le sujet - se projeter sur les données / usages ;
- » vous obtenez une liste de défis précis, sur lesquels le Self Data peut avoir un impact ;
- » vous obtenez le “casting” des ateliers - pour ouvrir le débat à d’autres invité-e-s, des gens à interviewer, à rencontrer...

Vous trouverez la méthodologie pour préparer au mieux votre séminaire en **annexe 1** de ce

livret. Vous pouvez aussi vous aider de la FAQ du Self Data pour répondre au mieux aux questions des participants, du cahier d’exploration Self Data (en particulier le chapitre 4, riche en exemples) et de tous les autres contenus que la Fing a produit depuis 7 ans en licence *creative commons* (vous pouvez les réutiliser, les modifier, il suffit de nous citer).

A Nantes Métropole, au Grand Lyon et à La Rochelle, ces séminaires nous ont permis de définir des défis qui nous ont accompagnés tout au long de nos phases.

### **Nantes Métropole - Le Self Data au service de la transition environnementale pour...**

- » **...connaître et agir sur l’impact de mes choix alimentaires ;**
- » **...contribuer à la production d’énergies propres dans mon quartier ou ma ville ;**
- » **... réduire l’empreinte carbone de mon habitat et maîtriser ma consommation.**

### **Métropole de Lyon - Le Self Data au service de l’action sociale pour...**

- » **...comprendre à quoi j’ai droit, faciliter**

mes démarches auprès des bons interlocuteur-ice-s et les suivre ;

- » ...faciliter l'accès de différents publics à l'offre culturelle, sportive et sociale du territoire ;
- » ...suivre ses démarches et trouver les bon-ne-s interlocuteur-ice-s.

### Agglomération de La Rochelle - Le Self Data au service de nos mobilités durables pour...

- » ...calculer et réduire l'empreinte carbone de sa mobilité ;
- » ...maîtriser son budget mobilité ;
- » ...contribuer à repenser l'offre de mobilité sur le territoire ;
- » ....allier l'utile à l'agréable - réduire l'empreinte carbone de ses trajets et enrichir sa vie culturelle.

## DÉFINIR LE PÉRIMÈTRE DES DONNÉES

Deuxième étape de notre aventure Self Data : recenser les données personnelles pertinentes qui pourraient être partagées aux individu-e-s. Nous appelons ces ateliers des “Datablitz” ou “Atelier de chasse à la donnée”. En se basant sur les défis imaginés précédemment, chaque sous-groupe se pose trois questions :

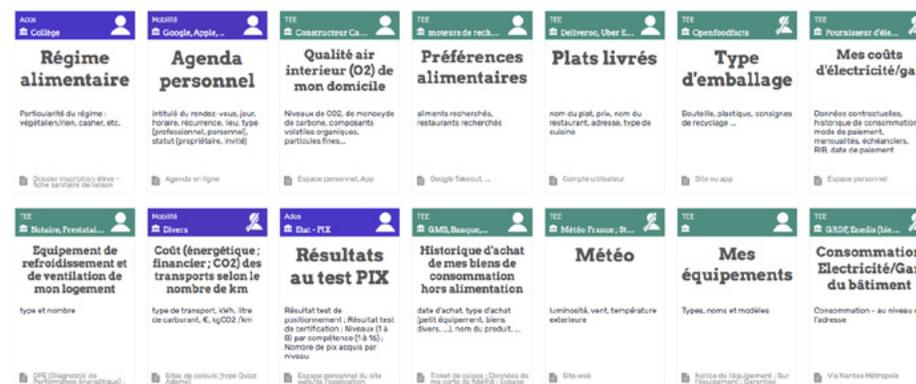
- » **quelles données sont pertinentes en relation avec ce défi ? (en prenant soin de se concentrer sur les données personnelles, mais en notant également les référentiels et données ouvertes qui pourraient être utiles) ;**
- » **qui détient ces données ? Existe-t-il un accès déjà répertorié (une API, un téléchargement possible, ...) ? ;**
- » **quels pourraient être les premiers usages et croisements que l'on pourrait tirer de ces données ?**

Vous pouvez retrouver le détail de la méthodologie dans **l'annexe 2**.

Ce type d'atelier est particulièrement utile pour se projeter et recenser des données auxquelles vous n'auriez pas pensées, en particulier des données qui viennent d'autres secteurs et thématiques que celles choisies mais qui font sens pour le Self Data.

Vous pouvez à la suite de l'atelier numériser les résultats dans un tableur partagé afin de permettre à tout-e-s - en particulier les participant-e-s à l'atelier - de l'enrichir. Nous avons de notre côté également produit une cartographie en ligne, à vocation pédagogique qui reprend de manière visible nos tableurs en générant des “fiches données”. Elle peut être enrichie en remplissant un questionnaire.

Vous pouvez la parcourir en filtrant par thématique, par type de donnée (personnelle/non-personnelle), ou par mot clé. Chaque fiche présente



le nom de l'information, les données, le(s) détenteur(s) et le support.

Concernant la mobilité, plus de 60 informations ont été listées et près de 100 concernent la transition énergétique. Les deux tiers des informations listées sont à caractère personnel. Parmi celles-ci, il y a bien évidemment les données de profil (âge, nom, adresse, composition du foyer,...), de géolocalisation, de consommation (abonnements, carburant, alimentaire, énergie), mais aussi les préférences (d'itinéraires, alimentaires,...) ou encore les caractéristiques du logement. Autant d'informations utiles pour connaître les aides dont une personne peut bénéficier pour installer des panneaux solaires, ou encore faire une liste de courses chez les commerçants qui proposent des produits locaux ou de saison selon les préférences de son foyer (prix, goûts, ...).

De tels ateliers n'ont pas vocation à lister de manière exhaustive toutes les données personnelles qui pourraient être partagées aux individus. Lors d'une expérimentation, un travail précis sur les systèmes d'informations et les données qu'ils détiennent devrait être bien plus précis pour documenter les données. Mais ces ateliers permettent d'ouvrir un peu le champ de ce qui pourrait être partagé, en partant des défis et non des systèmes d'information à votre disposition parce que tel ou tel acteur est déjà

engagé dans la démarche. Vous pouvez alors vous laisser surprendre par une donnée ou un détenteur auquel vous n'aviez pas pensé.

## IMAGINER LES CAS D'USAGES ET LEURS MODÈLES DE GOUVERNANCE

Recenser les données et les formaliser sous forme de cartographie/de fiche, permet également de se mettre dans les meilleures dispositions pour imaginer les services et cas d'usages qui pourront les mobiliser.

La troisième étape du projet consiste en effet à imaginer des cas d'usage puis les modèles de gouvernance des données personnelles pour ces cas d'usages (*cloud* personnel, régie de données, droit à la portabilité citoyen, plateforme territoriale de données...).

C'est un travail conséquent, et vous n'aurez pas trop de deux ateliers pour le réaliser. Le premier sera dédié à faire émerger une dizaine de concepts de services - en sélectionner quelques uns en les liant à la cartographie des données, les détailler et raconter leurs scénarios d'usage. Ce moment pour faire marcher nos imaginaires

ne doit pas être bridé par des contraintes techniques, d'architectures et du partage des données. Vous pourrez y travailler lors d'un second atelier qui partira des cas d'usages produits précédemment pour les incarner par une approche plus globale de leurs modalités de gouvernance. Il vous faudra pour cela vous familiariser avec les visions "sur étagère" qui existent (voir le chapitre 1 de ce kit), créer un modèle alternatif, hybride, portant un cas d'usage et vous assurer que celui-ci surmonte au moins un obstacle. Vous trouverez la méthodologie de ces ateliers en **annexes 3 et 4**.

Nos travaux à Nantes Métropole, au Grand Lyon et La Rochelle nous ont permis de produire une dizaine de cas d'usage du Self Data - données personnelles mobilisées, fonctionnalités, publics cibles - ainsi que leur scénario d'usage et les modèles de gouvernance qui pourraient les porter. Vous pouvez les découvrir dans les pages suivantes.

# 1

## MA SITUATION SOCIALE

LE SELF DATA AU SERVICE DE L'ACTION SOCIALE - GRAND LYON

### LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

#### MA SITUATION SOCIALE

**DEFI**

Suivre ses démarches et trouver les bon-ne-s interlocuteur-ice-s.

**LE TABLEAU DE BORD DE MA SITUATION SOCIALE**

#### FONCTIONNALITÉS

"Ma situation sociale" est un outil partagé entre moi et les travailleurs sociaux qui suivent mon dossier. Le service me permet d'obtenir un bilan de ma situation et de sa progression, de trouver les ressources qui pourront m'être utiles et de partager facilement une ou plusieurs données à des relais locaux pour prouver un droit.

#### DONNEES PRINCIPALES

logement

Allocations CAF, Sécu ... (type, montant, date de versement)

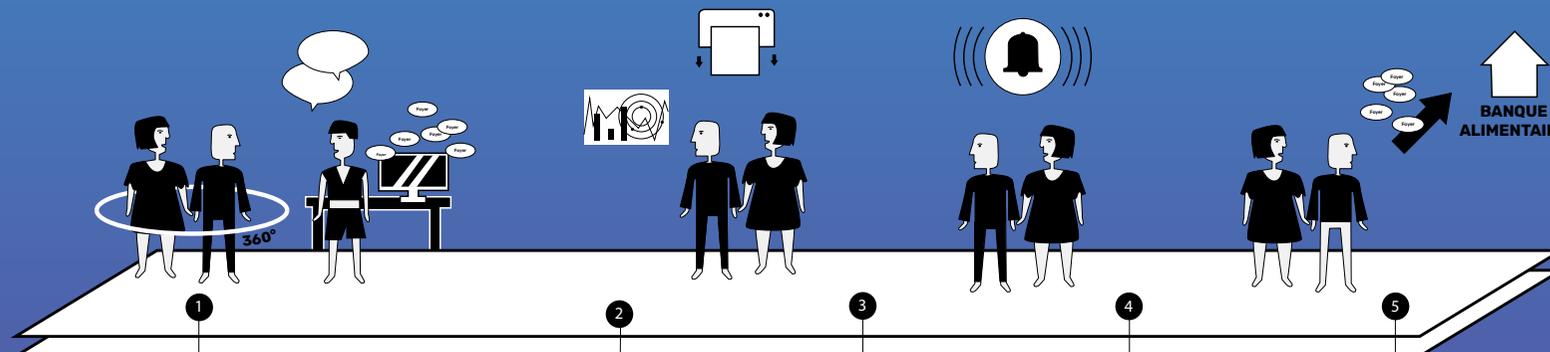
Revenus

données bancaires

téléphonie

**DAMIEN ET GERALDINE**

- Couple avec 4 enfants
- Ouvrier et femme au foyer
- 47 et 50 ans
- Utilisation basique du numérique



**DÉCOUVERTE**

Damien et Géraldine se rendent chez leur assistant-e social-e qui leur avait proposé d'utiliser le service Ma Situation Sociale, afin de récupérer leurs données de différent-e-s détenteur-ice-s, de les compléter eux-mêmes et de bénéficier d'un 360° sur leur situation.

**DATAVIZ**

Le couple peut dès lors visualiser leurs données de façon compréhensible via un tableau de bord complet.

**GÉNÉRER UN BILAN ÉVOLUTIF**

Le couple peut générer un bilan visuel imprimable, qui leur montre leur progression et décrit leurs objectifs (ex : "rattraper impayé de loyer".)

**DÉMARCHES**

Le service leur rappelle leurs prochains rendez-vous avec l'assistant-e social-e., les dates importantes à retenir, les évolutions de leur statut et dossiers.

**PARTAGE DE DONNÉES**

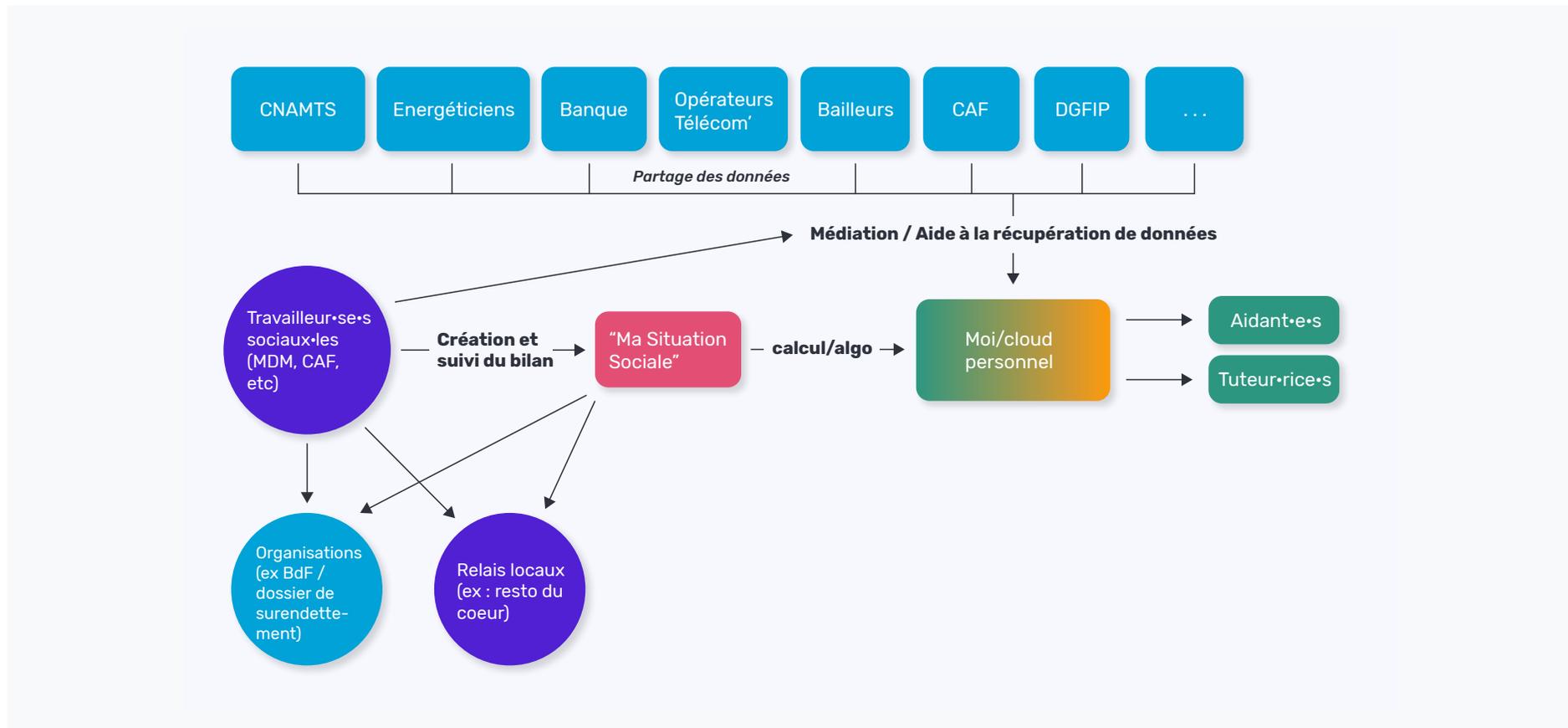
Il leur permet également d'être redirigés vers des relais partenaires. Dans leur cas, ils sont redirigés vers une banque alimentaire. L'application transmet sous leur contrôle les données nécessaires pour justifier leur accès prioritaire.

## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - LE **CLOUD PERSONNEL**

Outil principalement pensé pour les bénéficiaires déjà suivis par un-e travailleur-se social-e, “Ma Situation Sociale” se prête à l’exercice du *cloud* personnel, qui permet d’obtenir un décloisonnement de données venant de détenteurs multiples tout en permettant à l’individu-e de les stocker dans son domicile numérique. L’aspect “stockage et administration de ses données” est un préalable

nécessaire, mais le service tiers en lui-même a pour usage essentiel la visualisation de données pour évaluer sa situation. Une visualisation double : pour les individu-e-s et pour les travailleur-se-s sociaux-les qui jouent un rôle majeur dans la construction de l’évaluation par le service, établissant grâce au service le bilan, les priorités pour le-la bénéficiaire. Le service ne peut donc

pas fonctionner en vase clos “individu-e/cloud personnel” et “service tiers”, un partage avec les travailleur-se-s sociaux-les est nécessaire, et la sécurisation de ce partage, la confiance dans celui-ci est essentiel : un tel service tiers devrait probablement être développé par un acteur public gérant déjà ce type de partage (Métropole, CAF, ...).



# 2

## MES AIDES DIRECTES

LE SELF DATA  
AU SERVICE DE  
L'ACTION SOCIALE -  
GRAND LYON

### LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

#### AIDES DIRECTES

**DEFI**

Comprendre à quoi j'ai droit, faciliter mes démarches auprès des bon-ne-s interlocuteur-ice-s et les suivre

**DITES-LE 0 FOIS**

#### FONCTIONNALITÉS

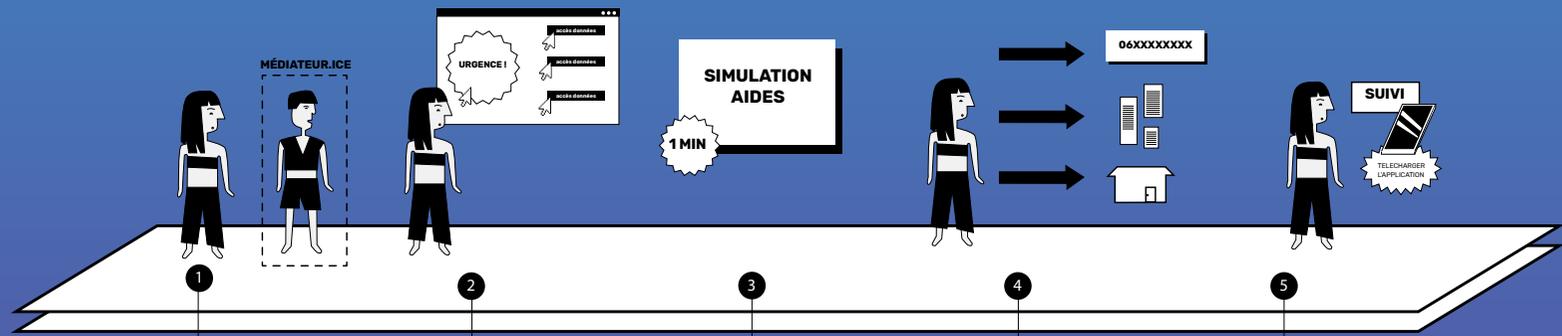
"Mes Aides Directes" est un service du Dossier Social Partagé. Il permet de réaliser une simulation des aides auxquelles je suis éligible, et d'être guidé dans mes démarches. Certaines fonctionnalités sont spécifiques aux situations urgentes (décès d'un proche, perte d'un emploi,...). Certaines fonctions sont conçues pour permettre le partage temporaire ou permanent de données avec un travailleur social.

#### DONNEES PRINCIPALES

- Etat civil
- Données bancaires
- Droits et structures d'accompagnement (localisation, horaires d'ouverture)
- Impôts
- Allocations (type, montant, date de versement) [CAF, Sécu];
- ...

- 21 ans
- Étudiante en ingénierie informatique
- Vit à Lyon
- Premier appartement avec sa copine
- Origine sociale modeste

TANIA



**DÉCOUVERTE**

Tania entend parler du service Mes Aides Directes dans le secrétariat de son université. Elle se rend sur le service en rentrant chez elle. Elle peut, si elle le veut, faire appel à un-e médiateur-ice.

**RÉCUPÉRATION DES DONNÉES**

Le service lui demande de préciser si sa demande concerne une situation d'urgence puis de rapatrier ses données pour bénéficier d'une simulation des aides auxquelles elle peut prétendre.

**SIMULATION DES AIDES**

En moins d'une minute, et sans avoir besoin de compléter quoi que ce soit manuellement, elle apprend qu'elle peut bénéficier de 100 € d'APL ou même d'un logement au CROUS.

**AIDE AUX DÉMARCHES**

Une fois sa situation clarifiée, elle télécharge au format PDF les formulaires à compléter ou peut directement transférer ses données avec sa demande au(x) service(s) concerné(s).

**TÉLÉCHARGEMENT**

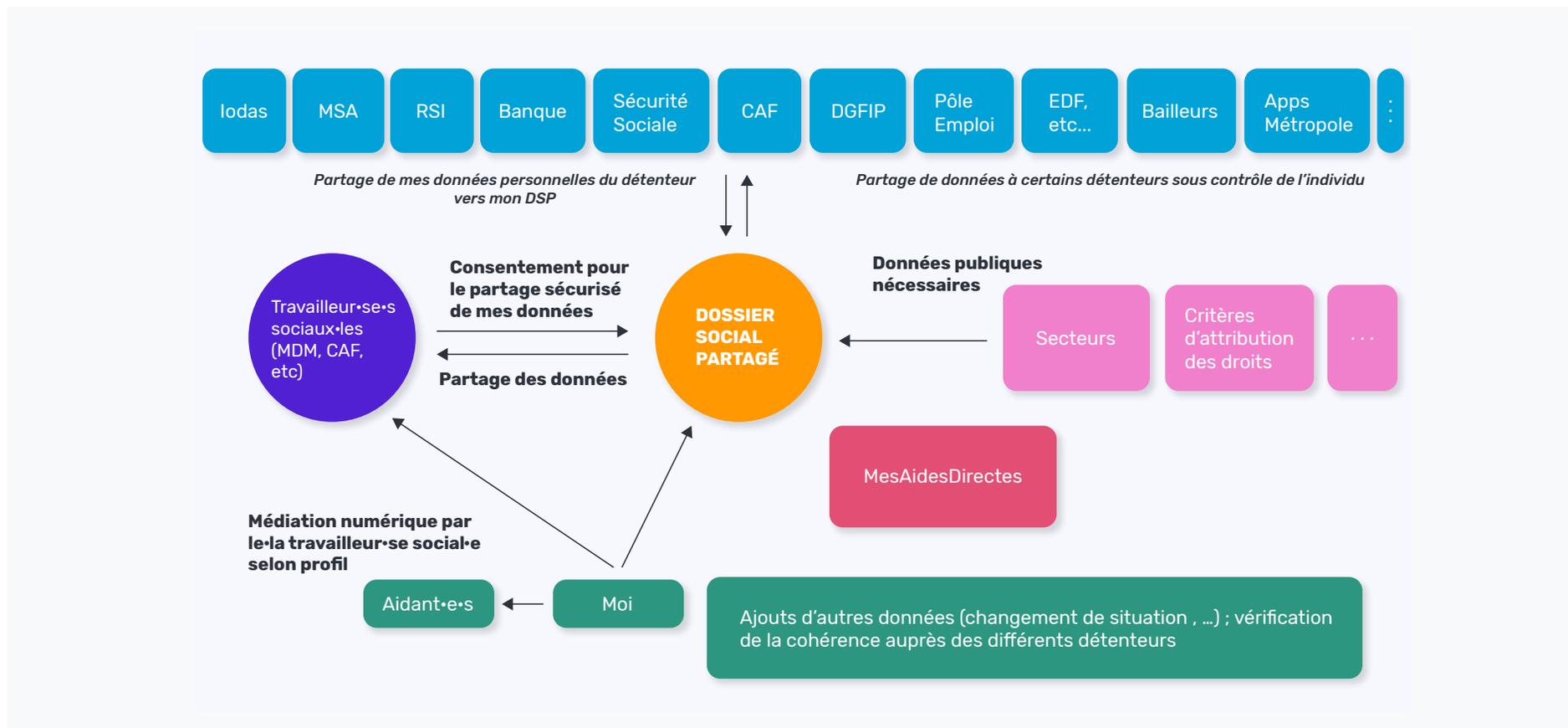
Elle finit par télécharger l'application en fin de processus pour avoir un suivi de ses demandes et de ses droits.

## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - LA PLATEFORME "TIERS DE CONFIANCE"

“Mes Aides Directes” est une application intégrée à une potentielle plateforme “Dossier Social Partagé”. Cette plateforme, qui permet aux individu·e·s d’agréger leurs données dans un espace sécurisé et de gérer le partage, doit être fournie par un tiers de confiance (ex : CAF). Il est important que la plateforme permette de partager certaines informations de manière sécurisée, et tem-

poraire ou permanente avec les travailleur·se·s sociaux·les (ex : mot de passe temporaire). Ici, sur le même modèle que le Dossier Médical Partagé, l’individu·e ne peut partager ses données qu’avec d’autres détenteurs (organisations, travailleur·se·s sociaux·les, etc), sans pouvoir les réutiliser via des services tiers. Cependant, pour l’usage décrit par “Mes Aides Directes”, cela ne semble pas néces-

saire, et l’utilisation d’un service intégré à la plateforme, fourni par la même organisation tiers de confiance, paraît suffire.



# 3

## SORTIA LYON

LE SELF DATA  
AU SERVICE DE  
L'ACTION SOCIALE -  
GRAND LYON

### LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

#### SORTIA LYON

##### DEFI

Faciliter l'accès de différents publics à l'offre culturelle, sportive et sociale du territoire.



MA VILLE, MES LOISIRS  
ET MOI

#### FONCTIONNALITÉS

Sortia Lyon me permet de visualiser facilement des activités pour moi, mon foyer, selon mon âge, celui de mes membres de mon foyer, mes centres d'intérêt, le lieu de vie et de travail, le budget... Surtout, le service, sur la base de mes données me permet d'accéder directement aux tarifs réduits et aides disponibles, sans avoir à donner à chaque fois mon statut et prouver ainsi un droit plus facilement.

#### DONNEES PRINCIPALES

Etat civil

Situation professionnelle

Offre culturelle

Situation familiale

Données pass travail : médiathèque, piscine, stades, musée, ...

...



- 33 ans
- Origine brésilienne
- Mère célibataire, 2 enfants
- Vit à Lyon
- Passionnée de théâtre

**BIANCA**

données récupérées

données manuelles



VOIR  
FAIRE  
EN GROUPE  
JOUER  
COMPRENDRE

pièce de théâtre  
VOIR 7 €  
20/04  
14:30



AVRIL

S'INSCRIRE

tarifs réduits

1

2

3

4

#### DÉCOUVERTE ET PARAMÉTRAGE

Bianca entend parler du service Sortia Lyon lors d'un entretien avec sa conseillère de la CAF.

En rentrant chez elle, elle se rend sur le service qui lui propose de récupérer ses données bancaires, attestation de droits mais aussi d'ajouter ses centres d'intérêt, son âge et celui de ses enfants.

#### CLASSIFICATION DES ACTIVITÉS

Le service lui propose des activités selon des rubriques "voir", "faire", "comprendre", "jouer", "se promener", "en groupe",... en affichant l'heure, le jour et le prix affiché selon la réduction qui la concerne.

#### CALENDRIER PERSONNALISÉ

Elle peut alors choisir de n'afficher que les événements auxquels elle peut aller suivant son agenda et son budget et de générer un calendrier de sorties (à imprimer, à partager à ses amis, à sa famille)..

#### INSCRIPTION

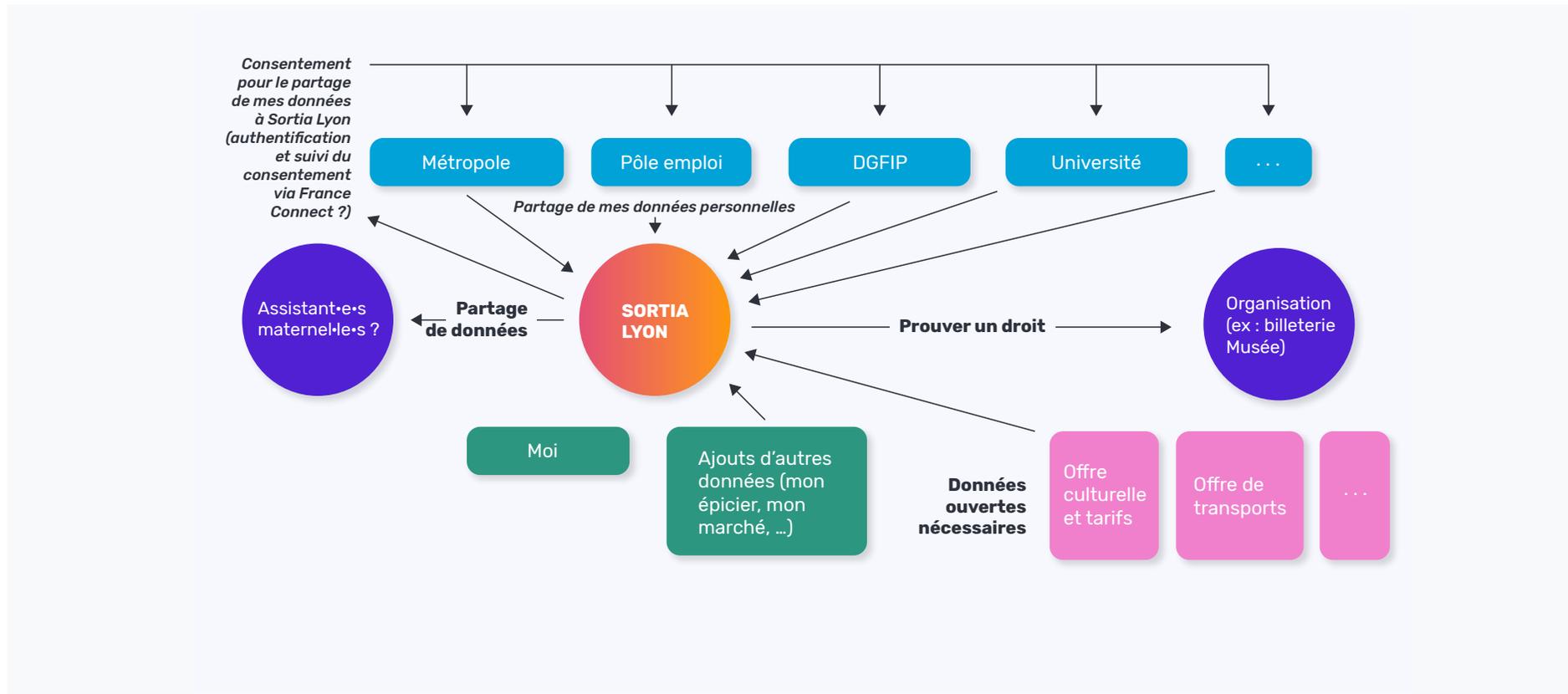
Elle s'inscrit finalement en ligne en obtenant le tarif le moins cher, adapté à sa situation, etc.

## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - LE TRANSFERT DIRECT

Le modèle "transfert direct" s'applique si Sortia Lyon parvient à fonctionner avec peu de sources de données différentes. La plupart de ces sources étant publiques et ayant déjà établi des implémentations de France Connect, son utilisation pour faciliter l'authentification et le suivi des consentements au partage à Sortia Lyon semble opportune. Le modèle "transfert direct" ne permet pas de créer de manière pérenne un réel 360° sur

ses données, il est donc fait ici le choix de minimiser les données partagées à Sortia Lyon et de laisser l'utilisateur renseigner ses préférences et ses centres d'intérêt (plutôt que d'aller les chercher via des données de réseaux sociaux, bancaires, etc). Le service peut fonctionner en "vase clos" et simplement renseigner l'utilisateur-riche sur ses droits, mais il peut également permettre de partager à une billetterie son droit à un tarif réduit et

en bénéficier sans avoir à partager l'intégralité de sa situation. La possibilité d'avoir une interface professionnelle pour les assistant-e-s maternel-le-s leur permettant de faciliter l'accès à la culture des familles suivies peut être envisagée afin de simplifier l'organisation de sorties, etc.



# 1

## MON BUDGET MOBILITÉ

LE SELF DATA AU SERVICE DE NOS MOBILITÉS DURABLES - LA ROCHELLE

### LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

#### MON BUDGET MOBILITÉ

DEFI



Maîtriser son budget mobilité

MON DÉPLACEMENT EN CONNAISSANCE DE COÛT

#### FONCTIONNALITÉS

"Mon Budget Mobilité" m'accompagne sur tous les aspects financiers de ma mobilité en y associant mon empreinte carbone. Ce service me permet de comparer les distances, modes de trajets et coûts, mais également de comparer (voire d'acheter en groupe) des équipements, assurances, achats d'énergie, abonnement transports, auto-école, selon mes habitudes réelles, mes besoins, mes équipements actuels, mes possibilités d'aides financières. Et puisque fin de mois et fin du monde ne sont pas contraires, il me propose des défis écologiques et des outils avec un système de points de fidélité proportionnels.

#### DONNEES PRINCIPALES

Coût de l'équipement (énergie, entretien, stationnement)

Prix transports en commun

Trajets réalisés (carte transports / TdB voiture / apps QS ...).

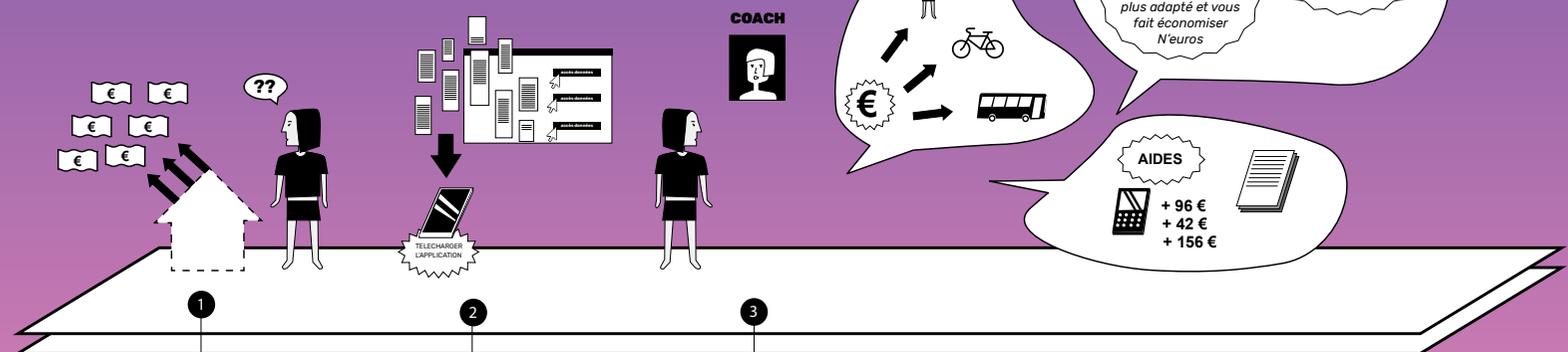
Historique géolocalisation (adresse travail, domicile, lieux fréquents, ...).

...



**FRANCESCA**

- Secrétaire médicale
- Mariée et maman d'un enfant de 8 ans
- Vit en zone semi-urbaine
- Budget limité



**UN IMPÉRATIF**  
Francesca trouve qu'elle dépense trop pour ses déplacements. Il doit y avoir un moyen de réduire ce poste de dépense !

**RÉCUPÉRATION DE SES DONNÉES**  
Elle découvre le service qui lui permet de facilement récupérer ses données de différents fournisseurs et lui offre déjà un premier bilan mensuel sur ses dépenses.

Elle active la récupération de ses données.

**COMPARER**  
Après quelque temps et plus de données récupérées, l'application lui donne des premiers conseils pour :

modifier ses pratiques de déplacements.

trouver des bons plans plus adaptés à son profil (assurances, forfait de transport, ...)

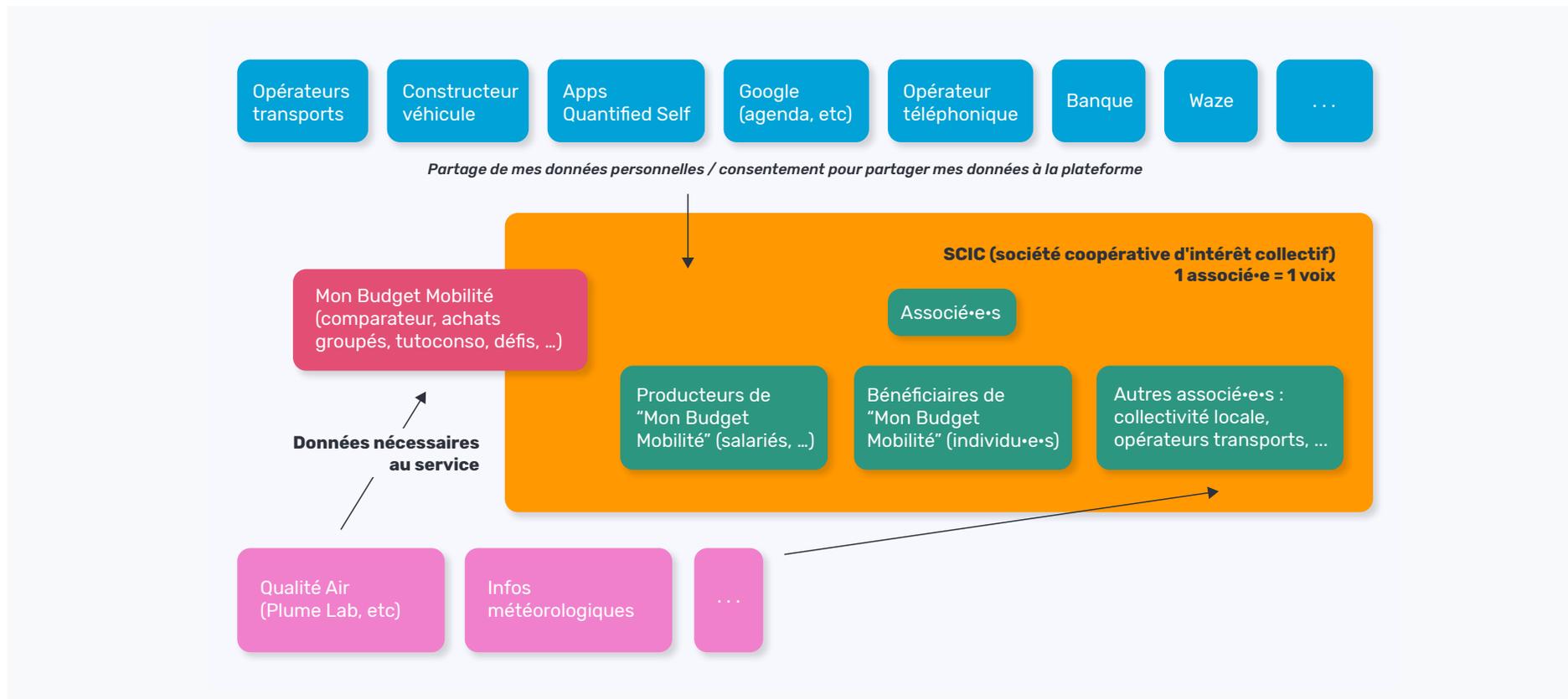
évaluer les aides auxquelles elle a droit et activer ses démarches.

## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - COOPÉRATIVE DE DONNÉES

Le principal problème d'une coopérative de données développant un tel service porte sur la difficulté d'attirer les personnes voulant faire partie de la coopérative ; il faut que l'intérêt soit fort pour accepter de s'engager dans ce type de structure du fait du temps à consacrer à la gouvernance. De même, obtenir la masse critique de coopérateur·rice·s pour obtenir un service numérique de qualité et assurer l'anonymat des données est

délicat. Afin de surmonter cet obstacle, la solution pour "Mon Budget Mobilité" pourrait être de créer une SCIC, société coopérative d'intérêt collectif, avec une collectivité. Dans cette configuration, les moyens pour développer le service seront plus importants, la masse critique pourrait être plus facilement atteinte et le service développé pourrait servir à toute la collectivité, en particulier pour la question des achats groupés. Les raisons pour une

collectivité de faire partie d'une SCIC sont multiples : rationalisation de l'offre de transports ; changement des habitudes des habitant·e·s de façon plus positive (système de concours ou de bonus pour inciter aux changements – consigne à vélo gratuite par exemple) ; intérêt de santé public ; ...



# 2

## COACH CO2

LE SELF DATA  
AU SERVICE DE  
NOS MOBILITÉS  
DURABLES - LA  
ROCHELLE

### LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

### COACH CO<sup>2</sup>

**DEFI**

Calculer et réduire l'empreinte carbone de sa mobilité



**MESURER ET RÉDUIRE L'EMPREINTE CARBONE DE MA MOBILITÉ**

### FONCTIONNALITÉS

"Coach CO2" me permet de mesurer l'empreinte carbone de ma mobilité et de bénéficier de conseils pour la réduire : partager certaines données à mon employeur pour lui permettre de mieux penser certains horaires, le télétravail, l'implantation des locaux ; me comparer et collaborer avec d'autres citoyen-ne-s selon nos profils, avec mes collègues ; bénéficier d'incitations fiscales, d'avantages lorsque je modifie certains trajets...

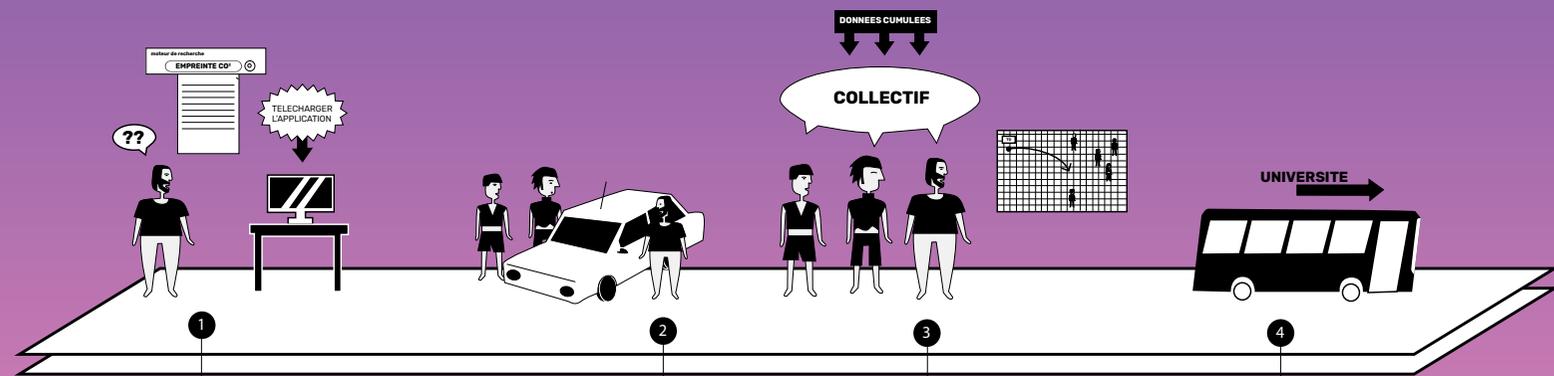
### DONNEES PRINCIPALES

- Historique géolocalisation [adresse travail, domicile, lieux fréquents, ...]
- Classe énergétique véhicule
- Données bancaires
- Trajets réalisés [carte transports / TdB voiture / apps QS / ...]
- ...



**MOHAMED**

- Ingénieur hydrologue
- Très concerné par les questions environnementales
- Bricoleur
- Fan de low tech
- Adhérent AMAP



**DÉCOUVERTE**

Mohamed, très concerné par les questions environnementales fait déjà attention à ses achats, à son alimentation, au gaspillage alimentaire, à sa consommation d'électricité chez lui.

En faisant des recherches approfondies sur l'empreinte carbone, il trouve le « coach CO2 », qu'il télécharge pour pouvoir avant tout se comparer avec ses colocataires.

**UTILISATION COLLECTIVE**

Ensemble, ils parviennent sur la base de leurs données (agenda, trajets récurrents, ...) à rationaliser leurs trajets pour réduire leur empreinte carbone.

**ORGANISATION COLLECTIVE**

Tous étudiants, ils finissent par créer un collectif avec d'autres utilisateurs au sein du service qui leur permet de "prouver" ensemble grâce à leurs données la nécessité de déplacer un TD dans un local disponible plus proche et accessible des étudiant-e-s.

**FAIRE DES PROPOSITIONS**

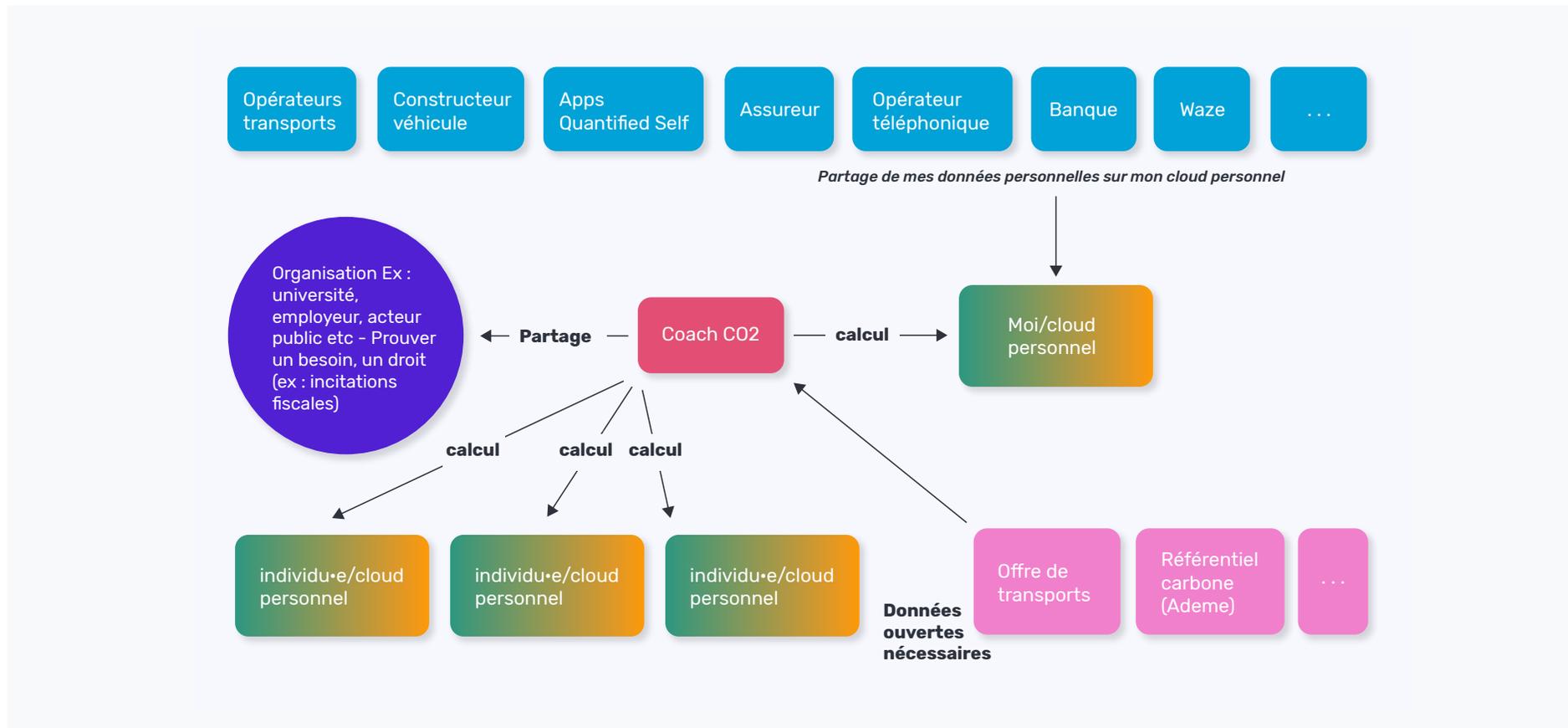
Prochain défi ? Contribuer à l'émergence d'une navette électrique pour aller à l'université !

## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - LE **CLOUD PERSONNEL**

“Coach CO2” est peut-être le premier service d’une longue lignée. Beaucoup des données personnelles, mobilisées pour fournir le service sur le *cloud* personnel des individu·e-s, peuvent également être réutilisées pour d’autres types de services liés à la mobilité (comparateur assurance, contribution enquête déplacements, etc). Un·e même individu·e n’aurait alors pas à faire plusieurs

fois le même effort d’importation de ses données pour participer à plusieurs projets. Pour imaginer l’aspect collectif du service (par exemple pour réaliser des défis à plusieurs, demander à modifier des horaires pour convenir au plus grand nombre, s’organiser pour co-voiturer, etc), que ce soit entre collègues, étudiant·e-s, colocataires, familles, nécessite : 1) un partage entre *clouds* personnels

des utilisateur·rice·s du service “Coach CO2” 2) un partage extérieur aux *clouds* personnels des individu·e-s, par exemple à l’acteur public local.



# MOBILITÉS PARTAGÉES

LE SELF DATA AU SERVICE DE NOS MOBILITÉS DURABLES - LA ROCHELLE

## LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

### MOBILITÉS PARTAGÉES

#### DEFI

Contribuer à repenser l'offre de mobilité sur le territoire



#### NOS MOBILITÉS EN DÉBAT

### FONCTIONNALITÉS

"MobilitésPartagées", c'est le point central pour vous permettre de partager vos besoins de mobilité et vos usages, pour visualiser les flux de mobilités à l'échelle du territoire, pour proposer des modifications de l'offre et la mettre en débat. Vous n'êtes pas seuls à contribuer, des commerçants, des entreprises, la ville, les délégataires de transports, ... : tous-tes participent à notre régie commune pour refonder l'offre de mobilité du territoire afin qu'elle vous corresponde !

### DONNEES PRINCIPALES

Historique de géolocalisation.

Offre de mobilité et données de contexte (ex : qualité de l'air, affluence,...)

Trajets réalisés (carte transports / TdB voiture / apps QS / ...)

Agenda



**JEAN-MARIE**

- Directeur administratif
- Propriétaire
- Vit avec son mari depuis 18 ans
- Très actif
- Connecté à des dispositifs numériques



VILLE DE LA ROCHELLE

« Ce trimestre, engagez-vous pour le défi mobilités partagées ! »

AGENDA

ÉVÉNEMENTS

DÉFIS

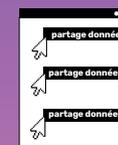
<http://www.engagezvous.larochelle.fr/>



Je vais permettre à la ville d'économiser, de ne pas acheter de données à Waze.



Vos données disent beaucoup de vous. Générez votre propre carto et faites compter votre voix : dites-nous avec vos données et vos commentaires ce que vous aimeriez voir changer.



1

2

3

4

5

#### CAMPAGNE

La ville de La Rochelle communique sur un appel à participation des citoyen·ne·s.

#### FONCTIONNALITÉS DU SERVICE

Jean-Marie se rend sur le lien renseigné et découvre un portail sur lequel il trouve un agenda d'événements pour rencontrer des agents de l'agglomération, un " défi de la semaine " pour des mobilités plus durables et des informations sur la démarche et l'offre actuelle de transport.

#### DATAVIZ COLLECTIVE

Surtout, il voit une première dataviz des flux de mobilité sur le territoire à laquelle ont déjà contribué 10 000 Rochelais.

#### PARTAGER ?

Jean-Marie est sensible à l'argument économique de la ville et son impatience de partager le problème du stockage des vélos à bord de son train pour Rochefort.

#### ACTIVATION DU PARTAGE

Il choisit donc de partager ses données à l'agglomération. Grâce au service :

1) il les récupère puis les visualise

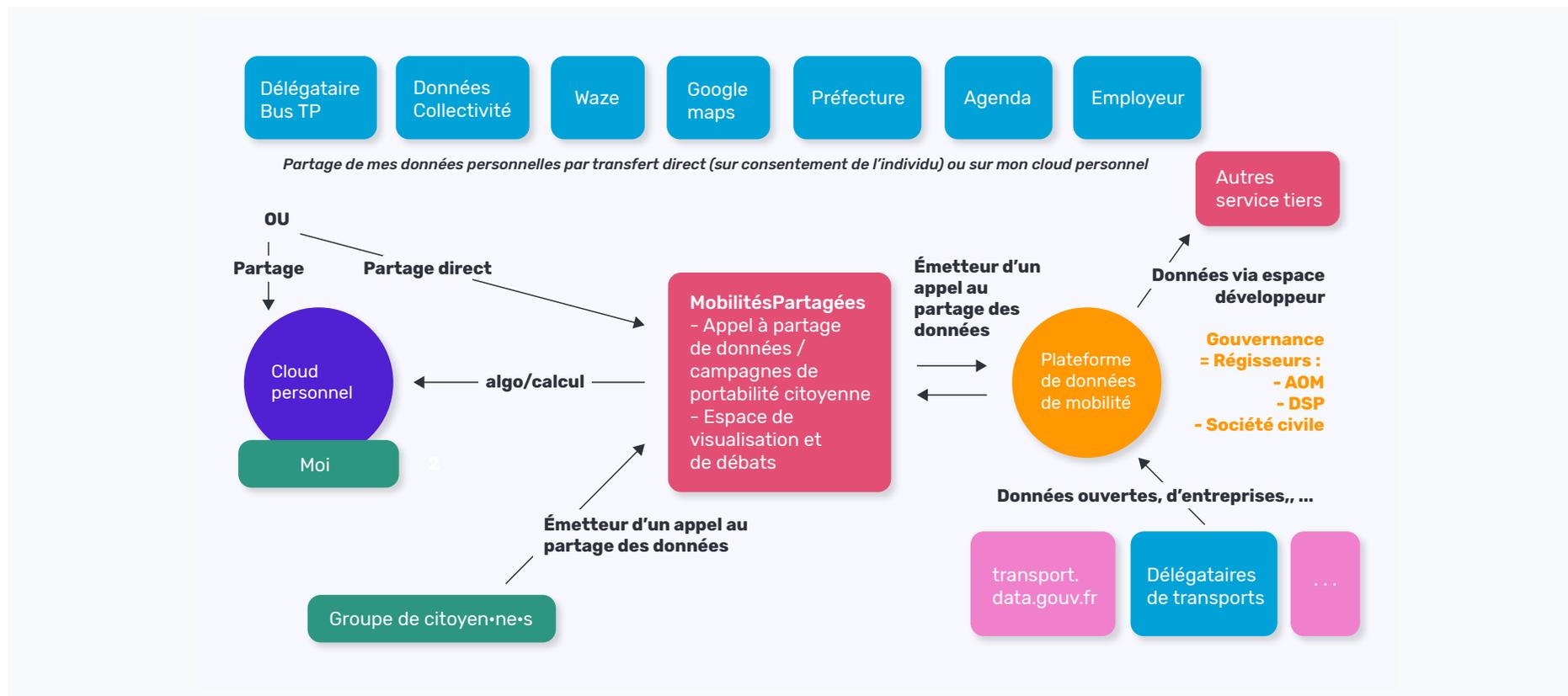
2) il les partage sous certaines garanties fournies par la ville.

## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - LA RÉGIE DE DONNÉES

“MobilitésPartagées” n’est pas vraiment un service, c’est plutôt un espace d’appel au partage de données (et de facilitation du partage), de campagnes de portabilité citoyenne et un espace de débats. Il est adossé à un modèle de régie publique : l’acteur public est ici garant de l’intérêt général et détient la compétence en matière de mobilité. La Régie doit toutefois établir des règles partagées de gouvernance des données et une architecture

commune avec les acteurs de la mobilité : ceux avec lesquels la collectivité a des liens contractuels (DSP) mais aussi les acteurs du territoire affectés par l’offre de mobilité (université, hôpital, commerçants, entreprises) et la société civile (associations ou jury citoyen). Ici, nous postulons que le transfert direct et le *cloud* personnel sont proposés aux individu·e·s pour accéder aux services développés par des réutilisateur·rice·s (via

l’espace développeur·se·s) et pour contribuer aux campagnes de collecte de la Régie (ex : campagne pour une enquête déplacement). L’attractivité pour les développeur·se·s repose sur le potentiel d’utilisation des services par un groupe relativement large et la mise à disposition de données publiques et éventuellement privées, mais de données personnelles fictives.



# 4

## PAR 4 CHEMINS

LE SELF DATA  
AU SERVICE DE  
NOS MOBILITÉS  
DURABLES - LA  
ROCHELLE

### LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

#### PAR4CHEMINS

##### DEFI

Allier l'utile à l'agréable - réduire l'empreinte carbone de ses trajets et enrichir sa vie culturelle



La ville est pleine de surprises

#### FONCTIONNALITÉS

"Par 4 chemins" me suggère des activités, des événements, des visites selon mon agenda, mes destinations et mes préférences (ex : activités sportives, culturelles, etc). Je peux également profiter de parcours de découverte dans la ville selon mes trajets récurrents, afin de changer de la routine. Ces petits défis de trajets génèrent des jetons s'il sont réalisés avec des transports durables, que je peux transformer en réductions pour d'autres activités.

#### DONNEES PRINCIPALES

Agenda

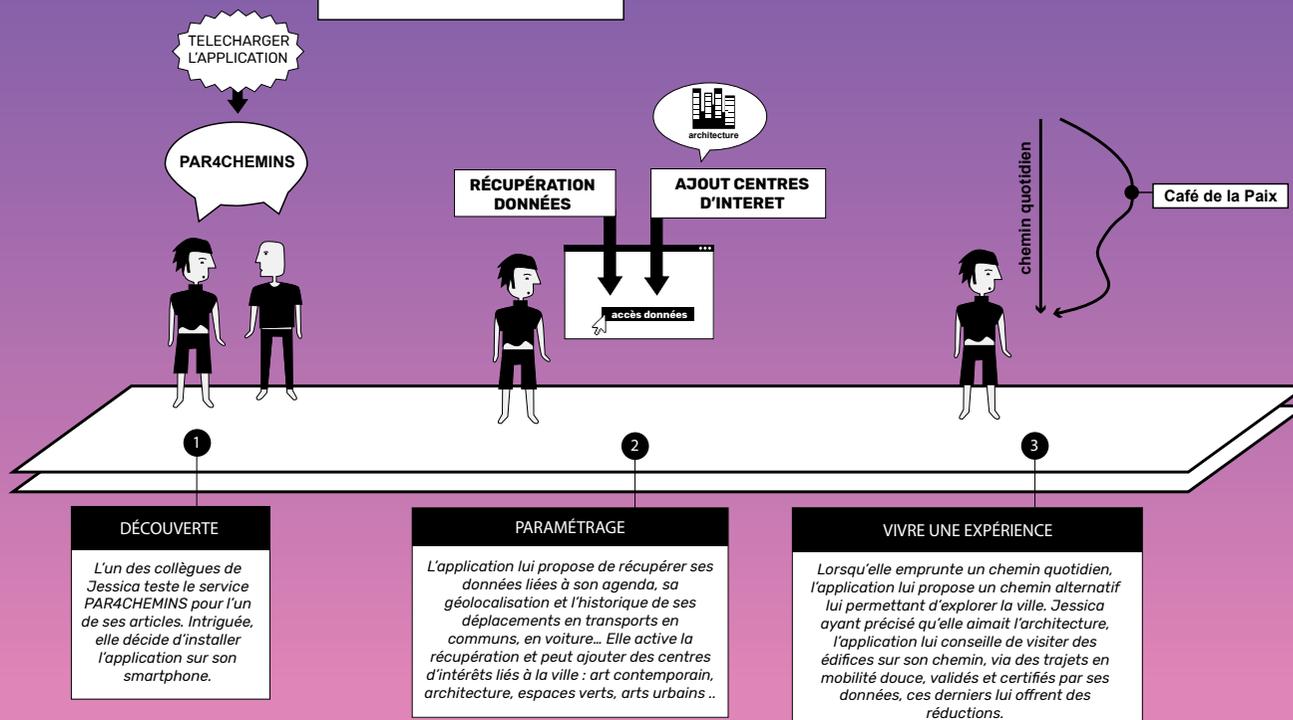
Trajets réalisés (carte transports / TdB voiture / apps QS ...)

Historique géolocalisation (adresse travail, domicile, lieux fréquents, ...).

...

**JESSICA**

- 27 ans
- Journaliste spécialisée en sports extrêmes
- Vit à La Rochelle depuis peu
- Horaires flexibles
- Très connectée
- Passionnée d'architecture

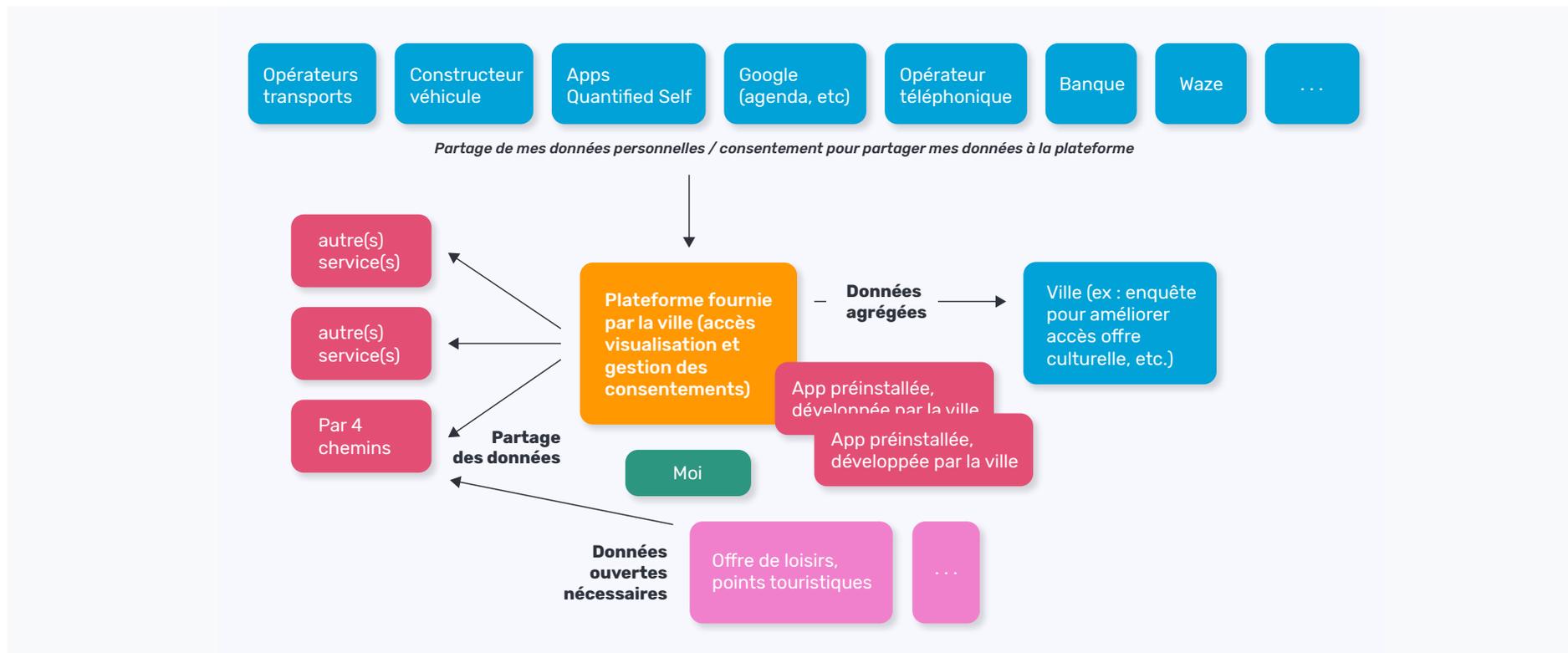


## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - LA PLATEFORME "TIERS DE CONFIANCE"

Ici, "Par 4 chemins" est un service tiers dépendant de la plateforme fournie par la ville. Cette plateforme permet à chaque habitant-e de récupérer ses données et de les stocker de manière sécurisée. Elle dispose également 1) de quelques services intégrés à la plateforme, développés par la ville 2) d'une liste de services tiers certifiés par la ville (API, espace développeur-se-s) 3) d'un tableau de gestion de ses consentements. Sur ce troisième point : lorsqu'un-e individu-e décide d'installer

"Par 4 chemins", la ville donne la liste des données nécessaires à partager aux fournisseurs du service. Ce consentement est révoable à tout moment, de manière lisible et un effort est fait pour permettre à l'individu-e de définir de manière fine les données qu'il-elle souhaite ou non partager. La ville décide des certifications sur la base d'un cahier des charges, d'une charte voire d'un contrat passé entre la ville et les services tiers. Un cadre garantissant aux utilisateur-ric-e-s ce qui est fait

de leurs données par la ville est également présent : aucune donnée personnelle ne peut être utilisée par la ville, seules les données agrégées sont utilisées. A terme, pour penser des usages collectifs, des actions courtes type "campagne" sur la plateforme (ex : "contribuez à une enquête déplacement avec vos données") pourront être envisagées.

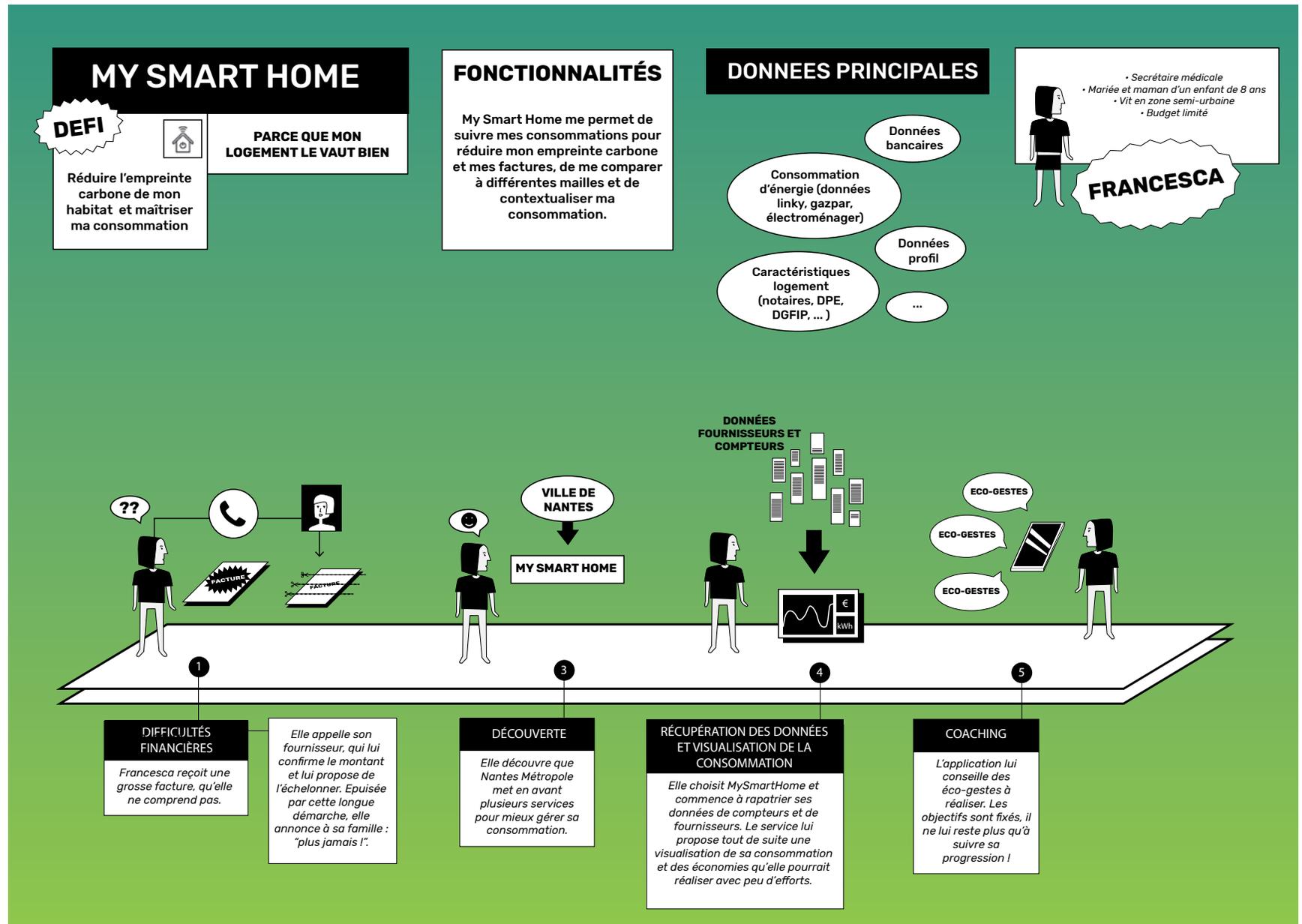


# 1

## MY SMART HOME

LE SELF DATA  
AU SERVICE DE  
LA TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE  
- NANTES  
MÉTROPOLE

### LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

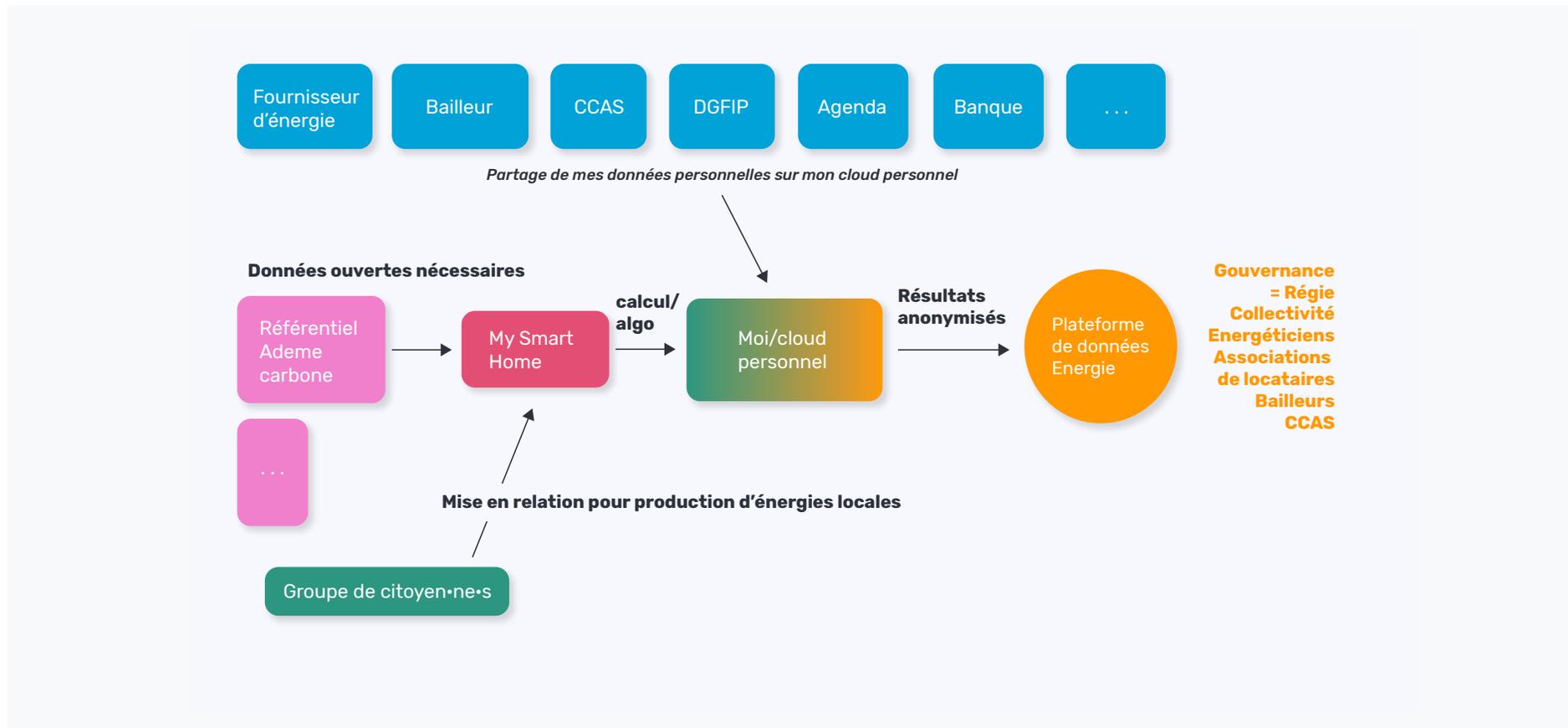


## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - LE **CLOUD PERSONNEL**

My Smart Home est un service tiers reposant sur le *cloud* personnel de l'individu-e. Cependant ces sources de données ont un fort potentiel d'usages collectifs. Pour favoriser une ouverture à l'extérieur sans dénaturer la maîtrise par les individu-e-s, le modèle de régie peut-être envisagé. Il serait ici porté par la collectivité, mais dans une structure de gouvernance mixte (GIP, SPL, Syndi-

cat mixte) dans laquelle la collectivité et d'autres parties prenantes sont présentes (association de locataires, CCAS,...). Son objectif : garantir un usage ouvert et équitable des données, construire le cadre de confiance sans mélanger les rôles. L'aspect collectif du service permettant une organisation entre citoyen-ne-s n'est pas non plus à négliger : on peut bénéficier de conseil, de mise

en relation. Cela permettrait par exemple de renforcer le pouvoir des associations de locataires en connaissant mieux les consommations énergétiques. Enfin, le modèle à construire doit aussi favoriser des politiques publiques sociales, comme la lutte contre la précarité énergétique.



# 2

## LA TOQUE VERTE

LE SELF DATA  
AU SERVICE DE  
LA TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE  
- NANTES  
MÉTROPOLE

### LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

#### LA TOQUE VERTE

**DEFI**

Connaître et agir sur l'impact de mes choix alimentaires

**MON COACH ALIMENTAIRE**

#### FONCTIONNALITÉS

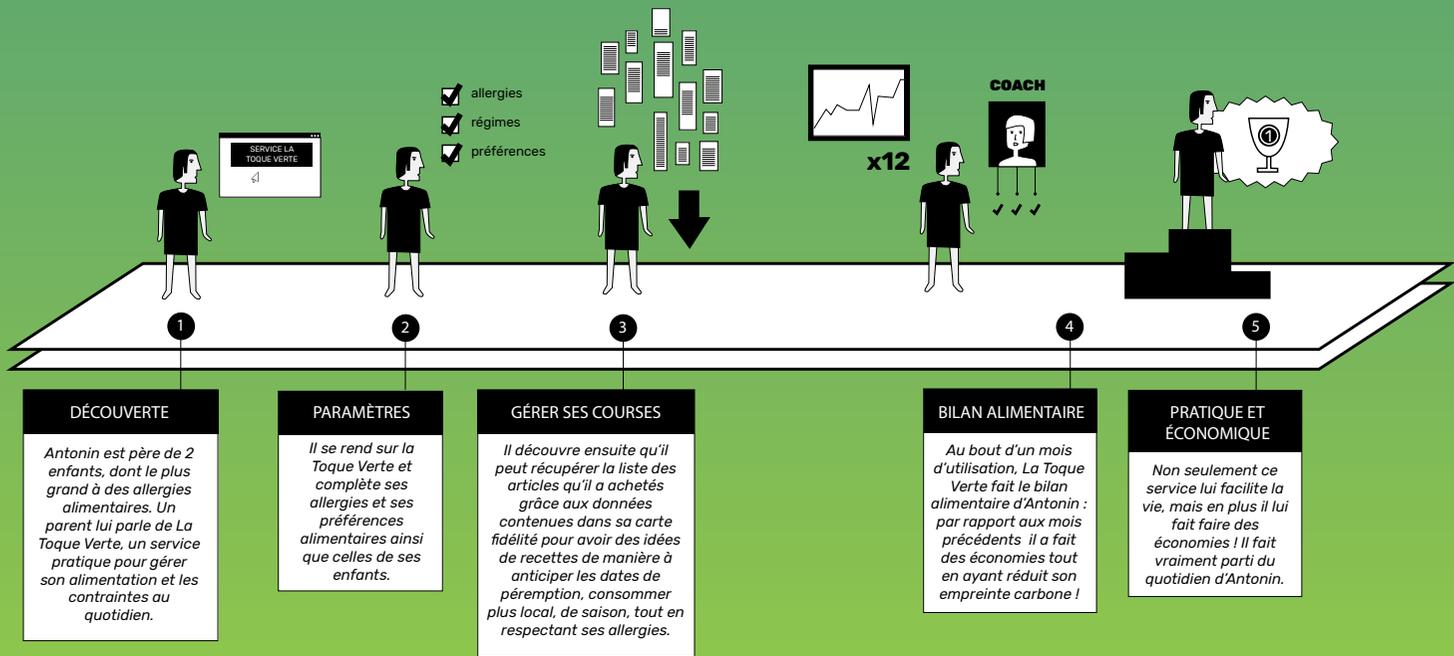
Sur la base de vos données de consommation quotidienne, La Toque verte vous permet d'évaluer votre empreinte carbone alimentaire et de bénéficier de conseils pour la réduire et éviter le gaspillage tout en vous facilitant le quotidien (idées recettes, listes de courses, ...) selon votre budget.

#### DONNEES PRINCIPALES

- Achats alimentaires (carte de fidélité, carte tickets-restaurants, ...)
- Open Data : score écologique chez Open Food Facts.
- Données bancaires
- Modes de vie : transports, habitat, santé, composition du foyer
- ...

**ANTONIN**

- Papa de deux enfants de 10 et 14 ans
- Utilise peu les nouvelles technologies
- Conscientieux sur les questions alimentaires
- Tête en l'air, adore les post-it

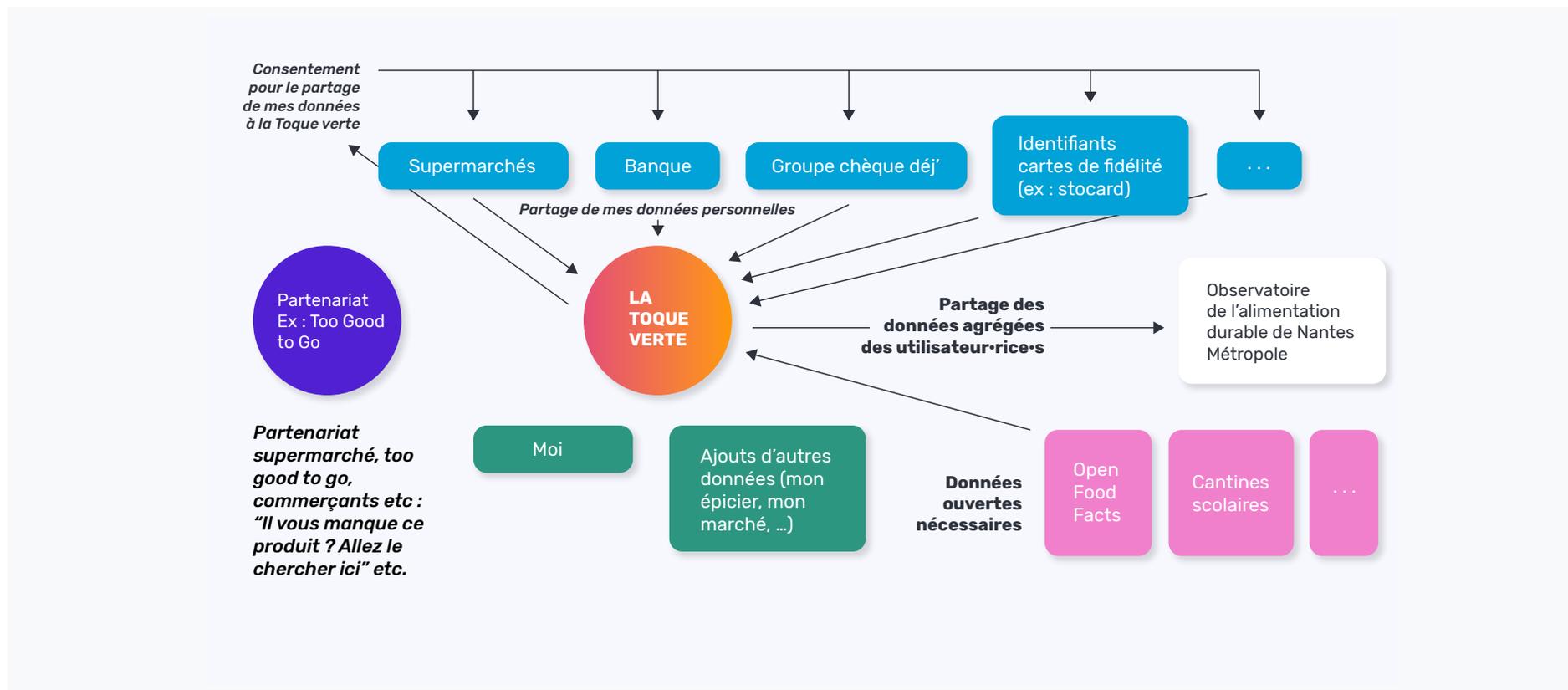


## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - LE TRANSFERT DIRECT

Le cas d'usage La Toque verte se prête ici bien au modèle de "transfert direct". Le service peut en effet être fourni par la Métropole de Nantes avec seulement quelques détenteurs de données qui acceptent de partager avec leurs client-e-s les données qu'ils ont sur eux-elles : grandes surfaces, groupes chèques déjeuner. Le 360° sur ses données n'est donc pas nécessaire et la simplicité du modèle basé sur un consentement précis des

individu-e-s peut suffire. Dans le cas d'une augmentation du nombre de détenteurs nécessaires pour fournir le service, en particulier les données bancaires, ou les données de santé (allergies alimentaires, etc), le passage au modèle "cloud personnel" serait probablement à préconiser. Ce cas d'usage peut s'intégrer au PAT (Projet Alimentaire Territorial) de Nantes Métropole pour construire ce service avec les Nantais-es. L'articulation avec

le futur Observatoire de l'Alimentation Durable permet de créer de la connaissance commune au niveau territorial grâce au Self Data et de tirer ensemble de la valeur des données personnelles. A envisager : promotion de groupements de commerçants locaux qui signent une charte commune.



# 3

## ZEUS TECHNO

LE SELF DATA  
AU SERVICE DE  
LA TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE  
- NANTES  
MÉTROPOLE

### LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

#### ZEUS TECHNO

**DEFI**

Contribuer à la production d'énergies propres dans mon quartier ou ma ville

**PHOTOVOLTAIC PLANT AS A SERVICE**

#### FONCTIONNALITÉS

Zeus techno vous propose de simuler techniquement et économique votre potentiel d'autoconsommateur. Selon vos résultats, Zeus vous propose une formule d'abonnement et s'occupe de l'installation et de la maintenance de votre production d'énergies propres.

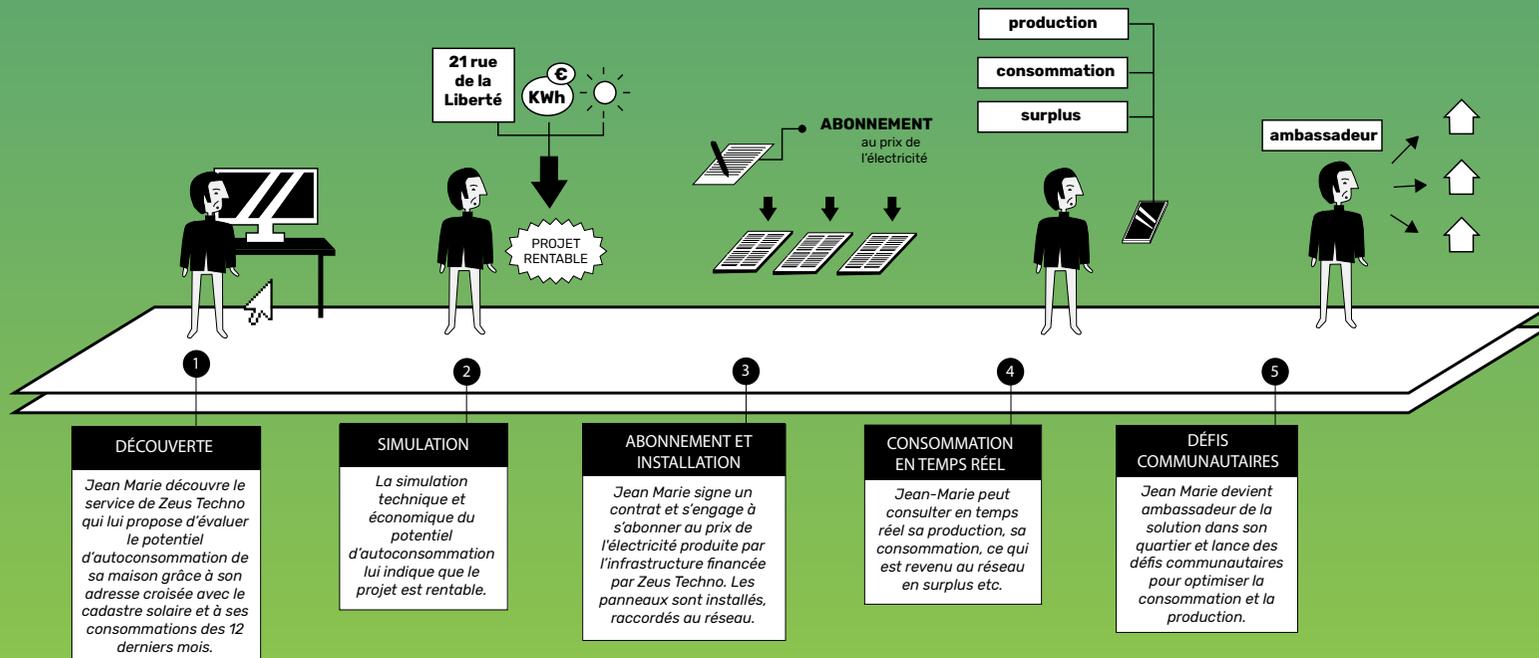
#### DONNEES PRINCIPALES

- Coût infrastructures
- pratiques du foyer
- Données de consommation et de production compteurs intelligents
- météo
- Aides publiques et conditions
- Caractéristiques du bâtiment
- ...



• Directeur administratif  
• Propriétaire  
• Vit avec son mari depuis 18 ans  
• Très actif  
• Connecté à des dispositifs numériques

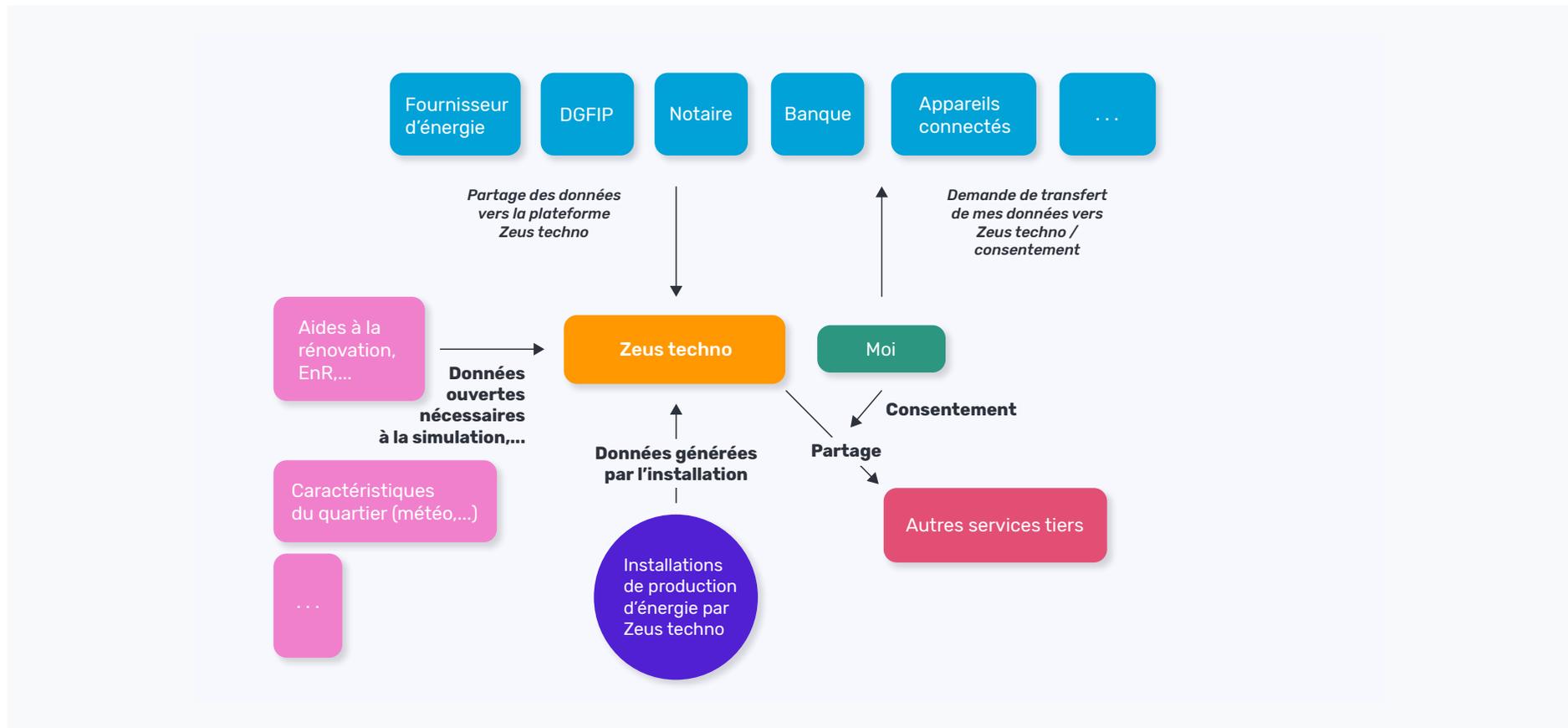
### JEAN-MARIE



## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - LA PLATEFORME "TIERS DE CONFIANCE"

"Zeus techno" c'est : 1) un opérateur : il installe des panneaux solaires, les raccorde au réseau, et propose une formule d'abonnement ; 2) un service qui permet aux individu·e-s de : simuler leur potentiel d'autoconsommateur·rice sur la base de leurs données et de proposer une offre "Zeus Techno" ; gérer leurs données énergétiques de consommation, mais aussi d'autoproduction et de

revente (générées par les installations de Zeus Techno) ; 3) une plateforme : Zeus Techno dispose d'une API, permettant aux individu·e-s de repartager leurs données avec des services tiers s'ils-elles le souhaitent (par exemple : services dérivés de Zeus Techno : recharge de véhicule électrique, location de voiture,...)





# WEMIX

LE SELF DATA  
AU SERVICE DE  
LA TRANSITION  
ÉNERGÉTIQUE  
- NANTES  
MÉTROPOLE

## LE CONCEPT ET SON SCÉNARIO D'USAGE

### WE MIX

**DEFI**

Contribuer à la production d'énergies propres dans mon quartier ou ma ville

**TOUS.TES ACTEUR.ICE.S DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**

### FONCTIONNALITÉS

We Mix me permet de savoir s'il existe des collectifs centrés sur l'autoconsommation près de chez moi, et de simuler d'après mon profil et mon logement le meilleur mix énergétique. Le service me permet de faire une estimation financière et calcule la rentabilité globale du projet.

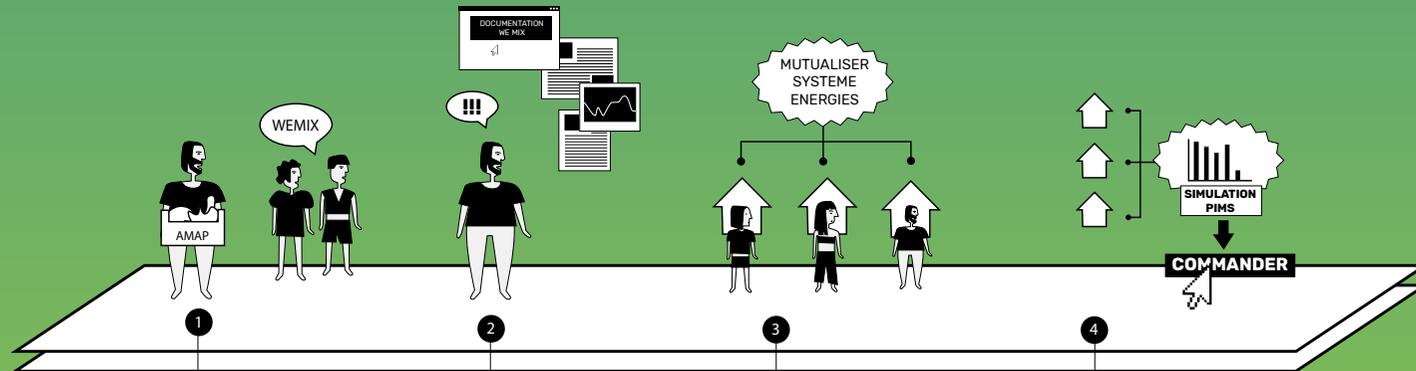
### DONNEES PRINCIPALES

- Caractéristique des logements
- potentiel et rendement production d'EnR
- aides disponibles EnR/logement.
- pratiques du foyer
- Données bancaires
- caractéristiques du quartier
- classe énergétique
- ...



**MOHAMED**

- Jeune militant écolo
- Critique vis à vis de la société
- Bricoleur
- Ingénieur hydrologique
- Adeptes de low tech
- Membre d'une AMAP
- Propriétaire



**DÉCOUVERTE**

A son AMAP, Rémi entend parler de Wemix : un service reconnu d'utilité générale par l'Etat.

**DOCUMENTATION**

À sa première connexion, il comprend le fonctionnement et les valeurs, de nombreux témoignages positifs sont présentés. Il est intéressé !

**UTILISATION COLLABORATIVE**

Il découvre des opportunités de s'associer avec des voisin·e·s intéressé·e·s pour installer des panneaux photovoltaïques et un puits de géothermie pour alimenter le quartier en énergie propre. Il les rencontre, et décide de se lancer.

**SIMULATION ET COMMANDE**

Rémi connecte WeMix à son cloud personnel pour simuler si le potentiel énergétique du quartier est suffisant par rapport à sa consommation et le coût de revient de ces installations d'après les nombres d'associés et les aides disponibles.

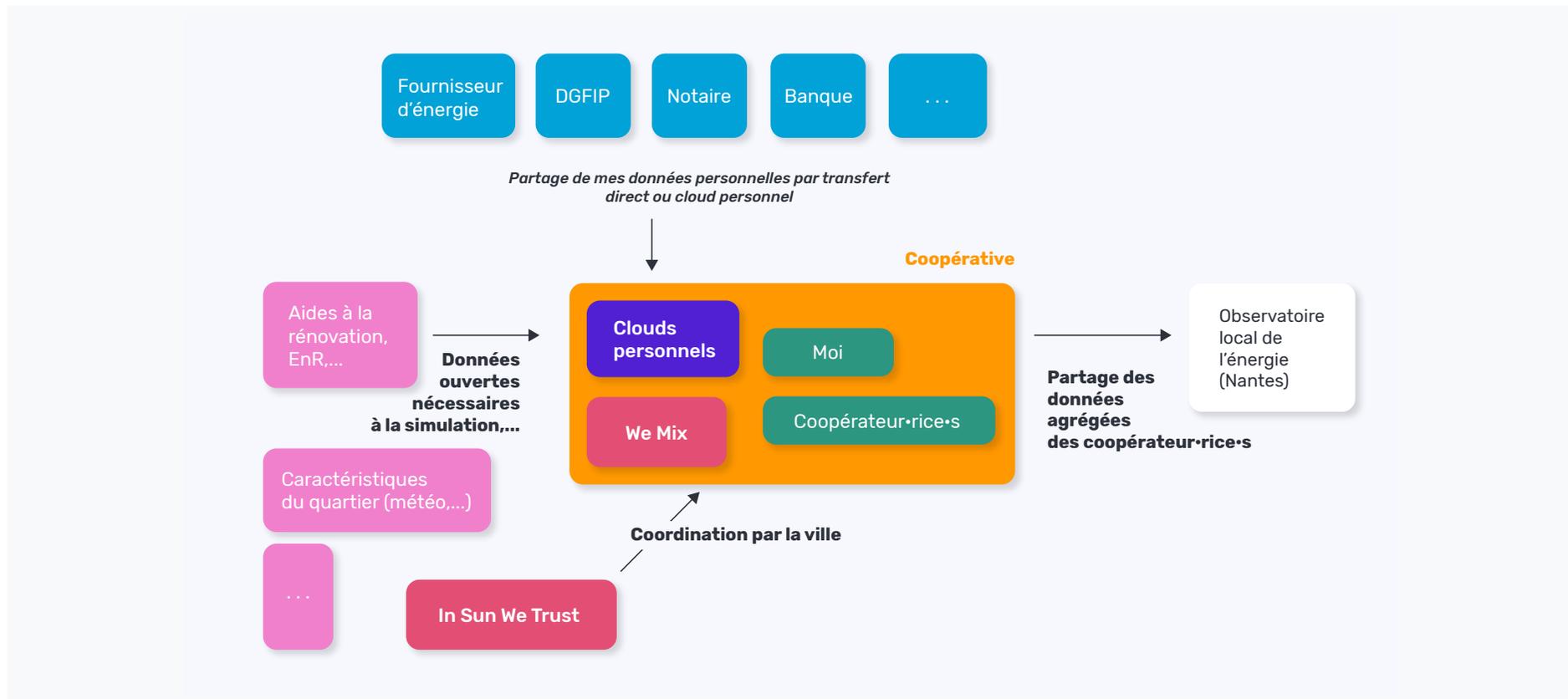
Le résultat est concluant : il commence les travaux avec ses voisin·e·s !

## MODÈLE DE GOUVERNANCE PERTINENT - LA COOPÉRATIVE DE DONNÉES

Wemix est une coopérative de données qui permet de gérer une coopérative de partage de l'énergie. La coopérative de données permet d'atteindre une masse critique de citoyen-ne-s se réunissant à l'échelle locale pour bâtir des moyens de production d'énergie propre. Elle est le socle d'une coopérative de production et de consommation d'énergie. Les coopérateur-ric-e-s décident en commun (et partagent) les coûts de construc-

tion, production et maintenance des infrastructures. La gestion de la donnée est centrale pour le diagnostic : connaître le mix énergétique le plus avantageux d'après le profil des coopérateur-ric-e-s, les priorités de leurs logements et les caractéristiques environnementales telles que la météo. Elle l'est aussi pour la gestion du réseau (type Smart Grid). WeMix s'appuiera de préférence sur des logiciels libres. L'objectif est d'atteindre

une masse critique pour salarier des personnes s'occupant du réseau électrique. D'autres acteurs du territoire sont mobilisés, comme les FabLabs, qui permettent de construire des mini-éoliennes. La ville a pour rôle d'articuler l'initiative avec d'autres projets (ex : In sun we trust - cadastre solaire).



# ATTERRIR : DÉCRIRE UN SCÉNARIO D'EXPÉRIMENTATION SUR VOTRE TERRITOIRE

Vous avez maintenant une idée des données personnelles qui pourraient être partagées aux individu-e-s et la vision des usages qui pourraient émerger de ce partage. Vous avez aussi commencé à réfléchir aux modèles que vous pourriez implémenter et après avoir itéré avec les acteurs tout au long des ateliers, vous savez vers lesquels vous souhaitez aller. Mieux, grâce aux ateliers vous avez pu commencer à discuter des moyens dont vous disposerez pour votre expérimentation.

C'est le moment de se poser quelques questions avant l'atelier qui réunira les acteurs pour réfléchir à un ou plusieurs scénarios d'expérimentation. Selon vous quels pourraient être les objectifs principaux d'une expérimentation Self Data sur votre territoire ? Qui pourrait-elle concerner comme testeur-se-s ? Et combien ? Quels cas d'usages imaginés précédemment voulez-vous leur faire tester ?

Disposer de ces trois points de départ (objectifs, testeurs, cas d'usage) vous permet de ne pas démarrer l'atelier sur une page blanche pour votre scénario. Cependant il sera utile de réévaluer les

objectifs avec les participant-e-s de l'atelier pour faire converger les intérêts de (potentiels) partenaires de l'expérimentation avec ceux de la collectivité et des habitant-e-s avant de décrire le scénario d'expérimentation du Self Data. Vous pourrez par exemple leur demander : "qu'est-ce que vous aimeriez apprendre et/ou réussir et/ou prouver d'une expérimentation Self Data sur la thématique ....?" ; "de quoi avez-vous besoin pour valider/faire partie de cette expérimentation ? ex : d'un dossier ficelé juridiquement - où vont les données, quand, comment - avec un schéma clair" ; ou encore "qu'est-ce qu'on veut éviter à tout prix ? ex : une expérimentation qui ne commence que dans 3 ans, des testeur-se-s pas du tout intéressé-e-s..."

Il sera ensuite temps de se mettre en groupe et de décrire l'expérimentation telle qu'elle pourrait exister, avec son calendrier, ses données personnelles partagées, ses testeur-se-s, ses acteurs, ses cas d'usage/ses développements, etc.

A La Rochelle par exemple, nous avons travaillé sur deux scénarios, un premier autour de "Mobilités Partagées" et un second autour de "Mon Coach Mobilité". Nantes Métropole a privilégié les scénarios "La Toque Verte" et imaginé un scénario regroupant deux cas d'usage (My Smart Home et Zeus Techno) baptisé "Hestia & Zeus". Au Grand Lyon, nous avons travaillé sur le scénario "Mon Parcours Social" (qui reprend également le cas

d'usage "Mes Aides Directes") et le scénario "Sortia Lyon".

**Les pages suivantes décrivent le résumé de ces scénarios.** Mais vous pouvez [en retrouver le détail sur ce lien](#) ainsi que la méthodologie pour arriver à ce résultat en **annexe 5**. Il ne s'agit pas ici de la feuille de route finale retenue par ces trois villes. Suite à l'atelier, de nombreuses itérations en interne et avec les possibles partenaires ont permis à chacune d'entre elles de recentrer leurs objectifs, leurs déroulés, calendriers et budgets. Préparer une expérimentation avant de pouvoir l'annoncer officiellement prend du temps, surtout pour des acteurs publics au calendrier électoral précis, soyez donc patient mais gardez l'œil ouvert, ces trois territoires n'en ont pas fini avec le Self Data !

## LE SELF DATA AU SERVICE DE L'ACTION SOCIALE - GRAND LYON

*Retrouvez le détail des deux scénarios (p. 22 à 28)*

### 1. Expérimentation "Mon Parcours Social"

#### Objectifs

- » Faciliter le suivi de son parcours pour les personnes en situation de réinsertion sociale et simplifier leurs démarches en leur permettant, sur la base de leurs données, de comprendre à quelles aides ils-elles ont droit.
- » Créer un dialogue sur la base des données entre le-la travailleur-se social-e, médiateur-ric-e et testeur-se.

#### Déroulé synthèse

- » 50 testeur-se-s volontaires peuvent récupérer leurs données personnelles relatives à leur situation sociale sur leur *cloud* personnel, fourni par la Métropole de Lyon. Ils-elles sont en situation de réinsertion sociale, touchant le RSA, et ont besoin de bénéficier d'une vision de leur situation qui évolue rapidement et régulièrement. -> Développement des connecteurs nécessaires pour rapatrier une copie des données personnelles de la CAF, de la Métropole (et si possible de la DGFIP, etc) de chaque testeur-se sur chacun de leur *cloud* personnel.

- » Sur le "store" de leur *cloud* personnel, est mise à disposition une application "Mon Parcours Social" développée par la Métropole qui permet, sur la base de leurs données : de les visualiser (tableau de bord) ; de simuler leurs aides et de préfigurer leurs dossiers en lien avec le service "Mes Aides" (récupération du questionnaire) ainsi que de préparer le dossier de demande de l'aide indiquée (génération d'une "liasse" de PDF et données stockées dans le *cloud* personnel) ; de partager à un-e travailleur-se social-e une vue spécifique de son tableau de bord ("interface T.S.") pour lui permettre de mieux apprécier sa situation et d'ajouter des données pour générer un bilan qui apparaîtra alors dans le tableau de bord des testeur-se-s.
- » Un fort accent est mis sur l'accompagnement des testeur-se-s et des travailleur-se-s sociaux-les pour penser l'application, l'arrivée sur le *cloud* personnel mais également pour se saisir de l'outil. #médiateurs #MDM (Maisons de la Métropole)

### 2. Expérimentation "Sortia Lyon"

#### Objectifs

- » Simplifier l'accès des testeur-se-s à des tarifs réduits pour des offres culturelles.
- » Évaluer l'effet de stigmatisation de la présentation de pièces justificatives du tarif réduit et imaginer des manières de l'éviter.

#### Déroulé / synthèse

L'expérimentation "Sortia Lyon" est dérivée de celle de "Mon Parcours Social" et a besoin des mêmes données. Elle peut se réaliser seule, à la place de "Mon Parcours Social", sur la base du même calendrier/même budget, ou bien être réalisée en même temps. Dans ce cas-là, le budget et le calendrier devront refléter ces trois points supplémentaires.

- » Lors de la phase préparatoire : la mise en place d'une étude sociologique exploratoire qui permettra de décrire plus précisément les besoins. Qu'est-ce qui se joue dans le "stigmat" culturel ? Quels sont les freins aux tarifs réduits ? Quels sont les publics cibles, etc ?
- » Les testeur-se-s ne sont potentiellement pas les mêmes que pour "Mon Parcours Social". Un second recrutement pourrait donc être réalisé, sur la base de l'étude précédente.
- » En plus de l'application "Mon Parcours Social" disponible sur le store du *cloud* personnel, l'application "Sortia Lyon" pourrait être développée pour permettre aux testeur-se-s de disposer d'un tableau de bord affichant son profil social et l'offre culturelle disponible à Lyon avec les prix contextualisés directement selon les tarifs auxquels ils-elles ont droit. Ils-elles auront également la possibilité de cliquer sur un événement qui leur plaît, d'être renvoyé-e au site d'achat, de payer le prix réduit et soit de partager la pièce/donnée justificative (qui est dans le *cloud* personnel du testeur) nécessaire directement lors de l'achat, soit de générer, comme pour "Mon Parcours Social", le PDF qu'il-elle lui faudra présenter lors de l'entrée à l'événement.

# LE SELF DATA AU SERVICE DE NOS MOBILITÉS DURABLES - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION (CDA) DE LA ROCHELLE

*Retrouvez le détail des deux scénarios (p. 3 à 12)*

## 1 - Expérimentation "Mobilités Partagées"

### Objectifs

- » Vérifier l'intuition que les données personnelles partagées sont utiles au pilotage du territoire, aux études, etc.
- » Expérimenter les facteurs d'engagement au partage des données par les individus pour l'intérêt public.
- » Explorer le potentiel des coopératives de données.

### Déroulé / synthèse

- » 50 testeur-se-s, agents de la CDA ou postiers, disposent de l'application Open Source "Traces" (Fabrique des Mobilités de l'Ademe) qui permet déjà de récupérer ses données de géolocalisation, de disposer d'un tableau de bord de ses déplacements (data-viz, calcul CO2, ...) et de les partager.
- » Deux autres types de données au moins leur sont partagées sur Traces : données CDA Yélo (transports en communs, vélo et voitures en libre-service, ...) et si possible Thalès (usage parking).

-> Des connecteurs sont développés pour permettre le transfert des données des testeur-se-s de la CDA et Thalès à l'application Traces.

- » La décision de partager ses données à des tiers pour des études etc, est prise en commun par les testeur-se-s lors de réunions, de débats (mode "coopérative", une personne = une voix) -> il ne s'agit pas de permettre un partage pour un résultat pertinent avec seulement 50 testeur-se-s mais plutôt d'étudier les facteurs de motivation du partage par les individu-e-s.

## 2 - Expérimentation "Mon Coach Mobilité"

### Objectifs

- » Tester l'hypothèse Self Data : "le partage de mes données me permet de mieux les maîtriser".
- » Déterminer s'il est possible pour les testeur-se-s d'obtenir un calcul intéressant de leur empreinte carbone / de leur budget mobilité sur la base des données qui leur sont partagées.
- » Observer des changements de comportement (plus secondaire, si le cas d'usage peut être développé plus profondément).

### Déroulé / synthèse

- » 50 testeur-se-s, agents de la CDA ou postiers sont équipé-e-s chacun d'un *cloud* personnel qui leur permet de gérer et administrer leurs données. Leurs don-

nées CDA Yélo (transports en communs, vélo et voitures en libre-service, ...) et si possible Thalès (usage parking) et SNCF (usages trains) leur sont partagées. -> Développement de connecteurs des détenteurs vers le *cloud* personnel.

- » Sur le "store" de leur *cloud* personnel, est mis à disposition une application développée par un prestataire de la CDA qui permet, sur la base de leurs données : de visualiser l'empreinte carbone et le coût de leur mobilité ; d'obtenir des conseils personnalisés pour la réduire (en second temps si cela est possible financièrement de développer une telle fonctionnalité) ; de partager le résultat de leur score CO2 à l'agrégateur carbone de la CDA. -> Développement d'une application spécifique.
- » Les testeur-se-s sont animé-e-s et suivi-e-s (chercheur-se-s) pendant toute la durée de l'expérimentation

# LE SELF DATA AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - NANTES MÉTROPOLE

Retrouvez le détail des deux scénarios (p. 12 à 22)

## 1. Expérimentation "Hestia & Zeus"

### Objectifs :

- » Estimer si l'accès à et la réutilisation de leurs données de consommation régulière et croisées avec d'autres permettent aux individu·e-s de réduire leur consommation, d'être incité·e-s à engager des démarches de rénovation énergétique.
- » Comprendre comment des dispositifs numériques comme ceux de l'expérimentation Self Data peuvent s'articuler avec des dispositifs de défis citoyens ciblés sur l'accompagnement direct (ex - défi famille à énergie positive) - et par association permettre d'élargir les publics concernés.

### Déroulé / synthèse

- » 100 testeur·se-s forment la promotion 2020/2021 des Familles À Énergie Positive : une moitié du panel a déjà réalisé des travaux de rénovation, l'autre non et vit dans des passoires énergétiques. Un second panel, de 1000 testeur·se-s volontaires est constitué, il sera moins accompagné en présentiel - et n'est pas forcément composé de propriétaires.
- » Les deux panels disposent d'un outil, espace personnel sécurisé, qui leur permet de récupérer leurs

données des détenteurs partenaires (Enedis, GRDF, EDF, Engie, etc) et d'ajouter les données concernant les caractéristiques de leur logement et dates/factures de travaux éventuels de rénovation. -> Commande publique - en souhaitant que des services type tableau de bord, aide à la rénovation, etc, répondent à l'appel pour enrichir un service existant plutôt que de démarrer de zéro.

- » Les testeur·se-s pourront alors tirer différents usages de leurs données personnelles. Etape 1 "HESTIA" : le service leur permet de visualiser leurs données, de bénéficier de conseils personnalisés d'écogestes et de suivre si les écogestes réalisés ont réussi. Etape 2 "ZEUS" : le service leur permet de leur donner une indication sur le retour sur investissement des travaux de rénovation énergétique pour les propriétaires ayant réalisé des travaux et de visualiser les économies réalisées par des propriétaires aux profils similaires pour se sensibiliser aux avantages de la rénovation.

## 2. Expérimentation "La Toque Verte"

### Objectifs :

- » Permettre aux individu·e-s de comprendre l'empreinte carbone de leur alimentation, leur donner à voir de manière simple et concrète l'impact de leurs achats.
- » Offrir aux individu·e-s la possibilité de choisir des alternatives, plus respectueuses de l'environnement.

- » Contribuer à la création de connaissance commune - permettre aux individu·e-s de partager certaines de leurs données (anonymisées, pseudonymisées) avec l'observatoire de l'alimentation durable.

### Déroulé / synthèse

- » 100 testeur·se-s forment la promotion 2020/2021 des Familles Défi Zéro Gaspi (accompagnement en présentiel, etc). Ils-elles sont doté·e-s d'une application pour récupérer leurs données personnelles alimentaires d'au moins trois partenaires détenteurs de données (grandes surfaces) pour suivre et réduire l'empreinte carbone de leur alimentation et se sensibiliser au gaspillage et à à l'impact de leurs achats.
- » Une campagne de recrutement est menée par Nantes Métropole pour recruter des individu·e-s volontaires pour expérimenter. Ils-elles doivent être client·e-s d'au moins deux des trois détenteurs de données qui acceptent de les leur partager dans le cadre de l'expérimentation (ils-elles doivent disposer de la carte de fidélité). -> Développement des connecteurs pour le partage des données.
- » Les testeur·se-s pourront alors tirer différents usages de leurs données personnelles pour : visualiser l'empreinte carbone de leur alimentation ; trouver des alternatives pour certains achats ; contribuer à la création de connaissance commune - partager certaines de leurs données (anonymisées, pseudonymisées) avec l'observatoire de l'alimentation durable ; se comparer avec d'autres et partager leurs expériences. -> Développement de l'application - calcul de l'empreinte carbone avec croisement Open Food Facts + Base carbone Ademe.



04

**"ON S'Y MET ?"**  
**LES *PROTIPS* D'ACTEURS**  
**EXPERTS DU SELF DATA.**

# 04

## "ON S'Y MET ?" LES PROTIPS D'ACTEURS EXPERTS DU SELF DATA.

Nantes Métropole, le Grand Lyon et l'agglomération de La Rochelle ont été pionnières pour se lancer dans le Self Data. Chacune de leur côté, ces villes ont pu faire émerger une dynamique sur leur territoire : un groupe d'acteurs motivés, des ambassadeur-ric-e-s, une bonne conception des données qui pourraient être partagées et des cas d'usage pour les réutiliser, de grandes orientations vers des modèles de gouvernance, et enfin des scénarios d'expérimentation suffisamment solides pour pouvoir envisager la suite. Les moments de partage publics communs aux trois villes ont été clefs pour structurer ces travaux et itérer sur les problématiques et opportunités d'une telle politique. A titre d'exemple, l'un des chantiers où la coopération entre villes porteuses du Self Data est nécessaire porte sur le partage des données : les mêmes détenteurs se retrouvent sur différents territoires et thématiques. **Se coordonner faciliterait à tous la mise en place d'expérimentations. Si vous vous lancez dans le Self Data, nous espérons donc que vous partagerez vos stratégies et intentions au sein de collectifs ou de coalitions !**

Une expérimentation Self Data rassemble les trois ingrédients suivants :

- » **des testeur-se-s : des individu-e-s qui vont devenir maître-sse-s de leurs données pendant l'expérimentation, en tirer des usages et potentiellement être observés par des chercheur-se-s ;**

- » **des données personnelles "rendues" par des détenteurs : des organisations qui détiennent des données sur leurs client-e-s, leurs usager-e-s vont mettre en place des canaux de transmission pour les leur partager à eux-elles et eux-elles seul-e-s ;**
- » **des usages qui s'appuient sur ces données : des outils seront développés pour permettre aux testeur-se-s de tirer des usages de leurs données (les stocker de manière sécurisée, les administrer, les partager, les croiser et les utiliser via des fonctionnalités).**

Pour le propos de ce kit, nous devons bien garder à l'esprit que les conseils qui suivent se reportent à des expérimentations Self Data et non à des pilotes. L'objectif d'une expérimentation est d'apprendre, quitte à faire des erreurs, l'objectif d'un pilote sera plutôt de faire la démonstration de la viabilité du concept. Ces prérequis conduisent à ce que l'expérimentation Self Data devienne ainsi la conjonction de trois types d'expérimentations :

- » **une expérimentation sociologique ;**
- » **une expérimentation de conduite du changement dans de grandes organisations ;**
- » **une expérimentation de politiques d'innovation : le lancement de nouveaux outils.**

Pour vous guider dans ce projet un peu fou nous avons rassemblé les points d'attention de nos connaissances dans la conduite d'expérimentations Self Data.

1

**EXPÉRIMENTATION  
SELF DATA :  
LES 10 QUESTIONS  
À SE POSER**

2

**EXPÉRIMENTATION  
SELF DATA :  
LES 10 LEVIERS À  
ACTIVER**

3

**EXPÉRIMENTATION  
SELF DATA :  
LES 7 ERREURS À  
ÉVITER**

4

**EXPÉRIMENTATION  
SELF DATA :  
LES 10  
COMMANDEMENTS  
À RESPECTER**

# 1

## EXPÉRIMENTATION SELF DATA : LES 10 QUESTIONS À SE POSER

### 01

#### QUELS SONT LES OBJECTIFS DE L'EXPÉRIMENTATION ? QU'EST-CE QUE NOUS VOULONS TESTER ?

Il est important de bien isoler un objectif principal : suivre plusieurs lièvres à la fois devient vite difficile lorsque les chemins bifurquent. Formuler et ne pas déborder de l'objectif premier de l'expérimentation est primordial pour la conduite du projet (par exemple "démontrer la valeur du Self Data"). Cependant, bien qu'il soit structurant dans les phases préparatoires, il doit pouvoir être remis en question lorsque le cercle final d'acteurs aura été constitué. La variété des domaines traversés par l'expérimentation amène de nombreux objectifs secondaires dans la discussion (par exemple "faire passer le Self Data à l'échelle"), qu'il faudra subordonner au premier.

### 02

#### QUELLES SONT LES DONNÉES QUI SERONT PARTAGÉES AUX TESTEUR·SE·S DANS L'EXPÉRIMENTATION ? QUI SONT LES DÉTENTEURS ?

Une expérimentation Self Data sans détenteurs de données c'est comme une fondue sans fromage, cela n'a pas de sens. Il va falloir vous entourer de détenteurs dès le début et travailler avec eux pour créer les canaux du partage. Vous devrez trouver des ambassadeur·rices chez chacun d'entre eux qui vous aideront à mobiliser les métiers en interne pour valider la stratégie et la porter jusqu'au déploiement.

### 03

#### QUI SONT LES TESTEUR·SE·S ? COMMENT LES RECRUTER ?

C'est LA question qui va soulever les tensions. Qui recruter comme testeur·se·s : plutôt des "early adopters", ou au moins des gens qui sont déjà intéressés par l'idée de maîtriser leurs données ? Ou plutôt des gens qui au contraire sont peu à l'aise avec le numérique et qui pourraient bénéficier d'une telle démarche ? Il va falloir faire des choix.

### 04

#### QUELS ACTEURS DU TERRITOIRE SONT À MOBILISER ? COMMENT TRAVAILLER ENSEMBLE ?

Entre les détenteurs de données, les associations, les PME, les pôles de compétitivité, les chercheur·se·s, vous allez constituer un tour de table conséquent d'acteurs aux envies et stratégies parfois opposées. Pensez à définir la façon dont votre consortium fonctionnera, avec un accord officiel par exemple (règles de communication, d'entrée dans le consortium, prise des décisions...), une charte que les acteurs s'engagent à suivre - avec potentiellement une charte dédiée pour le chantier recherche/recueil des retours d'usage.

05

## QU'EST-CE QUE LES TESTEUR·SE·S VONT POUVOIR FAIRE DE LEURS DONNÉES ?

Vous n'aurez pas tout de suite la réponse à cette question et c'est normal. On revient à notre paradoxe préféré du Self Data, entre données et services, c'est comme choisir entre la poule et l'oeuf. Faut-il d'abord partager les données et voir ensuite ce qui émerge comme usage ou bien partir des usages pour voir quelles données devraient être partagées ? Dans le cadre du Pilote MesInfos, nous avons fait le premier choix afin de ne pas préjuger de l'intérêt des données et se laisser surprendre par des usages. Mais le risque de concentrer nos efforts sur des données qui n'ont pas grand chose à voir les unes avec les autres était grand. Dans le cas d'un projet de Self Data Territorial, le deuxième choix est privilégié : vous savez, avant de démarrer votre expérimentation, les cas d'usages qui vont émerger - tout en gardant une certaine flexibilité - et donc quelles données devraient être partagées.

06

## QUI DÉVELOPPE QUOI ? COMMENT ?

Qui dit expérimentation Self Data dit services tiers réutilisateurs qui fournissent aux individu·e·s une valeur d'usage sur leurs données. Et qui dit service tiers dit potentiellement plateformes d'agrégation des données (*cloud* personnel, tierce, régie, ...). Les acteurs publics locaux chefs de file du Self Data n'ont pas à développer leur propres plateformes ou services. Ils peuvent s'appuyer sur l'écosystème local, sur des services existants, ouvrir des appels d'offre publics...

07

## QUI FINANCE QUOI ?

Une expérimentation Self Data coûte chère : gestion de projet, prestations techniques, designers, animateur·rice·s de panels de testeur·se·s... Après avoir évalué le budget, vous aurez besoin de constituer un dossier de partenariat détaillant le coût pour rejoindre l'expérimentation et trouver des partenaires financiers. Vous pouvez établir plusieurs paliers. Vous aurez besoin de partenaires associés (association, pôle de compétitivité, etc) qui participent au projet car leur expertise est essentielle. Les partenaires financiers sont également souvent les détenteurs de données qui sont là soit pour les partager (et dans ce cas, le palier financier peut être plus haut, car cela demande plus d'accompagnement) soit pour apprendre à les partager à moyen et long terme.

08

## QUI GÈRE LE PROJET ? DE QUELLE FAÇON ?

Le projet devra être porté par au moins (au moins !) un Equivalent Temps Plein, selon la taille de l'expérimentation. L'acteur public local peut déléguer la gestion à un prestataire mais disposer au sein de la ville d'un·e ou plusieurs ambassadeur·rice·s du Self Data sera nécessaire, pour aller convaincre les détenteurs de données. Le projet peut se découper en différents chantiers, à mener de front : chantier juridique, chantier technique, chantier recrutement, chantier testeur·s·e·s, chantier recherche...

09

## QUELS SONT LES INDICATEURS DE L'EXPÉRIMENTATION ? QUE SOUHAITE-T-ON APPRENDRE ?

C'est la question que toutes les grandes organisations vont vous poser, en particulier si vous avez sollicité des financements nationaux ou européens. Bien que vous soyez là pour apprendre, vous pouvez établir quelques indicateurs, non pas de succès, mais d'évolution. Par exemple si votre objectif est de rétablir la confiance entre individu·e·s et organisations, vous pouvez faire apparaître dans le processus recherche la mesure de celle-ci.

10

## QUEL CALENDRIER SUIVRE ? (ET QUEL EST LE "VRAI" CALENDRIER?)

Les grandes étapes de chaque chantier devront être évaluées, par exemple se fixer une date à laquelle l'intégralité des testeur·se·s doivent avoir l'outil en main, à laquelle les détenteurs de données doivent avoir activé la version finale du partage des données, etc. Une expérimentation Self Data est un projet complexe impliquant de nombreux acteurs, qui n'avancent pas au même rythme, il va donc falloir prévoir de nombreux plans B et une solide procédure de décisions afin de s'assurer qu'elles soient prises rapidement quand un des piliers du planning s'effondre.

## 2

# EXPÉRIMENTATION SELF DATA : LES 10 LEVIERS À ACTIVER

Si la liste de questions à se poser à pu vous alarmer, pas d'inquiétude, le Self Data est également porteur de bonne nouvelle : c'est un concept où tout le monde est gagnant. Malgré le changement profond que le concept de Self Data implique, tous les acteurs - citoyen·ne·s, territoires, détenteurs de données, services numériques - restent prépondérant dans le jeu. C'est un concept intrinsèquement positif et citoyen. Quelque soit le poste ou la fonction de l'interlocuteur, il entendra (presque toujours) que "remettre l'individu·e au centre" signifie le remettre lui·elle-même, individu·e, au centre. Une promesse alléchante qui devrait vous valoir de nombreux allié·e·s.

# 01

## EMBARQUER LES ASSOCIATIONS CITOYENNES, LES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS

Depuis quelques mois, le sujet des données personnelles est suffisamment maîtrisé pour que les associations citoyennes et de consommateurs s'y intéressent, et même parfois se saisissent du sujet. Elles sont importantes pour le bon déroulé du projet : comment remettre au centre de la discussion les individu·e·s sans qu'ils·elles soient représenté·e·s au sein du projet ?

# 02

## ASSOCIER LA CNIL AU PROJET

Parce que le Self Data met en œuvre sur bien des points "l'esprit" du RGPD (et de la Loi Informatique&Liberté), la CNIL - principalement via le LINC (Laboratoire d'Innovation Numérique de la CNIL) - a apporté son soutien aux différentes expérimentations Self Data portées par la Fing au sein du projet MesInfos, participant même à leur construction dès le départ. L'approbation du projet par la CNIL, même informelle (qui se matérialisera par le logo de la CNIL sur les supports, si vous parvenez à établir ce type de partenariat) est nécessaire pour inspirer confiance. Ce sera même décisif pour les futurs partenaires détenteurs de données. L'avantage principal d'un acteur comme la Fing est d'être indépendant par rapport à ses partenaires et donc de représenter un interlocuteur "neutre" pour une telle institution. Cela facilite grandement le dialogue avec les différents services pour formuler des hypothèses, proposer des solutions risquées dans un contexte d'expérimentation à la fois audacieux et limité (dans le temps, le nombre de testeur·se·s).

# 03

## ÉCRIRE ET FAIRE RATIFIER UNE CHARTE DE L'EXPÉRIMENTATION

Une charte apporte une preuve de confiance et est un outil de transparence pour communiquer sur le projet. C'est aussi un outil précieux en interne pour fixer visions et limites qui seront suivies pendant les mois que dureront le projet. Cela permet également de fixer la position du projet sur des points plus controversés (par exemple la farce "monétisation des données") et ainsi sortir ces polémiques chronophages de l'expérimentation. Cette charte représente aussi la première production collective de l'expérimentation, c'est donc l'occasion d'éprouver la dynamique du groupe de partenaires et le processus de prise de décision. Elle permet de révéler les positions de chaque organisation partenaire, et de trouver des solutions et compromis en amont des engagement opérationnels.

# 04

## CHOYER LES SERVICES JURIDIQUES DES PARTENAIRES

Pas de partage de données sans l'aval du service juridique de l'organisation. Il est donc primordial d'avoir leur approbation au plus tôt, dès que le scénario d'expérimentation est stabilisé !

05

## PRÉPARER L'“ARGUMENTAIRE ÉCLAIR” DE L'EXPÉRIMENTATION

Préparer et avoir en bouche une description du projet en quelques phrases, accessibles à tout un chacun, permettra par exemple d'éviter quelques faux sens dans les nombreux articles de presse qui jalonnent le projet ! C'est surtout un outil indispensable vu le nombre d'acteurs qu'il faudra impliquer et les aspects innovants et transformateurs du Self Data. Ce pitch (ou cet “argument”) peut être complété par des exemples de cas d'usages de réutilisation des données personnelles, qui illustrent le sujet et donnent envie à l'interlocuteur d'en savoir plus. Dans le même ordre d'idée, maintenir une FAQ afin d'avoir les meilleurs arguments et les réponses aux premières questions et interrogations vous évitera beaucoup de mauvaises surprises.

07

## JOUER DE L'ASPECT LUDIQUE ET GRATIFIANT D'IMAGINER DES FUTURS DÉSIRABLES

Imaginer un “Siri” qui connaîtrait votre pizza préférée (mais sans vendre l'info à Pizza Hut), un GPS qui vous indiquerait non seulement comment atteindre votre destination, mais aussi quelle destination serait la plus pertinente, ou un frigo qui réprimande vos ados lorsqu'ils se servent trop de soda... Tous les usages sont possibles dans un monde de Self Data, car aucune donnée n'est partagée sans qu'elle soit sous le contrôle de l'individu-e, la question de la surveillance peut donc être occultée lorsqu'on pense les usages. Cela permet au collectif de se lancer dans des approches plus innovantes et imprévisibles. Imaginer de nouveaux services, et se projeter dans leurs usage - qu'ils soient futils ou productifs - peut être très ludique, et apporter énergie, entrain et cohésion au sein du groupe.

09

## TIRER PARTI DE L'ENGAGEMENT DES PERSONNES SUR LE PROJET

Comme évoqué plus haut, les valeurs du Self Data parlent aux collaborateur·rice·s et acteurs du projet en tant qu'individu·e, citoyen·ne... Facteur de motivation, leur propagation permet un engagement important et aussi une proximité entre ces personnes. C'est un formidable levier pour dépasser les nombreux obstacles que rencontrera le projet, et aussi pour le diffuser et pérenniser sa vision. Il faut donc bien veiller à ce que cette alchimie puisse avoir lieu, en ménageant des moments “de plénière”, où les différents acteurs pourront se rencontrer et échanger, voire par la suite, laisser la place à des moments presque informels. Plus ils peuvent avancer sans vous, mieux le projet se portera !

06

## ÊTRE “OPEN” OUVRIR DES PORTES

Sans vouloir faire un mauvais pléonasma, il est vrai que la philosophie des logiciels *open source* se marie bien avec les valeurs d'une expérimentation Self Data. Beaucoup y voient même un prérequis indispensable pour garantir la transparence nécessaire au traitement des données personnelles. Cela peut aussi donner lieu à des coopérations fructueuses entre projets, élargissant ainsi le soutien et l'impact de l'expérimentation. L'aspect libre (et potentiellement gratuit) simplifie beaucoup l'adoption et l'usage de solutions logicielles et d'outils pour le projet, par rapport à des solutions propriétaires qui pourraient demander des accords de confidentialité, des contrats...

08

## DESSILOTER LES ORGANISATIONS

Le caractère transverse des données personnelles au sein d'une organisation transforme naturellement l'expérimentation Self Data en un séminaire inter-services pour les partenaires. Et ceci a une vraie valeur, qui a le grand avantage d'être mieux connue que les vertues du Self Data. C'est un bon levier, notamment sur les aspects pratiques par exemple, pour convaincre et trouver de la disponibilité chez des collaborateur·rice·s.

10

## MOBILISER LE RÉSEAU INTERNATIONAL MYDATA

Déjà, ils seront ravis de savoir que des acteurs se lancent dans des implémentations concrètes du concept (pour rappel : MyData = Self Data) et pourront mettre en valeur votre projet au sein du réseau, constitué d'experts et d'acteurs de terrains du monde entier qui pourront vous apporter des connaissances et retours d'expériences utiles.

# 3

## EXPÉRIMENTATION SELF DATA : LES 7 ERREURS À ÉVITER

Nous vous proposons quelques lignes pour éviter certains pièges et fausses bonnes idées qui pourraient émerger de vos expérimentations. Finalement, c'est un peu ce que nous aurions aimé penser à faire nous-mêmes lorsque nous avons lancé l'expérimentation et pilote MesInfos.

### 01

#### LES HACKATHONS, C'EST NON (?)

Au-delà de ce cri militant, c'est une question d'objectif et de pragmatisme. Hackathons et concours d'applications ne peuvent pas aboutir à des produits éprouvés (fiables, faciles d'usage, intuitifs, ...). Ils permettent de diffuser de nouvelles opportunités dans une communauté, de pousser un cran plus loin de nouvelles idées, de créer de l'activité (un embryon de "buzz") autour d'un sujet, voire de former des équipes et faire émerger des projets. La question est alors simplement : est-ce que ces caractéristiques sont intéressantes pour atteindre l'objectif de l'expérimentation ?

Par exemple, si l'objectif premier de votre expérimentation Self Data est de diffuser et d'inscrire les valeurs du Self Data dans les services numériques de demain, alors un hackathon est un outil intéressant. Au contraire, si l'objectif de l'expérimentation est d'observer le comportement des individu·e·s sur l'usage d'un service Self Data, alors il faudra se tourner vers un service suffisamment fiable pour être largement utilisé, en autonomie, par les individu·e·s.

### 02

#### BIEN ESTIMER LES PÉRIODES CREUSES POUR LE RECRUTEMENT DES TESTEUR·SE·S

Semaine du 15 août, entre Noël et le jour de l'an, ponts de mai, rentrée, vacances, ... L'année est une succession de périodes exceptionnelles, durant lesquelles la disponibilité des gens est difficile à anticiper, d'autant plus qu'elle dépend du cas d'usage : un jour de Noël, un jeu pour smartphone aura sa meilleure audience, un questionnaire de recherche son pire taux de réponse. Mais, si le sujet est complexe, il sera probablement connu des animateur·rice·s de réseau de la communauté de testeur·se·s ciblé·e·s que vous aurez pris soin de recruter.

### 03

#### ANTICIPER LE DÉSENGAGEMENT DES TESTEUR·SE·S

Sur des expérimentations longues de plusieurs mois, il semble inévitable qu'une majorité du panel de testeur·se·s recruté·e·s au début abandonnent en cours d'expérimentation. C'est en tout cas ce que disent les statistiques. Et justement, taux de rétention, taux d'abandon, sont des caractéristiques bien documentées dont il faut tenir compte dans la planification des observations sociologiques, dans le dimensionnement technique et pour fixer l'objectif du nombre de personnes à recruter. Il faut également penser des usages à tester en accord avec la périodicité des testeur·se·s (réurrence des usages vs durée de l'expérimentation) : si vous avez pensé un usage qui va permettre aux individu·e·s de déménager plus facilement, de changer d'opérateur, rappelez-vous que très peu d'entre eux·elles vont réellement déménager et que changer d'opérateur se fait une fois pendant l'expérimentation.

04

## LANCER LE RECRUTEMENT SEULEMENT QUAND L'ENVIRONNEMENT DE TEST EST PRÊT...

...Et éviter de se retrouver avec un panel de testeur·se·s à faire patienter ! C'est l'assurance d'avoir un effet déceptif sur le panel, et donc d'accentuer le désengagement des testeur·se·s. On risque alors de commencer le cœur de l'expérimentation sur un panel fortement réduit.

Malheureusement, cet écueil est difficile à éviter : le recrutement est un processus long, qui engage souvent des partenaires qui ont également leurs calendrier et priorités, les données sont toujours "sur le point d'être prêtes", la solution promet toujours d'être prête "cette fois", et la fin inflexible de l'expérimentation approche inexorablement ... Et nous parlons là d'un tableau sans imprévus extérieurs ! La solution raisonnable ? S'appuyer sur nos deux points suivants.

05

## JONGLER ENTRE LE RÊVE ET LA RÉALITÉ

L'expérimentation Self Data est une occasion de se projeter, d'imaginer ce qu'il pourrait advenir si toutes les conditions étaient propices et réunies. Cette phase imaginative, idéale est aussi nécessaire pour dégager et consolider une vision. Mais ces concepts restent impossibles à réaliser avec les moyens et les délais de l'expérimentation. Il faut donc jongler entre l'enthousiasme et les attentes générées par l'exercice prospectif de conception de cas d'usage et la réalité du périmètre des possibles de l'expérimentation, facilement déceptif. A vous de trouver l'équilibre qui permettra à votre expérimentation de réussir.

06

## PRÉVOIR UN PLAN B SÛR POUR CHAQUE GRANDE ÉTAPE DU PROJET

Comme évoqué plus haut, une expérimentation Self Data peut être vue comme la succession d'une expérimentation de conduite du changement dans de grandes organisations, suivie du lancement d'un nouveau logiciel, pour se terminer par une expérimentation sociologique... Si chacune produira des connaissances, il est peu probable qu'elles parviennent exactement au résultat prévu ; déstabilisant largement l'étape suivante.

Pour que la dernière expérimentation de la chaîne puisse avoir lieu dans de bonnes conditions, il apparaît nécessaire de l'appuyer sur des bases sûres, c'est-à-dire sur des projets qui ne sont pas pionniers. Il s'agit simplement d'avoir une solution, moins ambitieuse mais éprouvée, qui permettra de pallier temporairement les retards et commencer la phase suivante de l'expérimentation au moment prévu.

07

## AVOIR DES MARGES DANS SON PLANNING

Pour être à l'heure, il faut prévoir de perdre du temps à attendre (proverbe finguien). Le planning réel ne peut pas être millimétré. Néanmoins, au-delà de l'expérience et du réalisme dans les estimations de durée des tâches, la tenue des délais est une question de communication : un timing en apparence serré est un levier indispensable pour en responsabiliser certain·e·s !

Au-delà de ces considérations générales, les trois facettes d'une expérimentation Self Data sont propices aux dérapages dans les délais. Le plus risqué est sans doute la partie partage de données. Pour chaque organisation, c'est en effet un projet interne à mener d'elle-même (les données personnelles sont un sujet juridiquement sensible), transverse, mais qui sera rarement la priorité opérationnelle des collaborateur·rice·s impliqué·e·s. Il faut donc commencer et trouver les bons complices en interne au plus tôt. N'hésitez pas à vous appuyer sur nos travaux sur la portabilité, et en particulier le livret "la portabilité en pratique", qui détaille les processus du partage.

# 4

## EXPÉRIMENTATION SELF DATA : LES 10 COMMANDEMENTS À RESPECTER

### 01

#### L'ÉQUILIBRE ENTRE DISPERSION ET CONCENTRATION, TU TROUVERAS

Choisir une thématique avant de se lancer dans une dynamique de Self Data est-il un frein ou un levier ? L'intérêt de ne pas choisir de thématique avant de se lancer permet d'élargir le périmètre des détenteurs de données et des partenaires concernés. L'expérimentation se concentrera alors sur la question de la maîtrise de leurs données par les individu·e·s, et moins sur "le Self Data au service de ...". L'inconvénient de ce type de démarche : la dispersion. La densité des testeur·se·s, la densité des données ne sont parfois pas cohérentes. La concentration vers un sujet plus défini permet d'activer les bons acteurs rapidement, de les mettre autour de la table. Et surtout de rendre le Self Data plus concret pour l'utilisateur·e, de raccrocher un objet technique un peu flou à une problématique concrète grâce à des défis. C'est aussi l'occasion de défricher un terrain vierge, d'apprendre, d'être plus visible et compétitif par rapport à d'autres territoires qui se lanceraient.

### 02

#### LA FOI DANS LE SELF DATA, TU GARDERAS

Le Self Data en tant que piste pour transformer l'économie numérique actuelle permet de se projeter vers un horizon souhaitable : enjeu de taille à se rappeler pour faire face aux nombreux obstacles qui peuvent se dresser sur le chemin de votre expérimentation.

### 03

#### LES NOUVEAUX, TU ACCUEILLERAS AVEC SOIN

Prenez soin de votre communauté. Communauté de partenaires, communauté de réutilisateurs, communauté de testeur·se·s, elles forment le socle de votre expérimentation, tout au long des mois (et parfois années) à venir. Vous devrez donc vous armer de patience pour répondre aux mêmes questions, aux mêmes inquiétudes et continuer à avancer sans faire "un pas en avant, deux pas en arrière". Tout le monde peut devenir un "troll" à un moment ou à un autre de l'expérimentation si vous ne les avez pas correctement informés, en particulier lorsque les parties-prenantes ne sont pas au cœur du dispositif et suivent le projet de loin ou arrivent tardivement dans celui-ci. Pensez à déléguer, à former des complices, des ambassadeur·rice·s du Self Data pour construire un espace de débat plus horizontal.

### 04

#### LES MALENTENDUS, TU ÉVITERAS

Le Self Data est un concept complexe. Nous gardons un souvenir ému d'un de nos partenaires qui pensait que via l'expérimentation Self Data, il allait avoir accès à la totalité des données des testeur·se·s ou encore à un réutilisateur qui nous indiquait ne pas pouvoir commencer à développer de services car il ne disposait pas des données... Évitez les malentendus vous fera gagner un temps précieux, pour cela appuyez-vous sur une FAQ qui répond aux questions des testeur·se·s mais également des autres parties prenantes du projet. La littératie autour du Self Data s'applique à tout le monde, même aux plus experts de la question des données.

05

**DE LA MAGIE DES DONNÉES,  
TU DOUTERAS**

Les données personnelles partagées devraient permettre de faire émerger des usages innovants. Mais vous devrez éviter le piège de sous-évaluer le fossé entre ce qui va vraiment pouvoir être fait des données et l'aspect magique de "ce que nous croyons pouvoir en faire". Certaines propriétés pointues des données (précision, fréquence, latence, ...) peuvent bloquer certains usages (croisements de plusieurs données rendus impossibles, ...). Certains usages imaginés en ateliers risquent d'être impossibles à mettre en œuvre avec les données réellement disponibles. Le croisement des données peut rester un fantasme. Ne sous-estimez pas non plus le temps de mise à disposition des données et la difficulté de mobiliser des réutilisateurs.

06

**TU NE TE MENTIRAS PAS...**

Lorsque vous aurez constitué votre scénario d'expérimentation, il vous paraîtra idéal. Vous aurez fait l'effort de contenter tout le monde, vous aurez hybridé plusieurs scénarios en un seul. Méfiez-vous. Si c'est trop beau pour être vrai, vous risquez un effet déceptif auprès des partenaires et des testeur-se-s. Évitez la demi-décision, faites des choix (sur le public cible, sur les services développés, sur les moyens pour mettre en place une co-conception de ceux-ci, ...), votre expérimentation s'en portera mieux.

07

**...MAIS TU CONTINUERAS  
À RÊVER TOUT DE MÊME**

Une expérimentation Self Data doit tout de même montrer une certaine ambition. Après tout, c'est un concept très neuf, il faut continuer à le rêver, à l'incarner. Et ne rêvez pas seul : imaginez des usages simples mais divertissants avec les testeur-se-s et les partenaires. Vous allez leur prendre beaucoup de temps de cerveau pour comprendre le Self Data et du temps tout court pour le tester et l'implémenter, il faut qu'ils-elles s'amuse.

08

**UNE DIVERSITÉ DES  
DÉTENTEURS,  
TU CHERCHERAS**

Un point important à éclaircir rapidement : un détenteur de données peut-il être celui qui pilote l'expérimentation ? Dans le cas d'un acteur public local, nous avons envie de dire oui. Il peut réunir autour de lui - comme la Fing l'a longtemps fait - de nombreux détenteurs différents, parfois concurrents. Si c'est une organisation privée par contre, cela peut poser quelques problèmes pour rassembler des détenteurs divers. Certains ne peuvent rejoindre de projet trop "privé" (ex : entreprise à mission de service public), certains refuseront de venir dans une expérimentation où leur concurrent est présent, etc. Votre expérimentation devra comporter au moins deux à trois détenteurs de données qui acceptent de les partager avec les testeur-se-s. Mais si vous avez un seul détenteur qui dispose d'une grande diversité de données à partager (par exemple une ville), l'expérimentation peut tout de même fonctionner si le socle de celle-ci est solide.

09

**AU FIL DE L'EAU,  
TU DOCUMENTERAS**

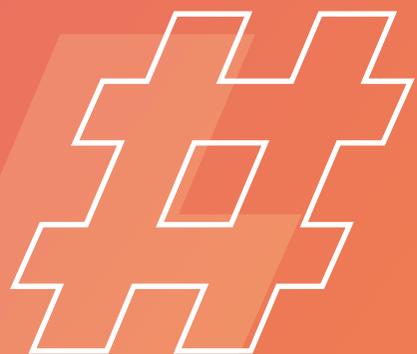
Documenter (et communiquer), tout au long de votre expérimentation, les différentes étapes et capitaliser sur leurs enseignements permettra à d'autres de se lancer également. Créez des communs de la connaissance ! Le Self Data s'est démocratisé depuis quelques temps, vous n'êtes pas seul à lancer des projets : coopérez, partagez vos expériences, imaginez des synergies. En plus de documenter le projet, n'oubliez pas de documenter aussi précisément les données personnelles qui seront partagées (jeu de données fictives, référentiel/cartographie, ...) et les moyens du partage, chantier essentiel pour permettre à des réutilisateurs de s'en saisir.

10

**UNE DREAMTEAM,  
TU CONSTITUERAS**

Une équipe aux compétences multiples sera nécessaire pour mener à bien votre expérimentation. Un-e coordinateur-riche dédié-e, à plein temps, bien sûr, voire deux - employé-e-s par un porteur capable de dialoguer avec tou-te-s. Ils-elles peuvent être agents de la ville, de la DSI ou des métiers, c'est peut-être aussi l'occasion de recruter ou de faire porter le projet par un tiers ! Vous aurez également besoin d'un "gourou" : une personne haut placée qui pourra porter le message du Self Data haut et fort. Sans oublier : un-e coordinateur-riche technique d'enfer, des chercheur-se-s motivé-e-s, des designers, un-e animateur-riche pour les testeur-se-s, un-e autre pour les écosystèmes d'innovation...





# **ANNEXES MÉTHODOLOGIES PRÊTES À L'EMPLOI**

# 1

## LE SÉMINAIRE

### MÉTHODOLOGIE “SÉMINAIRE SELF DATA”

#### Objectifs du séminaire :

- » Les participant-e-s ont compris le Self Data et son intérêt.
- » Les participant-e-s ont fait le lien entre le Self Data et leurs problématiques, propres au territoire.
- » Les participant-e-s ont envie de poursuivre sur le sujet - se projeter sur les données / usages.
- » Nous obtenons une liste de défis précis, sur lesquels le Self Data peut avoir un impact.
- » Nous obtenons le “casting” des ateliers, des gens à interviewer, à inviter, à rencontrer...

#### Nombre de participant-e-s :

- » une trentaine.

#### Durée :

- » une journée, 10h-16h, avec pause déjeuner.

#### Télécharger le template principal pour l'atelier



Présentation du Self Data avec petits exercices engageants - en plénière (matin 2h30)

#### Mot de bienvenue et Icebreaker (5min)

Vous pouvez les faire jouer au jeu des “5 min 20 données” ou bien tenter le plus simple “données de votre portefeuille” qui consiste à demander aux participant-e-s : “trouvez une carte dans votre portefeuille qui selon vous porte des données personnelles, tenez la bien en l’air”. Vous regardez attentivement les cartes brandies et choisissez une personne à qui vous demandez “à votre avis il y a quoi comme données derrière cette carte?”. Les autres participant-e-s aident à répondre. Vous répétez l’opération deux ou trois fois en choisissant des cartes différentes (ex : une carte de fidélité d’une grande surface aura les données d’achats - nom du produit, quantité, ... , le nombre de personnes dans le foyer, etc, tandis qu’une carte bancaire aura les données d’achats - lieu, date, montant, etc). Essayez de rentrer dans le détail de ces trois cartes en quelques minutes, c’est un bon exercice pour voir que nous générons des données personnelles partout, pas uniquement en ligne.

## Présentation du Self Data et questions/réponses (1h)

Pour préparer votre jeu de *slides* vous pouvez vous appuyer sur [les travaux](#) et [slides](#) de la Fing pour évoquer le contexte général, les enjeux du Self Data, les exemples et cas d'usages, la valeur du Self Data pour les parties prenantes, le panorama international, le RGPD et le droit à la portabilité...

Préparez-vous également à répondre à quelques questions classiques sur la monétisation des données, sur la propriété, sur les modèles de revenus etc. La [FAQ](#) du Self Data est riche de réponses.

## Exercice 1 - Question ouverte “pour vous quelle est la valeur des données personnelles ?” (15min)

Vous pouvez également prévenir la question sur la revente des données en organisant un petit exercice : après avoir posé aux participant-e-s la question “pour vous quelle est la valeur des données personnelles ?”, faites-leur écrire leurs réponses sur des post-it. (un post-it = une idée). L'animateur-riche prend ensuite quelques minutes pour constituer une cartographie murale en lisant les post-its et en les regroupant selon

les réponses.

C'est l'occasion de découvrir comment chaque acteur envisage les données personnelles et de répondre à quelques idées préconçues sur [leur monétisation par les individu-e-s](#).

## Self Data Territorial : implémenter le Self Data sur son territoire (30min)

Après avoir décrit le Self Data, il est temps de préciser les grands enjeux pour les villes et pourquoi une approche territoriale peut être fructueuse. Vous pouvez vous appuyer sur les slides de la Fing et bien sûr sur le premier chapitre de ce kit. Ce sera également l'occasion de présenter le calendrier à venir et les dates des prochains ateliers.

## Exercice 2 : “En binôme, décrivez ce que le Self Data représente, la forme est libre : schéma, dessin, un mime, un poème, un nuage de mots clefs, etc” (10min)

Cet exercice permet de souffler un peu, et de laisser les participant-e-s discuter entre eux-elles de ce qu'ils-elles viennent d'entendre. Cela permet de vérifier que vous avez été clair-e et que tout le monde a bien saisi l'idée de Self Data. Vous n'êtes pas à l'abri non plus d'un

poème de toute beauté qui ferait pâlir d'envie Baudelaire. Un exemple de ce qu'un participant a produit ?

### *Le Self Data, c'est quoi ?*

*Voici ma compréhension*

*Il s'agit de passer à l'action*

*Redonner le contrôle aux utilisateurs*

*Mettre en capacité, devenir acteur*

*D'abord, la récupération*

*Stockage, puis réutilisation*

*Développer des services*

*Pour enlever les vices !*

*Guillaume C.*



## SWOT du Self Data - Les fausses barbes du Self Data (30min)

Un séminaire Self Data, c'est aussi beaucoup de remise en question du concept par les participant·e·s, beaucoup d'interrogations, auxquelles parfois nous n'avons pas les réponses, et de controverses. Le débat peut être mouvementé ! Pour éviter de vous poser comme seul·e "grand·e défenseur·se" du Self Data, et répartir un peu les responsabilités, l'exercice du SWOT permet d'impliquer tout le monde pour se projeter dans la réussite du Self Data.

### Les participant·e·s se séparent en binômes et :

- » prennent 2 minutes pour écrire les risques et opportunités du Self Data de son point de vue,
- » échangent en binômes sur ces risques et opportunités pendant 15 minutes,
- » puis vont positionner leurs réponses (notées sur des post-it) sur un mur commun, en prenant garde à les mettre proches de celles qui leur ressemblent venant d'autres binômes.

Pour la restitution, vous pouvez proposer à deux participant·e·s de prendre le rôle d'avocat·e de la défense et de l'avocat·e du diable. Ils-elles profiteront du déjeuner pour regarder et regrouper

en "familles" les risques et opportunités identifiés (pour la collectivité, pour les entreprises, pour les citoyens).

### Pause déjeuner (1h)

Juste avant de reprendre, les deux volontaires resituent les grandes "familles".

### Après-midi : Se projeter : ateliers "Défis, Data et Usages" selon la thématique - en sous-groupe (2h30)

#### Objectif :

- » Exprimer les défis propres au territoire.
- » Raconter des projets qui existent déjà sur ces sujets.
- » Lier tout ça au Self Data : usages et data.

Pour faciliter cette partie, vous pouvez préparer en amont de la journée une petite liste de défis liés à votre thématique en impliquant les acteurs du territoire. Ces défis doivent correspondre aux grands thèmes, liés à leurs propres projets, leurs propres stratégies pour 2020. Ex : "augmenter la mobilité douce", "faciliter l'intermodalité des transports", "calculer l'empreinte carbone des déplacements sur le territoire", etc.

## I/ Problématiques/Défis (plénière 30min)

Cette partie est primordiale. Les thématiques que vous allez faire émerger pourront toujours être améliorées au fil de l'eau mais elles vous accompagneront pendant de longs mois pour vos ateliers et pour votre expérimentation.

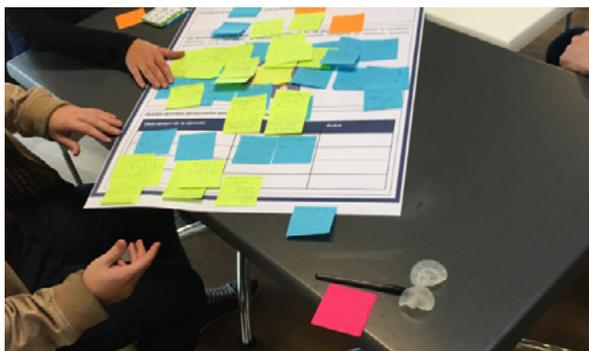
Posez aux participant·e·s la question suivante : "Quelles sont pour vous, vos problématiques vis-à-vis de la mobilité ?" "Si possible formuler vos problématique avec un verbe d'action." ex : "aider les seniors à faire leurs courses grâce aux transports en commun" Ex : "inciter les jeunes qui passent leur permis à privilégier du covoiturage" (exemple thématique mobilité - à modifier selon la vôtre).

Les participant·e·s écrivent pendant 5 minutes en solitaire sur des post-it (un post-it = un défi), avant de procéder à un regroupement : chaque participant·e raconte les idées qu'il-elle a eues puis l'animateur·rice place sur une cartographie murale en établissant de grands groupes de problématiques.

Vous pourrez ensuite constituer les groupes, chaque groupe travaillant sur une problématique/ un défi.

**Pour les parties suivantes, vous vous appuyerez sur le template disponible plus haut. Pensez à le modifier pour le faire correspondre à votre thé-**

matique et à l'imprimer en A1.



## II/ Relier problématique et possibilités du Self Data (30min)

Le groupe commence par noter le nom de la thématique, de son défi et itère ensuite sur les projets et personnes ressources sur le territoire qui travaillent déjà à ces questions. Ensuite il est temps de discuter des usages qui pourraient émerger autour de ce défi.

Pour cela vous vous appuyez sur les 7 domaines d'usage du Self Data (aidez-vous de ce document), et posez la question "Quels services et cas d'usage pour répondre à ce défi ?".

Par exemple :

- » Contribution : "partager des données pour les enquêtes déplacements".

- » Gestion : "faciliter la vie des citoyens dans leur mobilité".
- » Conscience : "évaluer l'empreinte carbone du territoire et la diminuer".
- » Décision & Action : "faciliter la gestion du budget mobilité des citoyens".

Pas besoin d'aller plus loin, vous n'êtes pas là pour imaginer des cas d'usage précis mais pour générer un maximum d'idées de services qui pourraient découler de cette thématique. Si certains des cas d'usage n'ont pas de rapport avec les données personnelles, notez-les, ils pourront servir !

## III/ Relier les possibilités du Self Data aux données du territoire. 30min

Prenez ensuite chaque cas d'usage et tentez de voir quelles données sont derrière. Posez la question suivante : "les idées que vous venez d'avoir vont forcément avoir besoin de se nourrir de données personnelles, lesquelles ?"

Il est temps de remplir le mini tableur de votre template, sans rentrer dans le détail vous allez pouvoir recenser quelques données qui feraient sens dans le cadre d'un partage aux individu-e-s. Ne vous concentrez pas uniquement sur

les données personnelles, recenser également les référentiels, données ouvertes etc. Vous n'êtes pas sûr-e que ce jeu de données existe ? Notez-le tout de même, vous êtes là pour comprendre les possibilités du Self Data, pas pour produire un contenu utilisable demain.

## IV/ Se rassembler. 30min

La dernière demi-heure de la journée est dédiée à la restitution par chacun des groupes, au rappel des prochaines dates et surtout à un tour de table pour déterminer les personnes qui ont manqué aujourd'hui et qui devraient rejoindre le groupe au prochain atelier. Faites marcher le réseau, demandez aux participant-e-s de contacter eux-mêmes les personnes auxquelles ils-elles pensent (préparez un mail à utiliser).



# 2

## LES DATABLITZ

### MÉTHODOLOGIE “DATABLITZ” (OU “ATELIER DE CHASSE À LA DONNÉE”)

#### Objectifs de l'atelier :

Basé sur la méthodologie “Wanted Data List” qui a été produite dans le cadre d’un “cross-over” entre les projets MesInfos et Infolabs de la Fing, l’atelier a pour objectif de produire une liste des données idéales qui seraient utiles ou que nous pensons en rapport avec un sujet donné. Dans le cas de notre projet, il s’agira bien sûr de se concentrer sur les données personnelles.

Parfois vous allez recenser des données qui ne sont même pas encore informatisées. En effet, deux cas de figure se présentent : soit les données que vous allez recenser existent (on sait où elles sont), soit on en rêverait mais elles n’existent pas (encore).

Avant l’atelier, les détenteurs peuvent préparer quelques “devoirs à la maison” et regarder ce qu’ils ont comme données dans leurs systèmes d’information relevant de la thématique choisie. C’est l’occasion de prendre un café avec les gens des DSI, des métiers, et de les inviter à l’atelier !

#### Nombre de participant-e-s :

» une trentaine/quarantaine.

#### Durée :

» 3h15, avec une pause.

[Télécharger le template - Datablitz](#)

#### Etape 1 : Introduction (20min)

Grâce au premier séminaire vous avez pu élargir le cercle des personnes impliquées dans la démarche. Il faut donc leur expliquer rapidement le concept du Self Data. Cela permettra également à tout le monde de se rafraîchir la mémoire.

#### Etape 2 : Rappel travaux séminaire et approfondissement (40min)

Cet atelier ne part pas d’une page blanche. Vous avez les problématiques/défis sur lesquels vous allez itérer pendant l’atelier. Après avoir rappelé les points d’attention à avoir en tête cette année, vous présenterez les 3 à 4 défis résultant du séminaire en quelques minutes et vous reviendrez sur chacun d’entre eux en plénière. C’est l’occasion de les reformuler avec les acteurs concernés.

Passez une dizaine de minutes par défi maximum si vous en avez quatre. Si vous avez réalisé un premier compte-rendu des mini-ateliers du séminaire, vous pouvez aussi réaliser une slide par défi et noter dessus les acteurs concernés, les données déjà recensées et les premières idées d’usage, cela permettra aux participant-e-s de se projeter plus facilement dans la discussion et surtout de noter de nouveaux noms de personnes ou projets intéressants à convier pour les prochains ateliers.



## Pause (15min)

Avant de laisser partir les gens en pause, informez-les que lorsqu'ils reviennent ils-elles devront choisir un défi et s'asseoir à la table de celui-ci (une table = un défi = un groupe). Profitez de la pause pour préparer sur chaque table le template que les groupes devront remplir (voir l'étape 3) : vous pouvez soit le préparer sur place, en écrivant les questions sur des post-its géants soit les imprimer avant sur des A1.

## Etape 3 (1h45) : Recensement des données

### I. Liste de données (1h30)

Chaque groupe doit se poser la question principale : "quelles sont les informations nécessaires pour répondre à ce défi ?" et être le plus précis possible : "nous pouvons partir de l'information, mais si nous avons de la donnée, c'est mieux (ex : "mon forfait de cours particuliers de sport" est trop large, il faut rentrer dans le détail : durée du forfait / nombre de cours payés / nombre de cours pris / nombre de cours à prendre ...)."

1) Commencez d'abord par 5 min de réflexion individuelle : chaque participant-e note sur un post-it : Quoi (nom) ? (et éventuellement Où (détenteur) ? et Comment (accès ?)), puis par-

tage en groupe.

2) Qu'est-ce que nous avons déjà aujourd'hui comme information sur .... ex "sa vie scolaire" ? (où est-ce que je peux trouver de l'information qui m'aiderait à répondre à ce défi ?)

3) Qu'est-ce que j'ai besoin d'aller chercher en plus comme information, pour m'aider à répondre à ce défi ? Comment je pourrais la trouver, l'approcher ?

- » Ne pas hésiter à aller sur internet pour voir ce qu'il y a comme données (se connecter à un espace client, etc).
- » Ne pas hésiter à faire du lien avec les référentiels, les données en Open Data.

NB : bien aller vers la donnée. Les usages ne sont pas importants pour le moment, ce qui compte c'est de lister la donnée et les détenteurs potentiels en partant du défi.

L'animateur-riche récolte les post-its et note le détail, discuté par tout le groupe pour chaque donnée recensée. Pour vous aider à noter les données recensées, vous pourrez vous appuyer sur le template suivant que vous aurez préalablement installé sur chacune des tables accueillant un groupe.

Nom du défi / thématique :				
Post-its des participants	Information Qu'est-ce que j'ai besoin de savoir ?	Données Quelles données me permettent d'obtenir l'information ?	Détenteurs Qui détient la donnée ?	Accès Est-ce que l'accès à cette donnée est facile/moyen/difficile ? Vous connaissez quelqu'un qui sait ?
<input type="text"/>				

### II/ Premiers usages (15min)

L'objectif de cette dernière partie est de refaire le pont avec les usages, le potentiel de services (ce point sera creusé aux ateliers suivants, donc pas besoin d'aller trop loin, il s'agit surtout de se projeter).

Consignes (au choix) : "imaginez un usage autour des données / à quoi pourrait ressembler un service qui me permettrait de répondre à ce défi ? Il ferait quoi ?"

Vous pouvez aller un peu plus loin qu'une seule phrase et vous amusez à décrire :

- » un nom de service,
- » un pitch/une baseline en une phrase,
- » 3 fonctionnalités.

## Restitution (15min)

Les participants-e-s sont de retour en plénière et restituent (un-e porte-parole par groupe) leurs travaux. Décrire toutes les données serait beaucoup trop long. Les porte-paroles se concentreront donc sur 3 à 4 types de données intéressantes listées (celles qui vous ont surprises) et les usages imaginés.

Pour capitaliser sur l'atelier, vous pouvez numériser le résultat dans un tableur, et si possible en tirer une cartographie plus facile à lire. Voici quelques exemples.

### **Les cartographies basées sur des données présentes dans les systèmes d'information d'organisation :**

- » [les données du pilote MesInfos \(2016-2018\)](#)
- » [les données de l'expérimentation MesInfos \(2013/2014\)](#)

### **Les cartographies plus "prospectives" (ce qui pourrait être partagé) :**

- » [Self Data Territorial \(énergie, mobilité, éducation\)](#)
- » [santé](#)
- » [énergie](#)



# 3

## LES CAS D'USAGES

### MÉTHODOLOGIE "IMAGINE I" (OU "ATELIER DE CONCEPTION DE SERVICES")

Cette méthodologie a été développée en partenariat avec le [Collectif BAM](#).

#### Objectifs de l'atelier :

- » Faire émerger une dizaine de concepts de services, en sélectionner quelques-uns, les détailler et raconter leurs scénarios d'usage.
- » Ces services reposeront sur des données personnelles, pour fournir une valeur d'usage aux individus·e·s, seul·e·s ou en groupe. Vous aurez donc besoin d'avoir réalisé le "Data-Blitz" avant (voir méthodologie précédente) et d'avoir numérisé les données sous forme de cartes ou au moins de listes facilement partageables.
- » Ne vous inquiétez pas dès maintenant des questions de sécurité, de protection, etc. Il s'agit ici de penser des usages. L'atelier suivant sera consacré aux cadres du partage.

NB : si vous n'avez pas réalisé la liste de données précédemment ou une version d'une cartographie/de cartes données, vous n'allez pas pouvoir réaliser cet atelier. Vous arriverez probablement à imaginer des services numériques, comme beaucoup de méthodologies d'ateliers de conception le permettent aujourd'hui, mais tout l'intérêt de ces ateliers "Imagine I" est de construire des services du Self Data. N'hésitez pas à espacer le

temps entre le Datablitz et cet atelier pour vous laisser le temps de produire cette cartographie et de l'enrichir de données qui auraient pu ne pas être recensées.

#### Nombre de participant·e·s :

- » une trentaine/quarantaine.

#### Durée :

- » 3h30, avec une pause.



Les templates nécessaires à l'atelier sont téléchargeables [ici](#) (vous aurez à en modifier certains) :

- » [Template services - idées](#)
- » [Template service - détail](#)
- » [Les personas](#)

## Introduction et Ice-breaker - plénière (20min)

- » Présentation rapide du Self Data ; information sur les objectifs de l'atelier ; rappels des défis qui ont émergés.
- » Chaque participant-e pioche une carte "donnée", issue de la cartographie produite lors du Datablitz : "imaginez que vous pouvez utiliser, faire quelque chose de cette donnée, seul-e ou avec d'autres. Qu'est-ce que vous auriez envie d'en faire ? Vous avez 3min pour réfléchir, puis présentez-vous en 1 mot, en racontant une idée d'utilisation de cette donnée".

C'est l'occasion de faire un tour de table tout en échangeant autour des données qui seront familières aux participant-e-s du Datablitz. S'il n'y a pas d'idée d'utilisation de la donnée, tout simplement dire un mot ou deux sur ce qu'elle évoque pour le-la participant-e, avec quoi elle pourrait être croisée pour être intéressante, etc.

## Etape 1 : Des défis aux services (40min) - groupe

- » Rappel des défis et passage en groupe (1 défi = 1 groupe). 10 min.

- » Faire émerger des idées de services. 30 min.

### Supports : un A4 par table "template services - idées".

Commencez par itérer sur le défi : quels sous-défis recoupe-t-il ? Sur quel aspect du défi agir ? Qu'est-ce qui pose problème dans ce défi ? (compréhension, accompagnement....)

Posez aux participant-e-s les questions suivantes :

- » "Nous avons identifié de grands défis, maintenant, quels services concrets destinés à l'individu-e pourrions-nous imaginer, qui lui permettent d'adresser ces défis ?
- » "Pouvez-vous formuler ces idées de services comme cela : *"C'est un service qui ferait ça... mais aussi ça ça et ça, et que nous utiliserions comme cela"*.
- » "Quelle forme aurait ce service ? (app, site, objet, réseau social...?)"

Les participant-e-s réfléchissent éventuellement individuellement une ou deux minutes, puis remplissent des post-its (1 post-it = une idée) pour partager ensuite au groupe. L'animateur-riche remplit le A4 "service idées". Chaque groupe peut imaginer 1, 2, 3, 4... services par

défi, avec l'aide de l'animateur-riche.

C'est une étape assez rapide, qui doit aller vite, il faut générer un maximum d'idées simples dans un temps limité sans remettre en question chacune d'entre elles. Le tri viendra après.

## Etape 2 : Des services et des données (10min) - plénière

Vous présentez la cartographie des données, réalisée grâce au Datablitz. Vous pouvez la projeter et distribuer la liste des données recensées (sous forme de cartographie, de liste simple, de cartes données, ...). Pensez à imprimer votre support en nombre suffisant (au moins un par table).



Exemple de cartographie produite pour l'atelier, avec des "cartes données" qui peuvent être imprimées



“Vous avez probablement eu beaucoup d'idées de services intéressants. Certaines sont probablement réalisables rapidement, d'autres se heurteront peut-être à des difficultés pour voir le jour...

...Maintenant, et pour la suite de l'atelier, nous vous proposons de confronter vos idées de services à la réalité ; pour fonctionner, ces services destinés à l'individu-e auront besoin de s'appuyer sur des données. Grâce à l'atelier Datablitz, nous avons pu recenser et documenter un certain nombre de ces données, des données du “paysage des données - NOM DE VOTRE THÉMATIQUE - de l'individu-e”.

### **Etape 3 : Préciser les services (40min) - groupe**

Retour au groupe, chaque groupe va choisir l'idée la plus fédératrice sur laquelle il souhaite travailler. Pensez à en choisir une qui aura besoin de mobiliser des données personnelles.

Vous allez pouvoir raconter en détail le service choisi en précisant :

- » le pitch,
- » quelles données ce service utilise-t-il ?
- » quelle forme du service ? (objet, site, app...)
- » à qui ce service s'adresse-t-il ?
- » quels bénéfices utilisateurs ?

**Pour cela vous allez utiliser les deux premières pages du template service - détail.**

### **Pause (15 min)**

### **Etape 4 : imaginer des scénarios d'usage (1H15) - groupe**

#### **I/ Choix du service par groupe, choix du persona (15min)**

Si vous sentez les participant-e-s motivé-e-s, vous pouvez leur proposer de changer de groupe. Il faudra alors commencer par restituer pour chaque groupe le service imaginé : “voilà les idées de service qui ont émergé. Nous retransformons les groupes, vous pouvez aller sur un autre service, mais c'est bien si au moins l'un d'entre vous reste sur son service. Quelque soit le concept que vous choisirez, l'objectif de la phase qui va suivre sera de scénariser un service, c'est-à-dire être capable de décrire ses fonctionnalités détaillées, mais aussi d'en décrire des cas/scénarios d'usage concrets.”

Si les groupes ont changé (seulement si vous avez le temps, sinon il vaut mieux garder les mêmes groupes, cela évitera d'avoir à restituer en milieu d'atelier et de réexpliquer le service - mais cela permet un regard plus neuf), chaque participant-e se familiarise avec le service.

### **1) Ce que fait le service**

- » Sommes-nous d'accord avec le principe du service, pensons-nous bien qu'il a une valeur d'usage pour l'individu-e ? Sommes-nous satisfaits des fonctionnalités qu'il propose ? Est-ce qu'il en manque une évidente ?
- » Si nous sommes d'accord, nous continuerons à travailler sur le service tel que décrit. Si non, quelles seraient les fonctionnalités pertinentes ?
- » A quel(s) public(s) s'adresse-t-il spécifiquement ? Sommes-nous d'accord avec les publics cibles décrits ?

### **2) Choix du persona**

A la fin de cette étape, les participant-e-s choisissent 1 ou 2 personas (parmi les cartes persona déjà créés ou en en créant un eux-elles-mêmes), pour raconter concrètement comment ce service peut être utilisé, par qui, dans quelle situation, pour quels bénéfices.

**Vous pouvez utiliser les templates “Les personas” qu'il vous faudra adapter à votre thématique.**

### **II/ Approfondir le persona (20min)**

Décrivez les caractéristiques du persona (ou des

personas) que vous avez choisi(s) :

- » qui sont-ils-elles ? (âge, situation familiale et professionnelle, rapport à la thématique, ...)
- » quelles sont leurs relations avec (la thématique), comment appréhendent-ils-elles le sujet ?
- » quels sont leurs besoins (ou leurs motivations) à utiliser un tel service ? Quels freins le service qui leur sera proposé devra-t-il surmonter ?
- » quelles sont ses principales problématiques ?

### III/ Raconter l'usage du service par le persona (40min)

Racontez l'histoire de votre persona utilisant ce service sur la ligne de frise scénario d'usage. Vous pouvez raconter en 4-5 étapes le parcours usager (que voit-il-elle sur son écran, etc) et vous aider des questions suivantes :

- » Quelles situations posent problème aujourd'hui pour ce persona ? Racontez les problématiques rencontrées aujourd'hui par le persona (en gardant en tête le ser-

vice). L'objectif de cette étape est d'identifier les situations dans lesquelles le persona bénéficierait du service / le service serait pertinent pour le persona.

- » Dans chacune de ces situations, raconter comment le service est utilisé et apporte des réponses : comment le persona l'utilisera-t-il ? Comment est-il utilisé / accessible (sur quel support : mobile, site, ...) ? Quelles sont les grandes étapes de son utilisation ? ....
- » Revenir aux données : donc pour faire tout ça, de quelles données le service aura-t-il besoin ? Quelle données le persona devra-t-il rentrer, quelles données seront récupérées automatiquement, etc, à quel moment ?

**Vous allez pouvoir remplir la dernière page du template service - détail (si vous avez des personnes avec des dispositions artistiques dans votre groupe, n'hésitez pas à leur faire dessiner quelques "écrans").**

### Etape 5 : Restitution / Pitch des services (10min) - plénière

Chaque groupe partage à tou-te-s les résultats de son travail en essayant d'être rapide sur la

présentation : nom du service, pitch, quelques fonctionnalités, deux/trois données vraiment nécessaires pour qu'il fonctionne, nom du persona et deux/trois étapes clefs dans son appropriation du service.



# 4

## LES MODÈLES DE GOUVERNANCE

### MÉTHODOLOGIE “IMAGINE II” (OU “QUELS MODÈLES DE GOUVERNANCE POUR QUELS USAGES ?”)

#### Objectifs de l'atelier :

Incarner les cas d'usage et services imaginés précédemment par une approche plus globale de leurs modalités de gouvernance.

- 1) Se familiariser avec les visions alternatives qui existent.
- 2) Créer un modèle alternatif portant un cas d'usage : plus prosaïquement, il s'agit de penser le “backoffice” du cas d'usage.
- 3) S'assurer que le modèle surmonte au moins un obstacle.

#### Nombre de participant-e-s :

- » une trentaine/quarantaine.

#### Durée :

- » 3h.

[Télécharger le template et les cartes de l'atelier ici.](#)

### Etape 1 - Planter le décor (1h) - plénière

- » 10min : présentation de votre projet de Self Data Territorial et des objectifs de l'atelier.
- » 5min “Les services imaginés” : passez quelques minutes à présenter les cas d'usage qui auront été imaginés à l'atelier précédent. Vous aurez pris soin d'en faire la synthèse mais vous aurez le détail de chacun de services imprimés pour la suite de l'atelier.

“Lors du précédent atelier, nous avons imaginé N concepts de services pour répondre aux défis. Très brièvement (nom + baseline + fonctionnalités principales), nous vous les racontons afin que vous puissiez associer ces cas d'usage à un ou plusieurs modèles de gouvernance.”

- » 5min “Pourquoi la situation actuelle ne peut plus durer” : cet atelier est un exercice de prospective délicat car il demande de se projeter vers des modèles qui aujourd'hui n'existent pas réellement mais qui pourraient être implémentés si les acteurs le souhaitaient. Vous pouvez donc commencer par rappeler pourquoi c'est important de se poser cette question des modèles aujourd'hui en racontant ce qui pourrait advenir demain. Exemples de scénarios catastrophes :

- Scénario “Money, Money, Money” : tout le monde se met à vouloir monétiser ses data, pour de vrai. Il y a une demande, une offre de services qui permet de faire ça, et des clients. Les entreprises deviennent clientes des individu-e-s qui leur vendent leurs données. Tout se monétise, tout le monde raisonne en termes de propriété des données. Le fossé se creuse, entre ceux-celles qui ont le choix et peuvent conserver leur vie privée, et ceux-celles qui ont besoin de ressources financières et vendent leurs données aux plus offrants.
- Scénario “Un paquet de Pims (par personne !)” ou “À la porte de mes données” : le Self Data se développe et connaît un certain succès... les gens ont le choix entre plein de solutions, s’ouvrent eux-mêmes plusieurs comptes sur les différentes plateformes qui leur sont proposées (hier plusieurs smartphones, demain plusieurs clouds personnels !). Les entreprises, à l’image de la Maif qui a investi dans Cozy, poussent certaines plateformes plutôt que d’autres (EDF sur X, la Société Générale sur Y) ; chaque plateforme permet aux individu-e-s d’accéder à certaines de leurs données au gré des partenariats des uns et des autres (j’accède à mes don-

nées EDF et Maif, mais pas à celles de la Société Générale), mais peu leur permettent d’accéder à toutes. Ainsi, pour avoir vraiment accès à toutes leurs données (le fameux 360°) et les utiliser, les individus doivent ouvrir plusieurs comptes sur plusieurs plateformes, et les marchés d’applications Self Data restent fragmentés. C’est le bazar, le Self Data existe, mais représente pour tou-te-s du temps et des efforts...

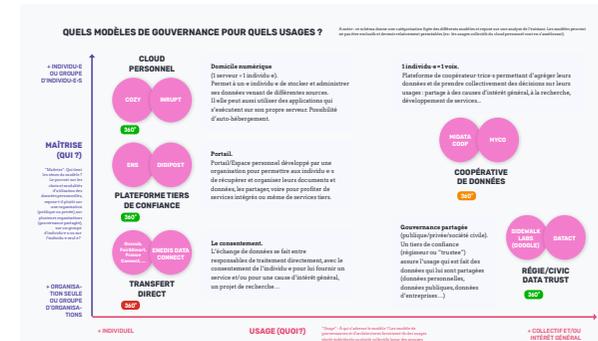
- Scénario “Facebook, sauveur du Self Data” : Facebook propose un Pims et ça marche. Des millions d’utilisateurs utilisent un *cloud* personnel similaire à Cozy sur l’architecture (un-e individu-e = un *cloud* personnel) mais disposant de ressources illimitées sur les bugs, le design et avec des possibilités d’usages infinies...! Seul bémol : leur business model n’a pas changé et la vente de données continue de plus belle. Dans une totale appropriation du concept d’une obscure petite association française dont le nom est depuis longtemps oublié, le Self Data devient le porte-étendard de Mark Zuckerberg.

» 40min “Quelles visions alternatives existent déjà ?” : présentation des fiches “modèles

sur étagères” (coopérative, régie, etc).

“Comment éviter ce type de scénarios extrêmes? Nous devons travailler à construire de nouveaux cadres de gouvernance pour nos données personnelles. Nous allons nous baser sur quelques modèles, qui ont chacun leurs défauts mais aussi leurs opportunités. L’idée aujourd’hui est de mobiliser ces scénarios de gouvernance des données, de les incarner par les cas d’usages que nous avons développés à l’atelier précédent et de les améliorer !”

Pour présenter les modèles “sur étagère” vous pouvez vous baser sur le chapitre 1 de ce kit.



## Etape 2 : Construire un modèle alternatif (1h10) - groupe

Un groupe = 1 modèle + 1 cas d'usage.

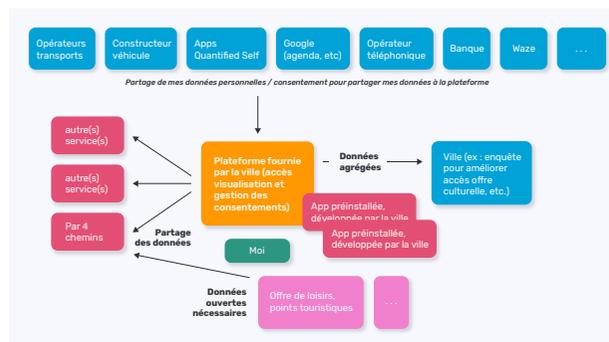
Chaque groupe est réparti par cas d'usage. Vous aurez au préalable avant l'atelier déterminé les modèles qui semblent les plus appropriés pour chaque cas d'usage (lorsqu'on parle d'usages collectifs, vous pouvez aller plutôt vers les coopératives ou les régies, etc).

“Vous disposez d'un service (ex : La Toque Verte) et d'un modèle de gouvernance alternatif (ex : la *cloud* personnel). Concentrez-vous aujourd'hui sur le modèle de gouvernance, l'idée est de l'améliorer, de le modifier, d'en faire un modèle souhaitable que vous voudriez voir émerger sur votre territoire”.

“Réfléchir de manière abstraite à un modèle n'a pas de sens, il faut se demander “pour en faire quoi?”. C'est là que le cas d'usage vous aide. Il est votre ligne directrice pour savoir à quoi sert ce modèle, qui il concerne, etc, afin de ne pas juste décrire un modèle anonyme mais bien un modèle qui porte des usages utiles aux habitant-e-s du territoire”.

**Vous pourrez utiliser les deux premières pages du [template sur ce lien](#).**

Utilisez le template et répondez à la première question “pourquoi ce modèle est-il pertinent pour notre cas d'usage ? Qu'est-ce qu'il peut nous apporter?”. Vous pourrez ensuite prendre du temps pour dessiner votre propre modèle, et pourquoi pas l'hybrider avec d'autres (il est bon ici d'imprimer pour chaque groupe les fiches des modèles sur étagères - voir chapitre 1 de ce kit). Décrivez où sont stockées les données, vers qui sont-elles partagées, de quelles façons : vous pouvez le représenter sous forme de schéma dans la partie dédiée du template en vous aidant des icônes de la page suivante. Qualifiez de manière la plus précise possible les acteurs. Vous devriez arriver à un schéma complet, comme celui-ci, décrivant le service “Par 4 chemins” associé au modèle “Plateforme tiers de confiance” :



Si vous en avez le temps, pensez à décrire ce que le modèle transforme du côté des acteurs territoriaux : “sommes-nous en train de rendre un acteur obsolète ?” ; “tel acteur porte de nouvelles compétences” ; etc...

## Etape 3 - Mettre le modèle à l'épreuve et décrire les étapes pour y arriver (30min) - groupe

» Les animateur-ric-e-s choisissent parmi une liste d'obstacles toute prête celui qui se prête le mieux au modèle alternatif raconté. Vous pouvez vous appuyer sur les cartes des pages suivantes du template : aspiration de données ; destruction de data centers ; monopole généralisé ; coup d'état. N'hésitez pas à en imaginer d'autre.

“En quoi cet obstacle a-t-il affecté votre modèle ?” Ce pur exercice de prospective permet de décrire des premiers garde-fous de votre modèle, d'en imaginer les controverses et de penser des premiers éléments de réponses à celles-ci.

» Après avoir réfléchi aux obstacles et décrit un modèle qui a pu les surmonter, prenez quelques minutes pour étudier les chemins qui s'ouvrent pour y parvenir. Quelles grandes étapes, quels éléments déclencheurs seraient nécessaires pour qu'un tel modèle émerge aujourd'hui ?

#### Etape 4 - Restitution (20min) - plénière

Chaque groupe rappelle le cas d'usage et modèle sur lesquels il a travaillé et raconte brièvement le modèle imaginé, l'obstacle franchi et les étapes pour y arriver.



# 5

## LES SCÉNARIOS D'EXPÉRIMENTATION

### MÉTHODOLOGIE "SCÉNARIO D'EXPÉRIMENTATION" (OU "IMPLÉMENTER LE SELF DATA SUR SON TERRITOIRE")

#### Objectifs de l'atelier :

- » Se raconter les cas d'usage du Self Data & "la thématique" qui pourront être développés pour l'expérimentation.
- » Faire converger les intérêts de (potentiels) partenaires de l'expérimentation avec ceux de la collectivité et des habitant·e·s.
- » Décrire les scénarios d'expérimentation du Self Data.
- » Décrire les paramètres (budget, acteurs, partenaires, ...) et le calendrier de ces expérimentations.

#### Nombre de participant·e·s :

- » une trentaine/quarantaine.

#### Durée :

- » 2h30.

[Télécharger le template - scénario d'expérimentation](#)

#### Etape 1 - Introduction (20 min) - plénière

Un petit tour d'horizon de ce qui a été produit lors des premiers ateliers permet à tou·te·s de se mettre au même niveau. Revenez donc sur le Self Data, les défis, les données, les cas d'usage et les modèles de gouvernance.

Précisez l'enjeu de l'atelier : c'est un moment clef, qui permet de s'inspirer de tous les travaux réalisés antérieurement pour atterrir sur un ou deux scénarios d'expérimentation qui doivent permettre à la fois de se projeter vers des horizons souhaitables mais atteignables.

Une expérimentation Self Data doit forcément comprendre au moins trois choses :

- » des détenteurs de données qui acceptent de les partager aux individu·e·s qu'elles concernent ;
- » des testeur·se·s qui vont pouvoir réutiliser leurs données ;
- » des outils pour permettre aux testeur·se·s de réutiliser leurs données (plateforme, services tiers, ...).

Cet atelier servira à définir précisément des expérimentations différentes : nombre de testeur·se·s, étapes, solutions techniques, données, budget, ...

Il permet également de commencer à clarifier la posture des possibles partenaires de l'expérimentation : ont-ils l'intention de se lancer avec vous ? A quelles conditions ?

## Etape 2 - Ce qu'on veut apprendre/ce qu'on veut éviter (30 minutes) - plénière

Pour préparer l'atelier, vous devrez passer un peu de temps à élaborer quelques axiomes de votre expérimentation, afin de ne pas démarquer d'une page blanche. Après plusieurs mois d'itération, de discussions lors des ateliers et en dehors, vous avez forcément une première idée des objectifs à atteindre, et quelques conditions nécessaires à respecter. Vous pouvez itérer avec des complices avant l'atelier pour les préparer. Présentez-les aux participant·e·s. Par exemple, l'expérimentation à la Rochelle doit...

- » ...répondre à deux objectifs :
  - tester la validité du Self data comme moyen de maîtriser ses données personnelles ;
  - explorer l'universalité du self data (au-delà des testeurs -- médiation numérique) ;
- » ...concerner :
  - une cinquantaine de testeurs ;
  - ces 50 personnes sont tous agents de

l'agglomération ou salarié·e·s de La Poste ou salarié·e·s d'Enedis ;

- » ...leur faire tester un des cas d'usages imaginés autour de la mobilité : Mon Budget Mobilité ; Mobilités Partagées ; Coach CO2.

Vous allez ensuite pouvoir confronter vos axiomes à ceux des participant·e·s. L'objectif : faire converger les intérêts de (potentiels) partenaires de l'expérimentation avec ceux de la collectivité et des habitant·e·s.

“Présentation des trois questions : A vous !

1) Qu'est-ce que vous aimeriez apprendre et/ou réussir et/ou prouver d'une expérimentation Self Data sur la thématique ..... dans la ville de ..... ?

2) De quoi avez-vous besoin pour donner le “go” à une expérimentation ? (ex : dossier ficelé juridiquement sur le sujet “où vont les données, quand, comment ?”)

3) Qu'est-ce qu'on veut éviter à tout prix ? (ex : une expérimentation qui ne commence que dans 3 ans, pas assez de testeurs, ...)

Chacun prépare en silence ses réponses (post-its de différentes couleurs : 3 couleurs, 1 couleur par question) - puis les partage pour que

l'animateur·rice puisse les regrouper sur un mur.

## Etape 3 - Production des scénarios d'expérimentation (1h30) - groupe

Vous pouvez ensuite constituer deux à trois groupes. Chaque groupe travaillera sur un scénario d'expérimentation avec un point de départ différent.

Exemple du Grand Lyon : “N testeur·se·s disposent chacun d'un *cloud* personnel fourni par la Métropole. Ils peuvent télécharger sur le *store* de leur *cloud* personnel le service “...”, développé par la Métropole.”

Chaque groupe dispose de son propre template - scénario d'expérimentation et s'appuie dessus pour produire le scénario d'expérimentation. Pensez également à imprimer les cas d'usages produits précédemment. Vous devrez vous poser la question...

1) ... des données (quels sont les 2 à 5 détenteurs absolument nécessaires à l'expérimentation ? Quelles données partageraient-ils ? Avec quelles API ?)

2) ... des testeur·se·s (qui, nombre, périmètre géographique ? Quel recrutement / quelle animation ? Comment recueillir les retours d'usages ?)



3) ...des services et usages (quels services pourront être implémentés et testés pendant l'expérimentation - nb : se référer au cas d'usages imaginés et aux différents modèles : *cloud* personnel, transfert direct, etc ? - Comment ? - ex : développement de A à Z, enrichissement de services existants, concours, etc).

4) ... des acteurs (quels détenteurs de données ? Quels chercheur-se-s ? Quels financeur-se-s ? etc)

5) ...du calendrier et du budget (en pensant le découpage en plusieurs chantiers simultanés : constitution du tour de table, chantier recrutement, chantier animation / recherche, chantier services et développements, chantier juridique, chantier données...). Vous pouvez vous appuyer sur les travaux de la Fing qui détaille ces chantiers (à partir de la page 5 du livret "Pilote MesInfos").

ment partageable en interne et à l'externe, par exemple le document suivant, qui sera votre base pour converger avec les partenaires possibles vers un des scénarios, de l'amender et enfin de le présenter publiquement (sous forme, pourquoi pas, d'un dossier de partenariat) pour vous lancer dans l'expérimentation !

#### **Etape 4 - Restitution collective (10 min) - plénière**

Chaque groupe partage son scénario d'expérimentation en plénière. Après l'atelier, un travail conséquent sera nécessaire pour extraire la matière produite et la reformuler en des scénarios précis. Vous devrez parvenir à produire un docu-



# *Kit Self Data Territorial*

---

**“ET SI LES VILLES PRENAIENT UN RÔLE CENTRAL DANS LE PARTAGE DES  
DONNÉES PERSONNELLES AUX CITOYEN·NE·S QU’ELLES CONCERNENT ?”**

2019

[mesinfos.fing.org](http://mesinfos.fing.org)

